

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving

PWGSC

33 City Centre Drive

Suite 480C

Mississauga

Ontario

L5B 2N5

Bid Fax: (905) 615-2095

Request For a Standing Offer

Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

This Document contains a Security Requirement

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada

Ontario Region

33 City Centre Drive

Suite 480

Mississauga

Ontario

L5B 2N5

Title - Sujet Environmental Services - RISO	
Solicitation No. - N° de l'invitation EQ447-180276/A	Date 2017-08-24
Client Reference No. - N° de référence du client EQ447-180276	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$TOR-018-7346
File No. - N° de dossier TOR-7-40033 (018)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-10-10	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Pan, Long	Buyer Id - Id de l'acheteur tor018
Telephone No. - N° de téléphone (905)615-2076 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA 11th Floor, 4900 Yonge St Toronto Ontario M2N6A6 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION	3
1.2 SOMMAIRE.....	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	4
1.4 COMPTE RENDU	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	6
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	6
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES	6
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	8
2.5 LOIS APPLICABLES	8
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	9
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	11
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION- NOTE COMBINÉE LA PLUS HAUTE SUR LE PLAN DU MÉRITE TECHNIQUE ET DU PRIX ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.	
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	14
5.1 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES	17
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	17
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE.....	17
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	18
A. OFFRE À COMMANDES	18
7.1 OFFRE	18
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	18
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	18
7.5 RESPONSABLES	19
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS.....	19
7.8 PROCÉDURES DE PASSATION DES COMMANDES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.9 INSTRUMENT DE COMMANDE	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.10 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.12 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.13 LOIS APPLICABLES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EQ447-180276
N° de réf. du client - Client Ref. No.

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID
TOR018
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.1	ÉNONCÉ DES TRAVAUX <i>OU</i> BESOIN.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	23
7.3	DURÉE DU CONTRAT	23
7.4	DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.5	PAIEMENT.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.6	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.7	ASSURANCES OU EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.8	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.

ANNEXE A	30
ÉNONCÉ DES TRAVAUX	30
ANNEXE B	55
BASE DE PAIEMENT	55
PIÈCE JOINTE 1 À L'ANNEXE B	57
UNIFORMISATION DES DÉBOURS	57
ANNEXE C	4
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)	4
PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3	8
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	8
PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4	9
CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE	9
PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 5	85
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION	85
PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 7 – ATTRIBUTION DES COMMANDES SUBSÉQUENTES ET PROCESSUS DE COTATION	86

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et
- Partie 7 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :
- 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;
- 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement et la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS). Les pièces jointes comprennent les instruments de paiement électronique, l'évaluation technique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi et le processus d'attribution et de tarification des commandes subséquentes.

1.2 Sommaire

La Direction des services environnementaux et sites contaminés (DSESC) de la région de l'Ontario de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) a besoin de divers types de services environnementaux professionnels et techniques.

Voici la description des offres à commandes individuelles et régionales (OCIR) et le nombre prévu pour chaque volet :

Volet	Description	Nombre d'OCIR	Niveau estimatif d'effort (période de l'offre à commandes – 2 ans)
1	Évaluations écologiques et environnementales	2	1 M\$
2	Gestion environnementale des installations du gouvernement fédéral	3	2 M\$

3	Services d'expert-conseil pour les sites contaminés	5	15 M\$
4	Opérations gouvernementales de durabilité et d'écologisation	2	2 M\$
5	Services d'expert-conseil pour les sites contaminés – Marchés réservés aux Autochtones	2	1 M\$

Les volets de l'énoncé des travaux figurent en détail à l'annexe A. Les offrants peuvent présenter un, plusieurs, voire tous les volets. Toutefois, une offre distincte et dûment remplie est requise pour chaque volet. Il n'est pas permis de présenter une offre pour une partie d'un volet. Il est toutefois possible pour les offrants de présenter une offre en coentreprise. Le même sous-traitant peut être présenté dans plus d'une offre. Si un sous-traitant est proposé à titre de membre de l'équipe, l'entreprise doit avoir obtenu une attestation de sécurité. Une organisation peut recevoir plus d'une offre à commandes, mais pas pour un même volet.

Les OCIR couvrent une période de deux ans et sont assorties d'une option de prolongation de deux périodes supplémentaires d'une année. La date de début prévue pour les volets 1, 2, 3 et 5 est le 1^{er} avril 2018. La date de début prévue pour le volet 4 sera avant le 1^{er} avril 2018.

La présente demande de soumissions comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et exigences en matière d'assurance, et la Partie 7A – Offre à commandes. Pour en savoir plus sur les clauses de sécurité, de même que sur les enquêtes de sécurité réalisées sur le personnel et les organismes, nous invitons les offrants à consulter le site Web de la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC), Programme de sécurité industrielle de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

Les volets 1 à 4 sont assujettis aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

Le volet 5 est exclu des accords commerciaux internationaux en vertu des dispositions de chaque accord relativement aux mesures portant sur les Peuples autochtones ou relativement aux marchés réservés aux petites entreprises et aux entreprises minoritaires. Conformément à l'article 800 de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC), l'ALEC ne s'applique pas au présent marché.

Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi est associé au présent besoin; veuillez vous reporter à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, à la Partie 7A – Offre à commandes, à la Partie 7B – Clauses du contrat subséquent et à l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>.)

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15

N° de l'invitation - Solicitation No.

EQ447-180276

N° de réf. du client - Client Ref. No.

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID

TOR018

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2017-04-27) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Subsection 5.4 of 2006, Standard Instructions - Request for Standing Offers - Goods or Services - Competitive Requirements, is amended as follows:

Supprimer : 60 jours

Insérer : 220 jours

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3. Ancien fonctionnaire – concurrentiels - offre

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;

- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui() Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;

- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité de l'offre à commandes au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de la DOC. Enquiries received after that time may not be answered.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur l'ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1. Offer Preparation Instructions

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (quatre copies papier et deux copies électroniques sur clé USB)

Section II : Soumission financière (deux copies papier et deux copies électroniques sur clé USB)

Section III : Attestations (deux copies papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Si les offrants présentent des soumissions pour plus d'un volet, ils doivent présenter une offre distincte pour chacun des volets.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe X, Base de paiement

Si les offrants présentent des soumissions pour plus d'un volet, ils doivent présenter une offre distincte pour chacun des volets.

N° de l'invitation - Solicitation No.

EQ447-180276

N° de réf. du client - Client Ref. No.

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID

TOR018

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe 1 to parti 3 Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe 1 to parti 3 Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a. Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers. Aux fins de la présente demande de soumissions, le Canada utilisera un processus d'évaluation en deux étapes pour les exigences techniques obligatoires, tel qu'il est décrit plus en détail dans les lignes qui suivent.
- b. Si les offrans présentent des soumissions pour plus d'un volet, ils doivent présenter une offre distincte pour chacun des volets. Chaque volet sera évalué séparément.
- c. Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires – Processus d'évaluation en deux étapes

Veuillez consulter la pièce jointe 1 de la Partie 4 – Critères d'évaluation techniques.

Étape 1 : Examen initial des exigences obligatoires

Le Canada effectuera un examen initial de l'offre de l'offrant pour déterminer si toutes les exigences obligatoires (comme indiqué dans la pièce jointe 1 de la partie 4) ont été abordées et satisfaites comme il se doit. Il s'agit uniquement d'une évaluation sur papier. Après l'examen initial, si une offre est jugée non recevable, l'autorité de l'offre à commandes fournira à chaque offrant un rapport d'évaluation préliminaire indiquant les exigences obligatoires non conformes évaluées à ce jour. Ce rapport ne comprendra qu'une liste des références de la DOC.

Les offrans dont l'offre a été jugée non recevable lors de l'évaluation des critères techniques obligatoires seront invités par l'autorité de l'OC à soumettre des renseignements supplémentaires ou différents pour démontrer au Canada, conformément à la demande de soumissions, que l'offre est conforme aux exigences obligatoires. Ces renseignements doivent être présentés au plus tard à l'heure et à la date de clôture indiquées dans l'invitation.

Si toutes les offres respectent les critères d'évaluation techniques, aucun rapport d'évaluation préliminaire ne sera produit.

Étape 2 : Révision finale des exigences obligatoires

Le Canada effectuera un examen final de l'offre de l'offrant en tenant compte des nouveaux renseignements soumis, pour déterminer si toutes les exigences obligatoires ont été respectées, conformément à la DOC. Si une ou plusieurs des exigences obligatoires évaluées initialement comme étant non respectées continuent d'être évaluées ainsi après la réception des nouveaux renseignements, ou si un nouveau cas de non-conformité est constaté du fait des nouveaux renseignements, l'offre sera jugée non recevable et ne fera pas l'objet d'un examen plus poussé. Les nouveaux renseignements soumis l'emporteront sur ceux qui figuraient dans l'offre originale à la clôture de la demande de soumissions.

Les offres ayant démontré une conformité aux exigences obligatoires à la fin de l'examen final continueront d'être évaluées.

Les critères techniques cotés et l'évaluation financière ne seront pas compris dans le processus d'évaluation en deux étapes. Par conséquent, aucun renseignement supplémentaire ne sera accepté après la clôture de la demande de soumissions.

4.1.1.2 Critères techniques cotés

Veuillez consulter la pièce jointe 1 de la Partie 4 – Critères d'évaluation techniques.

Lors de l'évaluation technique cotée, chaque offre recevable sera cotée par l'attribution d'une note aux exigences cotées, lesquelles sont précisées dans la demande d'offres à commandes par renvoi à une note. Les offrans qui ne soumettent pas une offre complète comprenant toute l'information demandée dans la présente DOC se verront attribuer une cote en conséquence. Il y a une marque de passage obligatoire pour chaque groupe respectif de chaque volet et toute offre qui se voit attribuer une note inférieure à la note de passage sera rejetée d'emblée.

4.1.2 Évaluation financière

Critères financiers obligatoires :

L'offrant doit proposer un prix conformément à l'annexe « B », Base de paiement, pour la période de l'offre à commandes et les deux périodes de prolongation. L'offrant doit proposer un taux horaire ferme, en dollars canadiens, pour chacune des sept catégories du personnel.

Chaque taux horaire ferme sera pondéré pour qu'il corresponde au niveau prévu de participation habituelle pour le type de travail effectué. Les taux pondérés seront cumulés pour obtenir le prix évalué total de chaque offre. Voici la pondération qui sera utilisée :

Personne-ressource des OCIR	5 %
Professionnel principal	20 %
Professionnel intermédiaire	20 %
Professionnel subalterne	10 %
Technologue principal	20 %
Technologue	20 %
Soutien administratif	5 %

Voici un exemple de calcul :

Catégorie	Pondération accordée	Taux horaire pour l'année 1	Taux horaire pondéré
Personne-ressource des OCIR	5 %	100,00 \$	5,00 \$
Professionnel principal	20 %	80,00 \$	16,00 \$
Professionnel intermédiaire	20 %	60,00 \$	12,00 \$
Professionnel subalterne	10 %	50,00 \$	5,00 \$
Technologue principal	20 %	65,00 \$	13,00 \$
Technologue	20 %	55,00 \$	11,00 \$
Soutien administratif	5 %	30,00 \$	1,50 \$
Taux horaire pondéré total pour l'année 1			63,50 \$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EQ447-180276
N° de réf. du client - Client Ref. No.

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID
TOR018
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

On utilisera les taux horaires pondérés totaux combinés des deux premières années, auxquels on additionnera ceux de deux autres années (total de quatre ans) pour déterminer le taux utilisé dans le calcul du meilleur rapport qualité-prix.

Exemple :

Année 1 –	63,50 \$
Année 2 –	64,13 \$
Prolongation 1 –	64,77 \$
Prolongation 2 –	<u>65,42 \$</u>
	257,82 \$

Le taux combiné du service externe aux fins d'évaluation est de 257,82 \$.

4.2 Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix

1. Pour être déclarée recevable, une offre doit :
 - a. respecter toutes les exigences de la demande d'offres à commandes;
 - b. satisfaire à tous les critères obligatoires;
 - c. obtenir le nombre minimal de points exigés pour l'ensemble des critères d'évaluation technique cotés d'un groupe.
2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences a), b) ou c) seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction de la note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 70 % sera accordée au mérite technique et une proportion de 30 % sera accordée au prix.
4. Pour établir la note du mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera déterminée comme suit : nombre total de points obtenus/nombre maximum de points possible, multiplié par 70 %.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, la note de chaque soumission recevable sera calculée au prorata en fonction du prix évalué le plus bas et du rapport de 30 %.
6. Pour chaque soumission recevable, on additionnera la note pour le mérite technique et la note pour le prix de manière à obtenir la note combinée.
7. La soumission retenue ne sera pas nécessairement la soumission recevable ayant obtenu la note technique la plus élevée ni celle ayant le prix évalué le plus bas. La soumission recevable qui obtiendra la cote combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.
8. Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 70/30 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement. Le nombre total de points pouvant être accordé est de 135, et le prix évalué le plus bas est de 45 000 \$ (45).

Tableau 1 – Méthode de sélection - note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (70 %) et du prix (30 %)

		Offrant 1	Offrant 2	Offrant 3
Note technique totale		115/135	89/135	92/135
Prix évalué de la soumission		55 000 \$	50 000 \$	45 000 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	$115/135 \times 70 = 59,63$	$89/135 \times 70 = 46,15$	$92/135 \times 70 = 47,70$
	Note pour le prix	$45/55 \times 30 = 24,55$	$45/50 \times 30 = 27,00$	$45/45 \times 30 = 30,00$
Cote combinée		84,18	73,15	77,70
Note globale		1 ^{er}	3 ^e	2 ^e

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

Le Canada aura aussi le droit de résilier la commande subséquente pour manquement si l'entrepreneur ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

L'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'émission de l'offre à commandes. Si l'offrant est une coentreprise, l'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.1.3 Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

5.1.3.1 Attestation employeur-employé – Marchés réservés aux entreprises autochtones – volet 5 SEULEMENT

À la demande du responsable de l'offre à commandes, l'offrant doit fournir l'attestation suivante pour chaque propriétaire et employé(e) autochtone:

1. Je suis _____ (*insérer « propriétaire » et(ou « employé(e) à temps plein »*) de _____ (*insérer le nom de l'entreprise*) et autochtone, au sens de la définition de l'Annexe 9.4 du *Guide des approvisionnements* intitulée « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones ».
2. Je certifie que l'énoncé précité est vrai et je consens à sa vérification sur demande du Canada.

Nom du propriétaire ou de l'employé(e)

Signature du propriétaire ou de l'employé(e)

Date

5.1.3.2 Marchés réservés aux entreprises autochtones – volet 5 SEULEMENT

1. Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences

requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter [l'Annexe 9.4](#) du *Guide des approvisionnements*.

2. L'offrant :

- i. atteste qu'il respecte et continuera de respecter durant toute la durée de l'offre, les exigences décrites à l'annexe mentionnée ci-haut.
- ii. convient que tout sous-traitant engagé par lui aux fins de la présente offre doit respecter les exigences décrites à l'annexe mentionnée ci-haut.
- iii. convient de fournir immédiatement au Canada, sur demande, toute preuve attestant de la conformité de quelque sous-traitant que ce soit avec les exigences décrites à l'annexe mentionnée ci-haut.

3. L'offrant doit cocher la case applicable suivante :

- i. ☐ L'offrant est une entreprise autochtone à propriétaire unique, une bande, une société à responsabilité limitée, une coopérative, une société de personnes ou un organisme sans but lucratif.
OU
- ii. ☐ L'offrant est une coentreprise comprenant deux ou plus de deux entreprises autochtones ou une coentreprise entre une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone.

4. L'offrant doit cocher la case applicable suivante:

- i. ☐ L'entreprise autochtone compte moins de six employés à temps plein.
OU
- ii. ☐ L'entreprise autochtone compte six employés ou plus à temps plein.

5. À la demande du Canada, l'offrant doit présenter tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation. L'offrant doit s'assurer que cette preuve soit disponible pour examen par un représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. L'offrant fournira toutes les installations nécessaires à ces vérifications.

6. En déposant une offre, l'offrant atteste que l'information fournie par l'offre pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.

5.1.3.3 Attestation du contenu canadien – volet 5 SEULEMENT

Clause du *Guide des CCUA* A3050T (2014-11-27) Définition du contenu canadien

5.1.3.4 Statut et disponibilité du personnel

Clause du *Guide des CCUA* M3020T (2016-01-28) Statut et disponibilité du personnel - offre

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- 1) Avant la passation d'une commande subséquente à l'offre à commandes, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
- 2) Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

6.2 Capacité financière

Clause du *Guide des CCUA* [M9033T](#) (2011-05-16) Capacité financière

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe "A".

7.2 Exigences relatives à la sécurité

- 7.2.1** Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.

7.2.2 EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a. de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - b. du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

2005 (2016-04-04), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du _____ au _____.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EQ447-180276
N° de réf. du client - Client Ref. No.

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID
TOR018
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

(À compléter par TPSGC lors de l'attribution).

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour 2 Période d'un an période, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Long Pan
Titre : Chef d'équipe d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements

Téléphone : 905-615-2076
Courriel : long.pan@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant

Nom: _____
Téléphone: _____
Courriel : _____

7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur identifié autorisé à faire des commandes par rapport à l'offre à commandes est un représentant des services environnementaux et des sites contaminés, TPSGC, Toronto (Ontario).

7.8 Procédures de passation des commandes

L'offrant ne doit entreprendre aucun des travaux demandés tant qu'une commande subséquente n'a pas été passée par l'utilisateur désigné. Les coûts estimatifs prévus dans la commande subséquente ne pourront être dépassés sans l'autorisation écrite préalable de l'utilisateur désigné.

7.8.1 Procédure pour les commandes subséquentes :

- (a) Le responsable technique déterminera la portée du travail à fournir et utilisera un système d'attribution en alternance pour choisir l'offrant à qui sera attribuée la commande subséquente. Ce système fera le suivi de toutes les commandes subséquentes attribuées et calculera le total de la valeur du travail attribué. Pour les besoins de moins de 25 000,00 \$ (taxes applicables en sus), le responsable technique choisira d'avoir recours aux services de l'offrant recommandé par le système ou à ceux d'un autre offrant en fonction de l'endroit et de l'expertise requise pour ce travail. Pour les besoins de 25 000,00 \$ à moins de 1 000 000,00 \$ (taxes applicables en sus), le système désignera l'offrant choisi pour l'attribution de la prochaine commande subséquente. L'offrant choisi sera celui qui est le moins avancé pour ce qui est de l'atteinte de la répartition idéale du volume d'activités par rapport aux autres offrants. Pour les besoins qui constituent un travail de suivi lié à une commande subséquente déjà effectuée, le responsable technique pourra soit utiliser l'offrant choisi par le système, soit l'offrant qui a exécuté les travaux à l'origine.

Le système se servira d'une estimation de la valeur des services requis lors du choix des offrants. Cette estimation sera ajustée ultérieurement dans le système pour qu'elle corresponde au coût réel. Un exemple figure à l'annexe 1 de la partie 7.

Le responsable technique doit fournir à l'offrant choisi par le système une description de chaque tâche à effectuer qui sera suffisamment détaillée afin que l'offrant puisse établir un prix ferme, un prix plafond ou un coût estimatif pour les travaux en question. Le prix ferme, la solution préférée, doit être utilisé autant que possible. L'utilisation du prix plafond au lieu du prix ferme sera seulement permise dans les cas où la description des travaux à exécuter n'est pas suffisamment détaillée pour déterminer un prix ferme raisonnable avec exactitude. L'utilisation des coûts estimatifs sera seulement permise dans les cas où la nature de la tâche est telle que l'on sait qu'il y aura des développements imprévus qui pourraient changer le niveau d'effort requis pour obtenir les résultats souhaités.

L'offrant doit présenter son prix et les renseignements complémentaires aux représentants du responsable technique, notamment pour ce qui est du personnel détenant une autorisation de sécurité qui exécutera les travaux et du temps nécessaire à leur exécution, dans le cadre d'une « proposition ».

Si le Canada juge la soumission de l'offrant recevable, un document de commande subséquente sera attribué pour autoriser le début des travaux et indiquer les exigences liées aux travaux, les échéances des produits livrables et les rapports provisoires à remettre.

Si le Canada juge la soumission de l'offrant non recevable d'une certaine façon, le Canada permettra à l'offrant de revoir sa soumission. Si le Canada et l'offrant ne parviennent pas à s'entendre sur la portée des travaux ou d'autres particularités, le Canada peut choisir un autre offrant.

Si, à tout moment durant les travaux, il devient évident que le niveau de dépenses autorisé sera dépassé, l'offrant doit immédiatement informer le responsable technique et attendre ses directives. L'offrant ne doit en aucune circonstance dépasser le niveau autorisé de dépenses.

Toutes les autorisations liées au déplacement ou les modifications connexes doivent être obtenues auprès du responsable technique avant le déplacement en question.

7.8.2 Exceptions au système de répartition ci-dessus :

Les offrants ne pourront peut-être pas profiter de cette répartition idéale de travail dans les cas suivants :

- 1) l'offrant fournit présentement un service insatisfaisant;
- 2) l'offrant a récemment fourni un service insatisfaisant et n'a pas encore suffisamment démontré qu'il a réglé les problèmes en cours.

On surveillera et évaluera périodiquement chaque offrant pendant la durée de l'offre à commandes. On pourra transmettre aux offrants des commentaires écrits en bonne et due forme. Des commentaires verbaux seront transmis fréquemment et des commentaires écrits seront normalement transmis lors du dépôt de chaque rapport. Toutefois, les offrants devront respecter leurs engagements concernant les produits livrables. Le processus de cotation de l'évaluation du rendement des commandes subséquentes est présenté à l'annexe 1 de la partie 7.

L'objectif de cette surveillance consiste à veiller à ce que les offrants respectent leurs engagements en ce qui a trait à la prestation de services. On évaluera quatre aspects de la prestation de services, soit la portée, la rentabilité, le délai d'exécution et la qualité, et on assignera une cote à chacun de ces aspects.

Si un offrant n'est pas en mesure d'accepter du travail supplémentaire (par exemple, il a été incapable de fournir des services relativement à des commandes antérieures ou à des commandes en cours ou conformément à ce qui précède), il ne sera pas sollicité pour une commande subséquente. Le Canada se réserve le droit d'appliquer d'autres mesures correctives si l'entreprise poursuit son rendement insatisfaisant.

Exemples de rendement insatisfaisant : non-respect continu des échéances et problèmes de contrôle de la qualité réduisant considérablement la rentabilité.

Pour se faire inscrire à nouveau dans le processus de commandes subséquentes, l'offrant devra démontrer aux représentants ministériels qu'il a corrigé les problèmes en suspens et éliminé la source des problèmes. Les périodes durant lesquelles les offrants ne respectent pas leurs engagements pourraient nuire en permanence à la répartition idéale du travail, en raison de son inactivité. Cependant, les offrants qui refusent du travail à l'occasion en raison d'autres engagements ne seront pas pénalisés.

7.9 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
 - PWGSC-TPSGC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
 - PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
 - PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

7.10 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 1 000 000,00 \$CAD (taxes applicables en sus).

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2016-04-04), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2035 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « X », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité ;
- h) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*), (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'émission de l'offre: « clarifiée le _____ » ou « telle que modifiée le _____ » et insérer la ou les date(s) de la ou des clarification(s) ou modification(s).*)

7.12 Attestations et renseignements supplémentaires

7.12.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.12.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Mise de côté

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'offrant reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée de l'offre à commandes. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'offrant sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC peut entraîner la mise de côté de l'offre à commandes.

7.13.3 SACC Manual Clauses

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) M3020C (2016-01-28) Statut et disponibilité du personnel

7.13 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EQ447-180276
N° de réf. du client - Client Ref. No.

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID
TOR018
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2035 (2016-04-04) Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Le travail doit être complété conformément à l'appel lancé contre l'offre à commandes.

7.3.2 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement - prix ferme, prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot(s) ferme(s)

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme dans le contrat, Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

OR

7.5.1 Base de paiement : Taux fixe basé sur le temps – Prix plafond

Pour les travaux décrits de l'énoncé des travaux à l'annexe A:

L'entrepreneur sera payé pour les travaux exécutés, conformément à la base de paiement prix plafond attachment 1 to annexe B, ntrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

OR

7.5.1 Base de paiement : Frais remboursables – Limitation des dépenses

Pour les travaux décrits de l'énoncé des travaux à l'annexe A:

L'entrepreneur sera payé pour les travaux exécutés, conformément à la base de paiement dans l'attachment 1 to annexe B, ntrat) À une limitation des dépenses, comme spécifié dans le document d'appel Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

7.5.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2011-05-16), Limite de prix

OR

7.5.2 Limitation of expenditure

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme décrit dans le document d'appel. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.
L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 % de la somme est engagée, ou
 - b. quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,

selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.5.3 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* A9117C (2007-11-30) T1204 - demande directe du ministère client

7.5.4 Paiement mensuel

Clause du *Guide des CCUA* H1008C (2008-05-12) Paiement mensuel

7.5.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.6 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par:

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- b. une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;
- c. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance;
- d. une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
- b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.
- c. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité project identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

7.7 Rapports d'avancement

1. L'entrepreneur doit soumettre au responsable technique et à l'autorité contractante des rapports d'étape mensuels, sous forme électronique, sur les progrès réalisés dans le cadre des travaux. Le rapport d'avancement doit être constitué de deux parties.

- a. Partie 1 – L'entrepreneur doit répondre aux trois questions suivantes :

- i. Le projet avance-t-il selon l'échéancier prévu?
- ii. Respecte-t-on le budget du projet?
- iii. Le projet est-il exempt de toute préoccupation pour laquelle l'assistance ou les conseils du Canada peuvent être nécessaires?

Chaque réponse négative doit être appuyée par une explication.

- b. Partie 2 – Un rapport narratif, bref, mais assez détaillé pour permettre au responsable technique d'évaluer l'état d'avancement des travaux, qui doit contenir au moins ce qui suit :
- i. une description de l'avancement de chacune des tâches et des travaux dans leur ensemble durant la période visée par le rapport; un nombre suffisant d'esquisses, de diagrammes, de photographies, etc., doit être inclus, s'il y a lieu, afin de décrire l'avancement des travaux;
 - ii. une explication de tout écart par rapport au plan de travail;
 - iii. une description des déplacements ou des conférences liés au contrat au cours de la période visée par le rapport.

7.8 Exigences en matière d'assurances

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance énoncées ci-dessous. Il doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurances ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue.

L'entrepreneur doit décider si une couverture supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire est à la charge de l'entrepreneur et est souscrite pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance est conforme aux exigences et est en vigueur. Pour les entrepreneurs établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada; pour les entrepreneurs établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise chez un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ».

L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.8.1 Assurance responsabilité civile générale

- 1) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 5 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
- 2) La police d'assurance responsabilité civile des entreprises doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire ainsi : le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et travaux terminés : Blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant de travaux effectués par l'entrepreneur.

d. Préjudice personnel : La couverture devrait inclure notamment la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.

e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été délivrée à chacun d'eux.

f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

g. Les employés et, s'il y a lieu, les bénévoles doivent être désignés comme assurés supplémentaires.

h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail ou par un programme semblable.

i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un préavis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations faites, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.

m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

n. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993 ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour qu'ils s'entendent sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur, Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

7.8.2 Assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement

- 1) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité professionnelle de type 4 d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
- 2) Si la police est établie sur la base des réclamations présentées, la couverture doit être en place pour une période d'au moins douze (12) mois après l'achèvement ou la résiliation du contrat.
- 3) La police d'assurance responsabilité professionnelle de type 4 de l'entrepreneur doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - c. Séparation des assurés : La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été établie au nom de chacun d'eux.
 - d. Responsabilité contractuelle : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - e. Transport incident : La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par le biais d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat.
 - f. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993 ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en

défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour qu'ils s'entendent sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :
Directeur, Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :
Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

7.8.3 Assurance responsabilité civile automobile

- 1) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
- 2) La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assurance de responsabilité civile – limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - b. Assurance individuelle – lois de toutes les juridictions;
 - c. Garantie non-assurance des tiers;
 - d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

7.9 Clauses du *Guide des CCUA*

Pour Stream 5 seulement - Clauses du *Guide des CCUA* [A3000C](#) (2014-11-27) Attestation du statut d'entreprise autochtone

7.10 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EQ447-180276
N° de réf. du client - Client Ref. No.

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID
TOR018
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (ESDC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par ESDC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

ANNEXE A ÉNONCÉ DES TRAVAUX

L'offrant doit fournir les ressources suivantes pour chaque volet :

Personne-ressource des OCIR (expérience pertinente d'au moins dix ans) : Le rôle de la personne-ressource des OCIR est d'être le principal contact avec les chargés de projet de SPAC en matière de supervision des programmes et des projets relatifs à l'offre à commandes. Ses responsabilités comprennent la gestion générale et le contrôle de toutes les annexes, des budgets, des questions de qualité et des réalisations attendues. La personne-ressource des OCIR doit posséder d'excellentes compétences en communication, un bon sens de l'organisation et une solide formation technique, démontrer sa capacité d'arriver à ses fins, de mener des projets en dehors de ses domaines d'expertise et avoir la volonté d'assumer la responsabilité de l'ensemble du programme de l'entreprise.

Professionnel principal (expérience pertinente d'au moins dix ans) : Le rôle du professionnel principal consiste, soit à gérer des projets, soit à fournir de l'assistance technique de haut niveau à l'équipe de projet, ou les deux. Les projets entrepris comportent souvent des difficultés ou des composantes complexes. Il est chargé entre autres des examens de haut niveau ainsi que de l'assurance et du contrôle de la qualité. Le rôle du professionnel principal consiste, selon les besoins et son domaine de spécialité, à donner des conseils techniques, assurer le contrôle de la qualité, préparer des plans de travail, réaliser des évaluations, préparer des rapports et procéder à des inspections professionnelles. Il est chargé de fournir du soutien technique à l'équipe de projet, selon les besoins.

Professionnel intermédiaire (expérience pertinente d'au moins cinq ans) : Le professionnel intermédiaire du projet gère la plupart des projets courants ou fournit de l'assistance technique à l'équipe de projet. Parmi ses responsabilités, mentionnons la gestion de projets courants et la prestation d'une assistance technique spécialisée à l'équipe de projet. De plus, il aiderait à effectuer l'assurance de la qualité.

Professionnels subalternes (expérience pertinente d'au moins deux ans) : Le professionnel subalterne mène et gère des tâches selon les directives du gestionnaire de projet, participe à la préparation des rapports et, s'il y a lieu, prépare des rapports courants pour fins d'examen par les cadres supérieurs. Ses responsabilités se limitent normalement à des tâches ou à des portions précises d'un projet.

Technologue principal (expérience pertinente d'au moins huit ans) : Le rôle du technologue principal consiste à gérer les programmes sur le terrain qui se rapportent à des projets comportant des difficultés ou des composantes complexes, sous la direction du gestionnaire de projet. Il peut également participer à la préparation des rapports courants ou des évaluations. Parmi ses responsabilités habituelles, mentionnons l'élaboration de plans de travail et de plans de santé et de sécurité, la supervision de programmes difficiles ou complexes sur le terrain et, parfois, l'établissement de rapports.

Technologue (expérience pertinente d'au moins deux ans) : Le technologiste exécute des programmes sur le terrain, sous la direction du gestionnaire de projet, notamment des reconnaissances du sol en profondeur (c'est-à-dire fosses et puits de surveillance), l'échantillonnage à des fins de détection de contaminants éventuels (dans le sol, les sédiments et les eaux souterraines), ainsi que des activités de mesure, l'observation et l'enregistrement des données recueillies sur le terrain. Il est également chargé

N° de l'invitation - Solicitation No.

EQ447-180276

N° de réf. du client - Client Ref. No.

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID

TOR018

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

du suivi des plans de travail, y compris les plans en matière de santé et de sécurité, selon les directives du gestionnaire de projet.

Soutien administratif : Le rôle administratif offre des services de soutien en gestion de projet à l'équipe du projet, entre autres dans les domaines suivants : facturation, traitement de texte, impression ou transfert de documents et autres tâches de soutien.

Appendice 1 de l'annexe A

VOLET 1 : ÉVALUATION ÉCOLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

1. Besoin

- (i) La Direction des services environnementaux et sites contaminés (DSESC) de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) a besoin de services environnementaux pour aider les ministères à comprendre les répercussions potentielles sur l'environnement de divers travaux entrepris sur des propriétés fédérales, ainsi que pour documenter les conditions environnementales existantes sur ces propriétés. L'énoncé des travaux décrira les divers types de travaux qu'on pourra demander à l'entrepreneur d'effectuer pendant le contrat.
- (ii) Les propriétés fédérales mentionnées ci-dessus servent à de multiples fins. Ils comprennent entre autres : des complexes de bureaux, des plans d'eau à usage récréatif, des parcs nationaux, des aides à la navigation, des postes frontaliers, des bases militaires, des propriétés résidentielles, des aéroports, des institutions correctionnelles, des hôpitaux, des installations de recherche et autres.
- (iii) Comprendre les propriétés fédérales et mener des projets sur celles-ci exige le respect des lois et des règlements fédéraux, ainsi que la mise en œuvre de pratiques exemplaires afin d'éviter les répercussions importantes sur l'environnement. Les projets relatifs aux propriétés fédérales doivent satisfaire à toutes les exigences provinciales et les exigences provinciales ou municipales seront utilisées à des fins de comparaison ou d'orientation en l'absence de lois fédérales. Tous les travaux doivent être effectués conformément aux lois fédérales et provinciales applicables les plus récentes, incluant les règlements, les ordonnances, les directives, les normes et les pratiques exemplaires. Les politiques et les normes ministérielles de SPAC doivent également être respectées. Lorsque ces documents ont subi une mise à jour ou une modification, ce sont les nouvelles versions qui doivent être utilisées.
- (iv) L'entrepreneur doit aider les ministères fédéraux à s'acquitter de leurs responsabilités, principalement en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* de 2012, la *Loi sur les espèces en péril* et la *Loi sur les pêches*. Les ressources doivent connaître les lois et les directives provinciales, municipales et fédérales, entre autres :
 - *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale, 2012*
 - *Loi sur les espèces en péril*
 - *Loi sur les pêches*
 - *Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*
 - *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*
 - *Loi sur les espèces sauvages du Canada*
 - *Loi sur les évaluations environnementales de l'Ontario*
 - *Loi sur les espèces en voie de disparition de l'Ontario*
 - Devis directeur national
- (v) L'entrepreneur doit avoir une connaissance à jour des lois, des politiques et des directives pertinentes, ainsi que de leur application. Il devra être en mesure d'examiner et d'interpréter les lois et les pratiques exemplaires, de recueillir des données et de rédiger des rapports qui consignent la méthodologie, les constats et les recommandations de leurs projets. L'entrepreneur formulera également des conseils et des recommandations sur les lois ou les règlements environnementaux.

2. Portée des travaux

Selon les besoins propres au site et les éléments environnementaux à prendre en considération, l'entrepreneur effectuera des évaluations et des relevés, puis élaborera des plans comprenant, entre autres, les catégories de projet suivantes :

(i) Études biologiques

L'entrepreneur doit être en mesure de recueillir des renseignements de base et des données comparatives avant les évaluations, ainsi que pendant et après les activités du projet. Les activités qui seront menées dans le cadre des études biologiques comprennent entre autres :

- la classification écologique des terres;
- l'évaluation de l'habitat;
- l'élaboration de programmes de gestion (entre autres des programmes de gestion des forêts, des programmes de gestion de la faune sauvage, des plans de lutte antiparasitaire intégrée et d'autres programmes liés à l'environnement naturel);
- les relevés de la faune (aquatique, terrestre et aviaire);
- l'évaluation des espèces en péril;
- l'étude de la qualité de l'eau;
- l'étude de la qualité de l'air (y compris le bruit) et d'autres études liées à l'environnement naturel;
- l'obtention des permis nécessaires pour mener les travaux (permis de la *Loi sur les espèces en péril*, de la *Loi sur la protection de l'eau*, de la *Loi sur les pêches*, etc.)

L'entrepreneur doit posséder de l'expérience dans chacune des catégories suivantes, puisqu'elles sont liées aux activités énumérées ci-dessus et aux activités précisées sous chaque catégorie :

- a. Études sur les oiseaux
 - Réaliser des relevés sur les oiseaux nicheurs
- b. Études terrestres
 - Réaliser des relevés sur l'herpétofaune
 - Réaliser des relevés sur la végétation (y compris les arbres)
- c. Études sur le milieu aquatique
 - Réaliser des relevés sur les poissons et leurs habitats
 - Réaliser des études sur la faune benthique
- d. Espèces en péril
 - Élaborer et examiner des plans de gestion des espèces en péril propres à un site
 - Examiner les stratégies de rétablissement des espèces en péril, les plans d'action et les plans de gestion élaborés dans le cadre de la *Loi sur les espèces en péril* ou de l'évaluation environnementale de site provinciale.

(ii) Évaluation des répercussions sur l'environnement

- a. Préparer ou réviser des rapports conformément aux exigences de la LCEE 2012.
- b. Évaluations socio-économiques en lien avec les activités proposées du projet.
- c. Assurer la consultation et la coordination avec les autorités fédérales, provinciales, régionales et locales, les groupes autochtones et les autres intervenants en ce qui a trait à la cueillette d'information et à la prévision des effets potentiels des projets proposés ou des études requises.
- d. Préparer des documents de communication et assurer une consultation et une communication avec les intervenants, le public et les communautés autochtones.
- e. Effectuer des évaluations environnementales stratégiques.

(iii) Surveillance de l'environnement

- a. Entreprendre ou examiner des études environnementales spécifiques au projet liées aux activités du projet, entre autres des plans de lutte contre l'accumulation de sédiments et l'érosion, des programmes de protection environnementale, des programmes de gestion des eaux pluviales, des programmes d'intervention en cas de déversement et des programmes de compensation pour la perte d'habitat du poisson.
- b. Préparer et mettre en œuvre des plans de surveillance des effets environnementaux et d'atténuation, ainsi que des programmes de suivi pour la production de rapports ou l'inclusion dans les spécifications.

(iv) Autres

- a. Procéder à des évaluations archéologiques, ainsi qu'à d'autres évaluations concernant le patrimoine et la culture.
- b. Examiner des rapports et des études produits par des pairs.
- c. Préparation de documents de formation et de présentation sur l'évaluation environnementale et les lois environnementales s'y rapportant à l'intention des employés fédéraux ou aux fins d'information
- d. Offrir des conseils et du soutien spécialisé liés aux litiges, aux négociations et à la rémunération, et à d'autres sujets similaires.
- e. Consulter le public et mobiliser les intervenants.

Appendice 2 de l'annexe A

VOLET 2 : GESTION ENVIRONNEMENTALE DES INSTALLATIONS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

1. Besoin

- (i) La Direction des services environnementaux et sites contaminés (DSESC) de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) a besoin de services environnementaux pour réaliser diverses évaluations, vérifications, enquêtes et activités de surveillance liées à la gestion environnementale des installations fédérales en Ontario. L'énoncé des travaux décrira les divers types de travaux qu'on pourra demander à l'entrepreneur d'effectuer pendant le contrat.
- (ii) Les installations fédérales sont des bâtiments comme des édifices à bureaux, des bases et des lieux d'entraînement militaire, des propriétés résidentielles, des aéroports, des institutions correctionnelles, des écoles, des hôpitaux et des laboratoires de recherche.
- (iii) La gestion environnementale des installations fédérales exige le respect des lois et des règlements fédéraux, ainsi que la mise en œuvre des pratiques exemplaires pour faire preuve de diligence raisonnable. Les projets relatifs aux installations fédérales doivent satisfaire à toutes les exigences provinciales et les exigences provinciales et municipales seront utilisées à des fins de comparaison ou d'orientation en l'absence de lois fédérales. Tous les travaux doivent être effectués conformément aux lois fédérales et provinciales applicables les plus récentes, incluant les règlements, les ordonnances, les directives, les normes et les pratiques exemplaires. Les politiques et les normes ministérielles de SPAC doivent également être respectées. Lorsque ces documents ont subi une mise à jour ou une modification, ce sont les nouvelles versions qui doivent être utilisées.
- (iv) L'entrepreneur doit aider les ministères fédéraux à s'acquitter de leurs responsabilités, principalement en vertu du *Code canadien du travail* et de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement, 1999*. SPAC exige que l'entrepreneur connaisse les lois et les directives provinciales, municipales et fédérales, entre autres :
 - Code canadien du travail, Partie II
 - *Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario* (LSST).
 - Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail
 - *Loi sur les ressources en eau du Canada*
 - Règlement sur les revêtements
 - *Loi sur le transport des marchandises dangereuses*
 - Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada de Santé Canada
 - *Loi sur l'assainissement des eaux*
 - *Loi sur la salubrité de l'eau potable*
 - Norme de gestion de la qualité de l'eau potable de l'Ontario
 - Recommandations canadiennes pour la qualité de l'environnement du Comité canadien des ministres de l'Environnement (CCME)
 - Devis directeur national
 - *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*
 - Règlement fédéral sur les halocarbures (2003)
 - Règlement sur les urgences environnementales
 - Règlement sur les BPC
- (v) L'entrepreneur doit avoir une connaissance à jour des lois, des politiques et des directives pertinentes, ainsi que de leur application. L'entrepreneur doit examiner et interpréter les lois et les

- pratiques exemplaires, examiner les résultats d'analyse et rédiger des rapports qui consignent la méthodologie, les constats et recommandations de leurs projets. Il pourrait également s'avérer nécessaire d'élaborer et de tenir une formation sur les sujets liés à cet énoncé des travaux.
- (vi) Tous les laboratoires utilisés pour effectuer des analyses doivent être membres de la *Canadian Association for Laboratory Accreditation* (CALA) ou avoir obtenu l'accréditation du Conseil canadien des normes (CCN) pour le type d'analyse effectué. S'il n'existe pas d'accréditation de la CALA ou du CCN pour un paramètre spécifique, une accréditation d'un organisme d'accréditation équivalent comme le **National Voluntary Laboratory Accreditation Program** (NVLAP), ou le *American Industrial Hygiene Association Laboratory Accreditation Programs* (AIHA-LAP, LLC) sera acceptée pour ce paramètre spécifique analysé.

2. Portée des travaux

Selon les considérations propres au site et les considérations environnementales, l'entrepreneur peut être retenu pour réaliser des études, des évaluations, des relevés et des vérifications, entre autres dans les catégories de projet suivantes :

(i) Substances désignées et matières dangereuses

Les types de projets dans cette catégorie comprennent, entre autres, les relevés des substances désignées et des matières dangereuses, les plans de gestion de l'amiante et du plomb, les répertoires de matières dangereuses, la gestion des déchets dangereux et non dangereux, les relevés des substances désignées et des matières dangereuses propres au projet et l'élaboration de la portée des travaux pour les projets d'élimination de l'amiante et du plomb, ce qui comprend la préparation des spécifications, ainsi que l'exécution, la supervision, la coordination et la consignation des activités d'élimination. L'entrepreneur devra aussi formuler des recommandations et des conseils à SPAC au sujet de ces activités.

(ii) Qualité de l'air

Les types de projets dans cette catégorie peuvent, entre autres, comprendre : les évaluations de la moisissure, les évaluations de la qualité de l'air intérieur, les évaluations du radon, la surveillance des émissions dans l'atmosphère et l'élaboration de la portée des travaux pour les projets d'élimination de la moisissure, ce qui comprend la préparation des spécifications, ainsi que l'exécution, la supervision, la coordination et la consignation des activités d'élimination. L'entrepreneur devra formuler des recommandations et des conseils à SPAC au sujet de ces activités.

(iii) Eau potable

- a. Les types de projets dans cette catégorie peuvent entre autres comprendre : les évaluations de la qualité et la quantité pour l'eau potable, non potable, brute, traitée et les eaux usées circulant dans les installations fédérales, les vérifications de l'eau, l'installation et la mise hors service de puits, la mise à l'essai de pompes, les enquêtes sur la nappe aquifère, les vérifications de l'eau, l'évaluation des réseaux de distribution de l'eau (de la source à l'utilisateur; cela inclut les dispositifs de traitement et les réseaux de distribution) et l'élaboration de la portée des travaux pour les projets d'installation et de mise hors service de puits ce qui comprend la préparation des spécifications, ainsi que l'exécution, la supervision, la coordination et la consignation des activités d'élimination.
- b. Les sources d'eau incluent les réseaux municipaux, collectifs et partagés, ainsi que les puits privés individuels. L'entrepreneur devra faire des recommandations et émettre des conseils pour améliorer les réseaux et les sources exploités.

(iv) Gestion environnementale et conformité

Les types de projets dans cette catégorie comprennent entre autres : la vérification générale des installations et les études environnementales de base, les vérifications environnementales détaillées, la mise à disposition des procédures, les plans d'action et d'autres recommandations visant à corriger les éléments non conformes repérés lors des vérifications. Ces tâches peuvent, entre autres, comprendre : les BPC, les solvants chlorés, les halocarbures, les substances appauvrissant la couche d'ozone, les plans d'intervention d'urgence et la lutte antiparasitaire intégrée. Les projets peuvent aussi demander l'examen et la création de systèmes de gestion environnementale, la gestion des eaux usées, ainsi que

N° de l'invitation - Sollicitation No.

EQ447-180276

N° de réf. du client - Client Ref. No.

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID

TOR018

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

la gestion des déchets solides. L'objectif de ces projets est de déterminer et de consigner les opérations et les aspects environnementaux importants qui sont réglementés ou touchés par les lois environnementales applicables, ainsi que les politiques, les lignes directrices, les codes et les pratiques exemplaires de gestion du gouvernement fédéral. Les projets visent aussi à déterminer et consigner leur niveau de conformité.

(v) Autres

- a. Examiner des rapports et des études produits par des pairs.
- b. Préparer des documents de formation et de présentation sur l'évaluation environnementale et les lois environnementales s'y rapportant à l'intention des employés fédéraux ou aux fins d'information
- c. Offrir des conseils et du soutien spécialisé liés aux litiges, aux négociations et à la rémunération, et à d'autres sujets similaires.
- d. Consulter le public et mobiliser les intervenants.

Appendice 3 de l'annexe A

VOLET 3 : SERVICES D'EXPERT-CONSEIL POUR LES SITES CONTAMINÉS

1. Besoin

La Direction des services environnementaux et sites contaminés (DSESC) de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) a besoin de services environnementaux pour mener diverses évaluations et activités de surveillances liées à la gestion des sites contaminés fédéraux. L'énoncé des travaux présentera les divers types de travaux que l'entrepreneur pourrait avoir à exécuter pendant le contrat, notamment effectuer des évaluations environnementales des sites et des évaluations des risques, concevoir et superviser les projets d'assainissement des sites et fournir d'autres services connexes. Vous trouverez des renseignements généraux sur la gestion des sites contaminés fédéraux à l'adresse :

<http://www.federalcontaminatedsites.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=BAC292EB-1>.

2. Portée des travaux

Selon les éléments à prendre en compte propres aux sites et les enjeux environnementaux à prendre en compte, l'entrepreneur pourra être engagé pour réaliser une partie ou la totalité des études et des services suivants, notamment dans les catégories de projet ci-dessous :

2.1 Examens préalables

- (i) Examiner les rapports sur le site pour déterminer les problèmes environnementaux historiques déjà relevés.
- (ii) Réaliser des entrevues limitées auprès des personnes qui ont une connaissance à jour des opérations du site.
- (iii) Au besoin, inspecter l'extérieur de la propriété pour trouver des indices environnementaux préoccupants, comme des taches, des débris ou des réservoirs, ainsi que des indices de problèmes environnementaux déjà relevés (si un accès est possible de l'extérieur des bâtiments), afin de déterminer si les problèmes persistent, ont été réglés ou se sont aggravés.
- (iv) Établir un sommaire des conclusions et indication de la nécessité éventuelle d'une évaluation environnementale de site (EES) de phase I complète.
- (v) Les examens complets des éléments historiques, les entrevues des occupants et les inspections de l'intérieur des bâtiments ne sont pas inclus dans le cadre des examens préalables.

2.2 Évaluation environnementale des sites de phase I

- (i) Les enquêtes liées à des EES de phase I consistent à compiler et à examiner toutes les données disponibles sur le site, notamment les données historiques. La cueillette d'information inclura, sans y être limitée :
 - a. l'information reliée à tout problème environnemental potentiel passé ou présent (réservoir de stockage, aire d'entraînement à la lutte contre les incendies, aire d'élimination des déchets, etc.);
 - b. les caractéristiques du site (p. ex., géologie, eaux de surface et souterraines, sols, sédiments, services publics, autres services, milieu environnant et aménagement des terres adjacentes);
 - c. le contexte historique du site (incluant recherche de titres fonciers, photographies aériennes, etc.).
- (ii) L'EES de phase I inclura également une reconnaissance du site pour déterminer tous les signes visibles de contamination et pour caractériser l'étendue générale de la contamination, dans la mesure du possible, sans utilisation de méthodes intrusives. La conformité à la norme Z768 de l'Association canadienne de normalisation est obligatoire lors des travaux. En plus des exigences standard de l'EES de phase I, la visite du site peut aussi comprendre le prélèvement de certains échantillons représentatifs (sol, sédiments, eau de surface, matériaux du bâtiment comme de la

- peinture, de l'amiante et d'autres matières) et des essais en laboratoire (exemple : EES de phase I « améliorée ») selon le site, à la discrétion du responsable technique.
- (iii) Les exigences du projet peuvent en partie être modifiées, à la discrétion du responsable technique et en fonction des exigences spécifiques du projet (p. ex., la recherche des titres fonciers peut ne pas être requise si SPAC ou le ministère client s'en est déjà chargé).
 - (v) Un rapport indiquant les conclusions de l'EES de phase I, avec des recommandations et une estimation des coûts pour les travaux subséquents (le cas échéant) sera produit.

2.3 Évaluation environnementale des sites – Phase II

- (i) Une EES de phase II confirme l'absence, ou encore la présence et la nature d'une contamination, habituellement dans le cadre d'un programme d'échantillonnage et d'analyse en laboratoire.
- (ii) On procède à une EES de phase II en réponse aux recommandations indiquées dans l'EES de phase I. L'EES de phase II inclut l'échantillonnage intrusif de diverses matières contaminées dans toutes les zones potentiellement préoccupantes du point de vue de l'environnement et des analyses pour confirmer la concentration de contaminants potentiellement préoccupants en lien avec les Recommandations canadiennes pour la qualité de l'environnement du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME). Lorsque de telles recommandations n'existent pas, on peut appliquer les directives ou les normes environnementales d'une autre autorité (p. ex., provincial et territoriale). Il est obligatoire de respecter la norme CAN/CSA-Z769-00 (R2008) de l'Association canadienne de normalisation lorsqu'on effectue les travaux.
- (iii) Les EES de phase II consistent en des enquêtes sur le terrain pouvant comprendre des relevés géophysiques, des excavations de recherche, l'échantillonnage des sédiments, l'évaluation du site des réservoirs de stockage, le forage ou l'installation de puits de surveillance de l'eau souterraine, ainsi que d'autres tâches spécifiques. Le programme sur le terrain doit fournir suffisamment de données pour que l'on puisse évaluer toutes les formes de contamination du site en caractérisant le sol, la surface et le substrat rocheux, les sédiments, l'hydrologie, l'hydrogéologie et les autres composants environnementaux pertinents.
- (iv) On doit ensuite évaluer les résultats de l'enquête et des analyses en laboratoire pour confirmer l'existence de contamination et déterminer le type d'effets sur le site.
- (v) Il faut accorder de l'importance aux facteurs tels que le potentiel de migration et la contamination hors site, les niveaux de contamination naturels, l'amplitude et le nombre des cas d'excès.
- (vi) Si c'est possible, les résultats de l'enquête sont utilisés pour déterminer l'étendue de toute contamination de la surface ou de la sous-surface associée à la zone étudiée. Une EES de phase III sera peut-être nécessaire pour délimiter la contamination.
- (vii) On produira alors des plans du site et des profils de la sous-surface pour faciliter la caractérisation et possiblement délimiter la contamination et les modèles de migration, le cas échéant. Des modèles conceptuels de sites pourront également être requis pour mettre en relief le type et l'étendue de la contamination de la sous-surface, définir les voies de migration des contaminants et identifier les récepteurs potentiels. Il faudra préparer des modèles conceptuels pour les sites étudiés.
- (viii) On produira un rapport indiquant les conclusions de l'EES de phase II et les recommandations visant d'autres travaux, le cas échéant. Toute estimation fondée pour des travaux d'évaluation additionnels du site doit être incluse avec des recommandations.
- (ix) L'EES de phase II recueillera les renseignements obligatoires à transmettre à l'inventaire des sites contaminés fédéraux, ce qui inclut la classe ou le rang d'après le Système de classification des sites contaminés du PASCF. Cette classification pourra faire l'objet d'une mise à jour après l'achèvement de l'EES de phase III.
- (x) Certains ministères clients peuvent aussi exiger qu'on remplisse des fiches techniques spécifiques visant à faciliter la transmission de données sur le site à l'inventaire des sites contaminés fédéraux.

2.4 EES de phase III

- (i) Les EES de phase III incluent des prélèvements d'échantillons sur le terrain et des analyses additionnelles pour mieux définir l'étendue de la contamination constatée sur les lieux au cours de l'EES de phase II.
- (ii) On effectuera une caractérisation détaillée du site pour évaluer l'importance du transport des produits chimiques par diverses voies et le degré d'exposition humaine et environnementale qui en résulte.
- (iii) L'enquête détaillée déterminera les limites de la zone contaminée identifiée durant l'EES de phase II.
- (iv) On entreprendra aux endroits indiqués un examen et une définition des zones dont on ne connaît pas les anomalies de sous-surface au moyen de techniques de télédétection ou géophysiques.
- (v) Il est possible qu'une cueillette de données additionnelles sur l'infrastructure soit requise pour que l'on puisse démolir, nettoyer, stabiliser et isoler les structures artificielles présentes sur le site (p. ex., immeubles, réservoirs, puits et lagunes), ou faciliter l'assainissement ou la remise en état du site.
- (vi) On cueillera toutes les données nécessaires sur le site pour mieux évaluer les critères de nettoyage et la faisabilité de diverses options d'assainissement et des coûts connexes à assumer pour permettre une utilisation privilégiée de la terre sur le plan environnemental.
- (vii) On produira un rapport indiquant les conclusions de l'EES de phase III et les recommandations visant d'autres travaux, le cas échéant. Ce rapport sera présenté en un seul ou en plusieurs documents, à la discrétion du responsable technique. Ce document comprendra, au besoin, un ou plusieurs des éléments suivants :
 - a. un coût fondé estimatif pour les enquêtes supplémentaires;
 - b. une évaluation de la préparation des options d'assainissement;
 - c. un plan d'assainissement.

2.5 Évaluation des risques pour l'environnement et la santé humaine.

- (i) Les travaux requis peuvent inclure l'évaluation des risques pour la santé humaine et écologique, et peuvent nécessiter les éléments suivants :
 - a. Évaluation quantitative préliminaire du risque (EQPR) pour la santé humaine;
 - b. Évaluation préalable des risques pour l'environnement;
 - c. Évaluation des risques pour la santé humaine et l'environnement (ERSHE);
 - d. Évaluation des risques propres au site;
 - e. Évaluation quantitative détaillée des risques;
 - f. Évaluation du risque pour l'environnement et la santé humaine en vertu du Règlement 153/04 de l'Ontario et de ses modifications.
- (ii) Selon les considérations spécifiques au site et aux problèmes environnementaux en cause, l'entrepreneur sera engagé pour effectuer certaines tâches en totalité ou en partie, notamment :
 - a. Examiner tous les renseignements et les rapports existants concernant le site.
 - b. Analyser les renseignements existants et déterminer les écarts importants dans les données requises pour effectuer l'évaluation des risques.
 - c. Procéder à une reconnaissance du site pour déterminer, comprendre ou vérifier l'information pertinente sur le risque, entre autres certaines caractéristiques comme l'accès au site, l'utilisation du site, les récepteurs humains et écologiques potentiels, les voies d'exposition supplémentaires, les évaluations de l'habitat et les signes visibles de stress écologique.

- d. Identifier les récepteurs humains et écologiques grâce aux données disponibles, aux documents pertinents ou aux observations sur le terrain.
- e. Élaborer, mettre à jour ou revoir un modèle conceptuel pour un site contaminé.
- f. Concevoir et mettre en œuvre un programme d'échantillonnage pour recueillir des échantillons additionnels (sol, sédiments, benthos, invertébrés, eau souterraine, eau de surface, air à l'intérieur, etc.) afin d'éliminer les lacunes dans les données des évaluations précédentes ou fournir des données additionnelles dans le but de limiter les hypothèses. Tous les échantillons devraient être recueillis conformément aux volumes 1 à 4 du Guide du CCME pour la caractérisation environnementale des sites à l'appui de l'évaluation des risques pour l'environnement et la santé humaine.
- g. Prélever des échantillons écologiques de végétaux, d'animaux, de poissons et d'insectes, au besoin.
- h. Effectuer des évaluations quantitatives et qualitatives pour les récepteurs humains et écologiques, en prenant en considération tous les contaminants potentiellement préoccupants et les voies d'exposition applicables. Lorsque c'est possible, les évaluations des risques doivent suivre les protocoles d'évaluation des risques les plus récents élaborés par le CCME, Santé Canada, Environnement et Changement climatique Canada et Pêches et Océans Canada. Dans le cas des évaluations des risques mettant en cause des sédiments ou des études de la toxicité des sédiments, les travaux doivent appliquer le cadre décisionnel d'évaluation des sédiments prévu à l'Accord Canada-Ontario et le cadre d'évaluation et de gestion des sites aquatiques contaminés, conformément au Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux.
- i. Dans certains cas (p. ex., la propriété fédérale est transférée à la province de l'Ontario ou à une municipalité), un registre de la condition du site peut s'avérer nécessaire. Dans ces cas, l'évaluation des risques et les documents à l'appui devront respecter les exigences du Règlement de l'Ontario 153/04 – Règlement sur le dossier de l'état d'un site, qui font occasionnellement l'objet d'une modification. On pourra demander à l'entrepreneur de soumettre le RES résultant au nom de SPAC ou du ministère fédéral client.
- j. Élaborer et participer à la mise en œuvre de plans de mesures correctives, de mesures de gestion et de stratégies d'assainissement après l'achèvement de l'évaluation des risques.
- k. Fournir une note SNCLC 2008 pour le site ou utiliser l'outil de fermeture du site.
- l. Faire examiner par des pairs les évaluations du risque et les rapports connexes préparés par d'autres
- A. Exécuter d'autres travaux connexes, au besoin.

2.6 Mesures d'assainissement et de gestion des risques

- (i) On pourra exiger de l'entrepreneur qu'il participe à l'élaboration et à l'implantation d'évaluation des mesures d'assainissement environnemental et des plans de gestion des risques, ce qui inclut des enquêtes sur le site, l'identification des aspects importants, la préparation de procédures détaillées, la préparation de plans et d'illustrations, des énoncés de devis, des options et des recommandations, des soumissions de documents conformes aux normes du Devis directeur national (DDN) approuvées par SPAC et des estimations des coûts d'assainissement (indicatives et fondées).
- (ii) Dans certains cas, l'entrepreneur devra également coordonner, superviser, surveiller et vérifier les conditions du site durant les activités d'assainissement environnemental. De plus, on pourra lui demander d'entreprendre des projets d'assainissement mineurs, comme l'élimination des débris et l'enlèvement de réservoirs de stockage souterrains à l'origine de fuites.
- (iii) L'entrepreneur peut avoir à effectuer l'ensemble ou certaines des tâches suivantes :
 - a. Identifier les lacunes importantes dans la délimitation des zones contaminées d'un site avant leur assainissement.
 - b. Fournir ou examiner les estimations de coûts indicatifs pour les projets d'assainissement proposés, incluant l'estimation des volumes de milieu touchés par un contaminant préoccupant.

- c. Concevoir les énoncés de projet et les documents d'appel d'offres connexes qui seront utilisés par SPAC à l'aide des normes DDN établies par SPAC dans le format NMS-Edit Professional.
- d. S'assurer que toutes les mesures d'atténuation du risque requises ou recommandées en vertu de l'article 67 de la LCEE sont incluses dans les documents d'appel d'offres du projet.
- e. Fournir de l'aide à SPAC durant les processus d'appel d'offres pour des projets d'assainissement ou de gestion du risque, par exemple au moment de répondre aux demandes de clarification et de publication d'addendas.
- f. Surveiller et superviser les activités d'assainissement, ce qui comprend le respect du devis de la soumission et la gestion quotidienne des volumes sur places et des rapports sur les activités.
- g. Planifier et effectuer un prélèvement d'échantillons de confirmation approprié avant et pendant l'achèvement de l'étape d'assainissement ou après la mise en place des mesures de gestion du risque.
- h. Préparer un rapport de fermeture lors de l'achèvement des travaux d'assainissement pour documenter et certifier les activités d'assainissement ou les mesures de gestion du risque mises en œuvre, et pour décrire les conditions actuelles du site.
- i. Formuler des recommandations pour la surveillance à court et à long terme après l'assainissement ou après la mise en œuvre des mesures de gestion du risque.
- j. Mettre à jour les notes du SNC et l'Outil de fermeture des sites (OFS) pour clôturer les projets dans le cadre de l'approche fédérale de la gestion des sites contaminés (processus en 10 étapes).
- k. Tenir un registre de la condition du site après l'assainissement et la gestion du risque, conformément au Règlement 153/04 de l'Ontario, qui fait occasionnellement l'objet d'une modification.

2.7 **Évaluation des sédiments contaminés**

- (i) L'entrepreneur doit participer à l'évaluation des sédiments contaminés.
- (ii) L'entrepreneur doit effectuer l'ensemble ou certaines des tâches suivantes :
 - a. Examiner tous les renseignements et les rapports existants concernant le site.
 - b. Analyser les renseignements existants et déterminer les écarts importants dans les données requises pour effectuer l'évaluation des sédiments.
 - c. Élaborer, mettre à jour ou revoir un modèle conceptuel pour un site contaminé.
 - d. Déterminer les contaminants de préoccupation potentielle.
 - e. Déterminer les récepteurs et les voies d'exposition de préoccupation potentielle.
 - f. Concevoir et mettre en œuvre un plan pour l'échantillonnage et l'analyse afin de recueillir et d'analyser des échantillons (sédiments, eaux de surface, faune benthique, invertébrés, etc.) dans le but de confirmer l'absence ou la présence et la nature de la contamination.
 - g. Évaluer la toxicité des sédiments.
 - h. Déterminer les secteurs ou emplacements de référence appropriés et leurs caractéristiques.
 - i. Recueillir des données supplémentaires pour définir l'étendue (verticale ou latérale) des sédiments contaminés ou éliminer les écarts de données des évaluations antérieures. Tous les échantillons devraient être recueillis conformément aux volumes 1 à 4 du Guide du CCME pour la caractérisation environnementale des sites à l'appui de l'évaluation des risques pour l'environnement et la santé humaine. Cela peut également comprendre la prise en considération et la mise en œuvre d'une approche axée sur le poids de la preuve pour évaluer les sédiments contaminés.
 - j. Effectuer une évaluation des sédiments contaminés conformément au « *cadre décisionnel pour Canada-Ontario concernant l'évaluation des sédiments contaminés des Grands Lacs* » (Environnement Canada et ministère de l'Environnement de l'Ontario, 2008) et au *cadre d'évaluation et de gestion des sites aquatiques contaminés, conformément au Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux* (Golder, 2011).

- k. Compléter le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux du système de classification des sites aquatiques (SCSA)
- l. Faire examiner par des pairs les évaluations des sédiments et les rapports connexes préparés par d'autres
- m. Déterminer une mesure appropriée en ce qui concerne la gestion des sédiments contaminés ou le nettoyage.
- n. Exécuter d'autres travaux connexes, au besoin.

2.8 Autres travaux

D'autres études et d'autres services pourront être requis pour que l'on puisse entreprendre les travaux liés aux EES, à l'évaluation du risque ou à l'assainissement, par exemple les études et les services suivants :

- (i) Relevé des substances désignées
- (ii) Études et enquêtes biologiques
- (iii) Évaluations géotechniques et géophysiques
- (iv) Levés hydrographiques
- (v) Relevés bathymétriques
- (vi) Évaluations structurelles
- (vii) Évaluation de la démolition et étude des déchets
- (viii) Évaluations archéologiques
- (ix) Soutien juridique relatif aux travaux sur les sites contaminés
- (x) Examen par les pairs de divers projets visant des sites contaminés
- (xi) Coordination de programmes concernant les sites contaminés
- (xii) Préparation de documents d'orientation, de formation et de présentation relatifs aux sites contaminés, qui seront distribués aux employés fédéraux ou offerts à titre d'information.
- (xiii) Séances de formation
- (xiv) Étude des programmes et des processus et examen des projets liés au Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux (PASCF)
- (xv) Consultation du public et mobilisation des intervenants.

2.9 Exigences de déclaration fédérales

- (i) L'entrepreneur, au besoin, sera responsable de réaliser ou de mettre à jour une classification du site d'après le Système national de classification des lieux contaminés (SNCLC) pour chaque zone de préoccupation environnementale ou zone de préoccupation environnementale potentielle. Les procédures à suivre pour effectuer une telle classification sont énoncées dans le document d'orientation du SNCLC publié en 2008 par le Conseil canadien des ministres de l'Environnement. (http://www.ccme.ca/assets/pdf/pn_1404_ncscs_guidance_f.pdf)
- (ii) Si un site se trouve dans ou près d'un plan d'eau, il faut utiliser le Système de classification des sites aquatiques (SCSA) du Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux (PASCF) plutôt que le Système national de classification des lieux contaminés (disponible sur demande).

- (iii) Au besoin, l'entrepreneur utilisera l'outil de fermeture du site du PASCF, ce qui consiste à répondre aux exigences minimales pour la documentation de la fermeture des sites fédéraux contaminés assainis ou faisant l'objet d'une gestion du risque, lorsque celle-ci est financée par un programme du PASCF. L'outil fournit des conditions d'évaluation et des critères uniformes pour déterminer si un site peut être considéré comme fermé.
- (iv) L'entrepreneur, au besoin, créera ou mettra à jour la base de données de l'Inventaire des sites contaminés fédéraux. Les procédures pour saisir les renseignements dans la base de données de l'inventaire des sites contaminés fédéraux sont fournies sur demande dans le Guide d'entrée de l'Inventaire des sites contaminés fédéraux (ISCF) publié par le Conseil du Trésor (2016).
- (v) L'entrepreneur, au besoin, sera responsable d'élaborer ou de mettre à jour une estimation indicative des passifs ou des passifs éventuels pour tous les sites de la propriété. Ces estimations doivent être fondées sur les documents suivants :
- (vi) Passif relatif à l'assainissement des sites contaminés : Supplément au manuel de comptabilité selon la Stratégie d'information financière (SIF) <https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=20885§ion=HTML>.
- (vii) Éventualités, Norme comptable du Conseil du Trésor 3.6 (mars 2006) <https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12181>.
- (viii) Propositions de principes sur la responsabilité à l'égard des lieux contaminés du Conseil canadien des ministres de l'environnement (http://www.ccme.ca/files/Resourcess/fr_contam_sites/csl_14_principles_f.pdf).
- (ix) Dans le présent volet, les spécifications exigent d'être rédigées ou révisées par une personne qui a au moins suivi les trois cours de Devis de construction Canada (DCC) énumérés ci-dessous, ou qui est titulaire d'un certificat RDA ou CSP, ou qui est éligible à un tel certificat :
- Principes des documents de construction
 - Rédacteur de devis 1
 - Rédacteur de devis 2
- (x) Les dessins de conception seront effectués/examinés par un technologue principal qui utilisera le logiciel AutoCAD ou un logiciel de conception équivalent. Tous les fichiers doivent cependant être compatibles avec le système d'exploitation Microsoft®. Le format CDAO requis pour les illustrations est le format natif DWG des fichiers AutoCAD®. Pour plus de détails, reportez-vous à la Norme nationale CDAO de SPAC <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/cdao-cadd/index-fra.html>
- (xi) Tous les laboratoires utilisés pour effectuer des analyses doivent être membres de la *Canadian Association for Laboratory Accreditation* (CALA) ou du Conseil canadien des normes. S'il n'existe pas d'accréditation de la CALA ou du CCN pour un paramètre spécifique, l'entrepreneur doit fournir l'accréditation appropriée après l'acceptation du responsable technique au moment de la commande subséquente.

Appendice 4 de l'annexe A

VOLET 4 : OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES DE DURABILITÉ ET D'ÉCOLOGISATION

1. Besoin

- (i) La Direction des services environnementaux et sites contaminés (DSESC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a besoin de services environnementaux pour mener diverses activités en soutien aux mesures, programmes ou stratégies durables, à l'écologisation des opérations gouvernementales, à la conception durable et à la certification (à l'aide d'outils tiers) des installations fédérales ainsi que des autres travaux connexes au besoin. Le gouvernement du Canada s'est engagé à réduire son empreinte environnementale ainsi que ses émissions de gaz à effet de serre (GES) et TPSGC participe activement à l'atteinte de ce but.
- (ii) Les installations fédérales exigeant ces services sont habituellement des édifices à bureaux, des campus, des bases et des lieux d'entraînement militaire, des propriétés résidentielles, des aéroports, des institutions correctionnelles, des écoles, des hôpitaux et des laboratoires de recherche.
- (iii) TPSGC favorise une approche intégrée dès les premières étapes d'un projet de construction et exige des services de consultation qu'ils facilitent l'atteinte des buts associés à la stratégie de développement durable ou les engagements et les exigences des politiques du gouvernement fédéral en ce qui a trait aux opérations d'écologisation du gouvernement.
- (iv) TPSGC définit la carboneutralité comme le fonctionnement efficace de ses immeubles et de son portefeuille afin d'économiser l'énergie et de réduire ses émissions de GES à l'interne. Il y ajoute en outre le remplacement des hydrocarbures et la mise en œuvre de la production d'énergie renouvelable afin de réduire encore plus la production de GES émanant de ses activités. Le reste de la consommation d'énergie produisant du carbone sera neutralisée au moyen d'un approvisionnement en électricité renouvelable, de certificats d'électricité renouvelable (certificats verts) ou de crédits compensatoires sur le carbone. L'énergie propre ou renouvelable signifie qu'il s'agit d'énergie provenant de sources n'émettant pas de GES, notamment l'énergie hydroélectrique, nucléaire, éolienne, solaire, géothermique, de biomasse, marémotrice, etc.
- (v) Les ministères fédéraux auront l'aide d'entrepreneurs afin de s'acquitter de leurs responsabilités, principalement en vertu de la *Loi fédérale sur le développement durable*. TPSGC exige des entrepreneurs qu'ils aient des connaissances approfondies des pratiques exemplaires de l'industrie ainsi que de ses lignes directrices et qu'ils possèdent une expérience des divers codes et normes, notamment ce qui suit :
 - *Code national du bâtiment*
 - Code national de l'énergie pour les bâtiments – Canada
 - Stratégies de développement durable (à l'échelle du gouvernement du Canada)
 - Athena
 - Norme *Green Globes* (vert et productif)
 - *Living Building Challenge* (principes du bâtiment durable)
 - Programme BOMA BEST
 - Programme BREEAM
 - Norme LEED (Leadership in Energy and Environmental Design)
 - *WELL Building Standard*
 - *Energy Star*
 - *One Planet Living*
 - Changement climatique, neutralité carbonique ou consommation énergétique nette qui est nulle et plans ou stratégies de réduction des GES
 - D'autres outils ou outils pilotes en cours d'élaboration par le Conseil du bâtiment durable du Canada (CBDCa) ou son équivalent.

- (vi) L'entrepreneur doit avoir une connaissance à jour des lois, des politiques et des directives pertinentes, ainsi que de leur application. Les entrepreneurs devront être en mesure d'examiner et d'interpréter les normes et les pratiques exemplaires, de créer des modèles, d'examiner des données et de rédiger des rapports qui consignent la méthodologie, les constats et les recommandations de leurs projets. Il pourrait également s'avérer nécessaire d'élaborer et de tenir une formation sur les sujets liés à cet énoncé des travaux.

2. Portée des travaux

Selon les considérations propres au projet et les considérations environnementales, les entrepreneurs peuvent être retenus pour fournir des services de consultation, réaliser des études et des évaluations, mobiliser les intervenants ainsi que pour effectuer des relevés et des vérifications, entre autres, dans les catégories de projet suivantes :

(i) Énergie/adaptation et résilience aux changements climatiques /GES

- études sur l'efficacité énergétique
- études sur l'énergie propre/renouvelable
- rénovations majeures visant l'énergie dans les immeubles et évaluation d'options de projets en fonction de leur potentiel de réduction d'émissions de GES (évaluation des coûts pour le cycle de vie total et modélisation énergétique comparative)
- vérification ou études concernant les émissions de gaz à effet de serre (GES) et l'inventaire des émissions de carbone
- points de référence, rapports et recommandations concernant les empreintes environnementales et énergétiques aux fins d'amélioration de l'efficacité énergétique ou d'autres améliorations
- études et stratégies sur l'adaptation et la résilience aux changements climatiques

(ii) Bâtiments durables

- études sur l'efficacité en matière de consommation d'eau
- vérification et évaluation de l'environnement de travail et de la qualité de l'air à l'intérieur
- réduction des déchets de construction, de rénovation et de démolition
- vérifications par un tiers à l'aide des outils d'évaluation précisés, notamment : Athena, norme *Well Building*, *Living Building Challenge*, *Green Globes*, BOMA BEST, BREEAM, *One Planet Living*, *Leadership in Energy and Environmental Design* (LEED) des aménagements intérieurs, des rénovations, des nouvelles constructions ou de l'exploitation et de l'entretien des immeubles *Energy Star*
- matériaux à privilégier d'un point de vue environnemental ou durable, et sélection et spécifications relatives aux ressources

(iii) Activités durables

- Évaluation de la durabilité des installations fédérales ou programmes incluant des analyses du cycle de vie
- Évaluation, élaboration, mise en œuvre ou vérification de la gestion environnementale ou des systèmes de durabilité
- la mobilisation des intervenants
- évaluation du cycle de vie et études des chaînes d'approvisionnement écologiques contribuant à l'élaboration et à la planification de politiques durables

(iv) Neutralité carbonique/consommation énergétique nette qui est nulle

- les objectifs des bâtiments hautement performants sont de viser l'atteinte ou la possibilité d'atteindre la neutralité carbonique ou une consommation énergétique nette qui est nulle

Appendice 5 de l'annexe A

VOLET 5 : SERVICES D'EXPERT-CONSEIL POUR LES SITES CONTAMINÉS – MARCHÉS RÉSERVÉS AUX AUTOCHTONES

1. Besoin

La Direction des services environnementaux et sites contaminés (DSESC) de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) a besoin de services environnementaux pour mener diverses évaluations et activités de surveillances liées à la gestion des sites contaminés fédéraux. Cette demande est réservée aux entrepreneurs autochtones, conformément à la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones. L'énoncé des travaux présentera les divers types de travaux que l'entrepreneur pourrait avoir à exécuter pendant le contrat, notamment effectuer des évaluations environnementales des sites et des évaluations des risques, concevoir et superviser les projets d'assainissement des sites et fournir d'autres services connexes. Vous trouverez des renseignements généraux sur la gestion des sites contaminés fédéraux à l'adresse : <http://www.federalcontaminatedsites.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=BAC292EB-1>.

2. Portée des travaux

Selon les éléments à prendre en compte propres aux sites et les enjeux environnementaux à prendre en compte, l'entrepreneur pourra être engagé pour réaliser une partie ou la totalité des études et des services suivants, notamment dans les catégories de projet ci-dessous :

2.1 Examens préalables

- (i) Examiner les rapports sur le site pour déterminer les problèmes environnementaux historiques déjà relevés.
- (ii) Réaliser des entrevues limitées auprès des personnes qui ont une connaissance à jour des opérations du site.
- (iii) Au besoin, inspecter l'extérieur de la propriété pour trouver des indices environnementaux préoccupants, comme des taches, des débris ou des réservoirs, ainsi que des indices de problèmes environnementaux déjà relevés (si un accès est possible de l'extérieur des bâtiments), afin de déterminer si les problèmes persistent, ont été réglés ou se sont aggravés.
- (iv) Établir un sommaire des conclusions et indication de la nécessité éventuelle d'une évaluation environnementale de site (EES) de phase I complète.
- (v) Les examens complets des éléments historiques, les entrevues des occupants et les inspections de l'intérieur des bâtiments ne sont pas inclus dans le cadre des examens préalables.

2.2 Évaluation environnementale des sites de phase I

- (i) Les enquêtes liées à des EES de phase I consistent à compiler et à examiner toutes les données disponibles sur le site, notamment les données historiques. La cueillette d'information inclura, sans y être limitée :
 - a. l'information reliée à tout problème environnemental potentiel passé ou présent (réservoir de stockage, aire d'entraînement à la lutte contre les incendies, aire d'élimination des déchets);
 - b. les caractéristiques du site (p. ex., géologie, eaux de surface et souterraines, sols, sédiments, services publics, autres services, milieu environnant et aménagement des terres adjacentes);
 - c. le contexte historique du site (incluant recherche de titres fonciers, photographies aériennes, etc.).
- (ii) L'EES de phase I inclura également une reconnaissance du site pour déterminer tous les signes visibles de contamination et pour caractériser l'étendue générale de la contamination, dans la mesure du possible, sans utilisation de méthodes intrusives. La conformité à la norme Z768 de l'Association canadienne de normalisation est obligatoire lors des travaux. En plus des exigences standard de l'EES de phase I, la visite du site peut aussi comprendre le prélèvement de certains échantillons représentatifs (sol, sédiments, eau de surface, matériaux du bâtiment comme de la

- peinture, de l'amiante et d'autres matières) et des essais en laboratoire (exemple : EES de phase I « améliorée ») selon le site, à la discrétion du responsable technique.
- (iii) Les exigences du projet peuvent en partie être modifiées, à la discrétion du responsable technique et en fonction des exigences précises du projet (p. ex., la recherche des titres fonciers peut ne pas être requise si TPSGC ou le ministère client s'en est déjà chargé).
 - (v) Un rapport indiquant les conclusions de l'EES de phase I, avec des recommandations et une estimation des coûts pour les travaux subséquents, le cas échéant, sera produit.

2.3 Évaluation environnementale des sites – Phase II :

- (i) Une EES de phase II confirme l'absence, ou encore la présence et la nature d'une contamination, habituellement dans le cadre d'un programme d'échantillonnage et d'analyse en laboratoire.
- (ii) On procède à une EES de phase II en réponse aux recommandations indiquées dans l'EES de phase I. L'EES de phase II inclut l'échantillonnage intrusif de diverses matières contaminées dans toutes les zones potentiellement préoccupantes du point de vue de l'environnement et des analyses pour confirmer la concentration de contaminants potentiellement préoccupants en lien avec les Recommandations canadiennes pour la qualité de l'environnement du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME). Lorsque de telles recommandations n'existent pas, on peut appliquer les directives ou les normes environnementales d'une autre autorité (p. ex., provincial et territoriale). Il est obligatoire de respecter la norme CAN/CSA-Z769-00 (R2008) de l'Association canadienne de normalisation lorsqu'on effectue les travaux.
- (iii) Les EES de phase II consistent en des enquêtes sur le terrain pouvant comprendre des relevés géophysiques, des excavations de recherche, l'échantillonnage des sédiments, l'évaluation du site des réservoirs de stockage, le forage ou l'installation de puits de surveillance de l'eau souterraine, ainsi que d'autres tâches spécifiques. Le programme sur le terrain doit fournir suffisamment de données pour que l'on puisse évaluer toutes les formes de contamination du site en caractérisant le sol, la surface et le substrat rocheux, les sédiments, l'hydrologie, l'hydrogéologie et les autres composants environnementaux pertinents.
- (iv) On doit ensuite évaluer les résultats de l'enquête et des analyses en laboratoire pour confirmer l'existence de contamination et déterminer le type d'effets sur le site.
- (v) Il faut accorder de l'importance aux facteurs tels que le potentiel de migration et la contamination hors site, les niveaux de contamination naturels, l'amplitude et le nombre des cas d'excès.
- (vi) Si c'est possible, les résultats de l'enquête sont utilisés pour déterminer l'étendue de toute contamination de la surface ou de la sous-surface associée à la zone étudiée. Une EES de phase III sera peut-être nécessaire pour délimiter la contamination.
- (vii) On produira alors des plans du site et des profils de la sous-surface pour faciliter la caractérisation et possiblement délimiter la contamination et les modèles de migration, le cas échéant. Des modèles conceptuels de sites pourront également être requis pour mettre en relief le type et l'étendue de la contamination de la sous-surface, définir les voies de migration des contaminants et identifier les récepteurs potentiels. Il faudra préparer des modèles conceptuels pour les sites étudiés.
- (viii) On produira un rapport indiquant les conclusions de l'EES de phase II et les recommandations visant d'autres travaux, le cas échéant. Toute estimation fondée pour des travaux d'évaluation additionnels du site doit être incluse avec des recommandations.
- (ix) L'EES de phase II recueillera les renseignements obligatoires à transmettre à l'inventaire des sites contaminés fédéraux, ce qui inclut la classe ou le rang d'après le Système de classification des sites contaminés du PASCF. Cette classification pourra faire l'objet d'une mise à jour après l'achèvement de l'EES de phase III.
- (x) Certains ministères clients peuvent aussi exiger qu'on remplisse des fiches techniques spécifiques visant à faciliter la transmission de données sur le site à l'inventaire des sites contaminés fédéraux.

2.4 EES de phase III

- (i) Les EES de phase III incluent des prélèvements d'échantillons sur le terrain et des analyses additionnelles pour mieux définir l'étendue de la contamination constatée sur les lieux au cours de l'EES de phase II.
- (ii) On effectuera une caractérisation détaillée du site pour évaluer l'importance du transport des produits chimiques par diverses voies et le degré d'exposition humaine et environnementale qui en résulte.
- (iii) L'enquête détaillée déterminera les limites de la zone contaminée identifiée durant l'EES de phase II.
- (iv) On entreprendra aux endroits indiqués un examen et une définition des zones dont on ne connaît pas les anomalies de sous-surface au moyen de techniques de télédétection ou géophysiques.
- (v) Il est possible qu'une cueillette de données additionnelles sur l'infrastructure soit requise pour que l'on puisse démolir, nettoyer, stabiliser et isoler les structures artificielles présentes sur le site (p. ex., immeubles, réservoirs, puits et lagunes), ou faciliter l'assainissement ou la remise en état du site.
- (vi) On cueillera toutes les données nécessaires sur le site pour mieux évaluer les critères de nettoyage et la faisabilité de diverses options d'assainissement et des coûts connexes à assumer pour permettre une utilisation privilégiée de la terre sur le plan environnemental.
- (vii) On produira un rapport indiquant les conclusions de l'EES de phase III et les recommandations visant d'autres travaux, le cas échéant. Ce rapport sera présenté en un seul ou en plusieurs documents, à la discrétion du responsable technique. Ce document comprendra, au besoin, un ou plusieurs des éléments suivants :
 - a. un coût fondé estimatif pour les enquêtes supplémentaires;
 - b. une évaluation de la préparation des options d'assainissement;
 - c. un plan d'assainissement.

2.5 Évaluation des risques pour l'environnement et la santé humaine.

- (i) Les travaux requis peuvent inclure l'évaluation des risques pour la santé humaine et écologique, et peuvent nécessiter les éléments suivants :
 - a. Évaluation quantitative préliminaire du risque (EQPR) pour la santé humaine;
 - b. Évaluation préalable des risques pour l'environnement;
 - c. Évaluation des risques pour la santé humaine et l'environnement (ERSHE);
 - d. Évaluation des risques propres au site;
 - e. Évaluation quantitative détaillée des risques;
 - f. Évaluation du risque pour l'environnement et la santé humaine en vertu du Règlement 153/04 de l'Ontario et de ses modifications.
- (ii) Selon les considérations propres au site et aux problèmes environnementaux en cause, les entrepreneurs seront engagés pour effectuer certaines tâches en totalité ou en partie, notamment :
 - a. Examiner tous les renseignements et les rapports existants concernant le site.
 - b. Analyser les renseignements existants et déterminer les écarts importants dans les données requises pour effectuer l'évaluation des risques.
 - c. Procéder à une reconnaissance du site pour déterminer, comprendre ou vérifier l'information pertinente sur le risque, entre autres certaines caractéristiques comme l'accès au site, l'utilisation du site, les récepteurs humains et écologiques potentiels, les voies d'exposition supplémentaires, les évaluations de l'habitat et les signes visibles de stress écologique.
 - d. Identifier les récepteurs humains et écologiques grâce aux données disponibles, aux documents pertinents ou aux observations sur le terrain.
 - e. Élaborer, mettre à jour ou revoir un modèle conceptuel pour un site contaminé.

- f. Concevoir et mettre en œuvre un programme d'échantillonnage pour recueillir des échantillons additionnels (sol, sédiments, benthos, invertébrés, eau souterraine, eau de surface, air à l'intérieur, etc.) afin d'éliminer les lacunes dans les données des évaluations précédentes ou fournir des données additionnelles dans le but de limiter les hypothèses. Tous les échantillons devraient être recueillis conformément aux volumes 1 à 4 du Guide du CCME pour la caractérisation environnementale des sites à l'appui de l'évaluation des risques pour l'environnement et la santé humaine.
- g. Prélever des échantillons écologiques de végétaux, d'animaux, de poissons et d'insectes, au besoin.
- h. Effectuer des évaluations quantitatives et qualitatives pour les récepteurs humains et écologiques, en prenant en considération tous les contaminants potentiellement préoccupants et les voies d'exposition applicables. Lorsque c'est possible, les évaluations des risques doivent suivre les protocoles d'évaluation des risques les plus récents élaborés par le CCME, Santé Canada, Environnement et Changement climatique Canada et Pêches et Océans Canada. Dans le cas des évaluations des risques mettant en cause des sédiments ou des études de la toxicité des sédiments, les travaux doivent appliquer le cadre décisionnel d'évaluation des sédiments prévu à l'Accord Canada-Ontario et le cadre d'évaluation et de gestion des sites aquatiques contaminés, conformément au Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux.
- i. Dans certains cas (p. ex., la propriété fédérale est transférée à la province de l'Ontario ou à une municipalité), un registre de la condition du site peut s'avérer nécessaire. Dans ces cas, l'évaluation des risques et les documents à l'appui devront respecter les exigences du Règlement de l'Ontario 153/04 – Règlement sur le dossier de l'état d'un site, qui font occasionnellement l'objet d'une modification. On pourra demander à l'entrepreneur de soumettre le RES résultant au nom de SPAC ou du ministère fédéral client.
- j. Élaborer et participer à la mise en œuvre de plans de mesures correctives, de mesures de gestion et de stratégies d'assainissement après l'achèvement de l'évaluation des risques.
- k. Fournir une note SNCLC 2008 pour le site ou utiliser l'outil de fermeture du site.
- l. Faire examiner par des pairs les évaluations du risque et les rapports connexes préparés par d'autres
- m. Exécuter d'autres travaux connexes, au besoin.

2. 6 Mesures d'assainissement et de gestion des risques

- (i) On pourra exiger des entrepreneurs qu'ils participent à l'élaboration et à l'implantation d'évaluation des mesures d'assainissement environnemental et des plans de gestion des risques, ce qui inclut des enquêtes sur le site, l'identification des aspects importants, la préparation de procédures détaillées, la préparation de plans et d'illustrations, des énoncés de devis, des options et des recommandations, des soumissions de documents conformes aux normes du Devis directeur national (DDN) approuvées par SPAC et des estimations des coûts d'assainissement (indicatives et fondées).
- (ii) Dans certains cas, les entrepreneurs devront également coordonner, superviser, surveiller et vérifier les conditions du site durant les activités d'assainissement environnemental. De plus, on pourra lui demander d'entreprendre des projets d'assainissement mineurs, comme l'élimination des débris et l'enlèvement de réservoirs de stockage souterrains à l'origine de fuites.
- (iii) Les entrepreneurs peuvent avoir à effectuer l'ensemble ou certaines des tâches suivantes :
 - a. Identifier les lacunes importantes dans la délimitation des zones contaminées d'un site avant leur assainissement.
 - b. Fournir ou examiner les estimations de coûts indicatifs pour les projets d'assainissement proposés, incluant l'estimation des volumes de milieu touchés par un contaminant préoccupant.
 - c. Concevoir les énoncés de projet et les documents d'appel d'offres connexes qui seront utilisés par SPAC à l'aide des normes DDN établies par SPAC dans le format NMS-Edit Professional.

- d. S'assurer que toutes les mesures d'atténuation du risque requises ou recommandées en vertu de l'article 67 de la LCEE sont incluses dans les documents d'appel d'offres du projet.
- e. Fournir de l'aide à SPAC durant les processus d'appel d'offres pour des projets d'assainissement ou de gestion du risque, par exemple au moment de répondre aux demandes de clarification et de publication d'addendas.
- f. Surveiller et superviser les activités d'assainissement, ce qui comprend le respect du devis de la soumission et la gestion quotidienne des volumes sur places et des rapports sur les activités.
- g. Planifier et effectuer un prélèvement d'échantillons de confirmation approprié avant et pendant l'achèvement de l'étape d'assainissement ou après la mise en place des mesures de gestion du risque.
- h. Préparer un rapport de fermeture lors de l'achèvement des travaux d'assainissement pour documenter et certifier les activités d'assainissement ou les mesures de gestion du risque mises en œuvre, et pour décrire les conditions actuelles du site.
- i. Formuler des recommandations pour la surveillance à court et à long terme après l'assainissement ou après la mise en œuvre des mesures de gestion du risque.
- j. Mettre à jour les notes du SNC et l'Outil de fermeture des sites (OFS) pour clôturer les projets dans le cadre de l'approche fédérale de la gestion des sites contaminés (processus en 10 étapes).
- k. Tenir un registre de la condition du site après l'assainissement et la gestion du risque, conformément au Règlement 153/04 de l'Ontario, qui fait occasionnellement l'objet d'une modification.

2.7 **Évaluation des sédiments contaminés**

- (i) Les entrepreneurs peuvent avoir à participer à l'évaluation des sédiments contaminés.
- (ii) Les entrepreneurs peuvent avoir à effectuer l'ensemble ou certaines des tâches suivantes :
 - a. Examiner tous les renseignements et les rapports existants concernant le site.
 - b. Analyser les renseignements existants et déterminer les écarts importants dans les données requises pour effectuer l'évaluation des sédiments.
 - c. Élaborer, mettre à jour ou revoir un modèle conceptuel pour un site contaminé.
 - d. Déterminer les contaminants de préoccupation potentielle.
 - e. Déterminer les récepteurs et les voies d'exposition de préoccupation potentielle.
 - f. Concevoir et mettre en œuvre un plan pour l'échantillonnage et l'analyse afin de recueillir et d'analyser des échantillons (sédiments, eaux de surface, faune benthique, invertébrés, etc.) dans le but de confirmer l'absence ou la présence et la nature de la contamination.
 - g. Évaluer la toxicité des sédiments.
 - h. Déterminer les secteurs ou emplacements de référence appropriés et leurs caractéristiques.
 - i. Recueillir des données supplémentaires pour définir l'étendue (verticale ou latérale) des sédiments contaminés ou éliminer les écarts de données des évaluations antérieures. Tous les échantillons devraient être recueillis conformément aux volumes 1 à 4 du Guide du CCME pour la caractérisation environnementale des sites à l'appui de l'évaluation des risques pour l'environnement et la santé humaine. Cela peut également comprendre la prise en considération et la mise en œuvre d'une approche axée sur le poids de la preuve pour évaluer les sédiments contaminés.
 - j. Effectuer une évaluation des sédiments contaminés conformément au « *cadre décisionnel pour Canada-Ontario concernant l'évaluation des sédiments contaminés des Grands Lacs* » (Environnement Canada et ministère de l'Environnement de l'Ontario, 2008) et au *cadre d'évaluation et de gestion des sites aquatiques contaminés, conformément au Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux* (Golder, 2011).
 - k. Compléter le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux du système de classification des sites aquatiques (SCSA)

- l. Faire examiner par des pairs les évaluations des sédiments et les rapports connexes préparés par d'autres
- m. Déterminer une mesure appropriée en ce qui concerne la gestion des sédiments contaminés ou le nettoyage.
- n. Exécuter d'autres travaux connexes, au besoin.

2.8 Consultation publique

Les travaux requis peuvent inclure une consultation publique et la mobilisation des Autochtones. Dans le cadre des projets, l'entrepreneur peut devoir :

- a. Préparer la mobilisation du public et les plans de communication, participer à des rencontres communautaires et organiser des journées portes ouvertes.
- b. Assurer la consultation et la coordination avec les autorités fédérales, provinciales, régionales et locales, les groupes autochtones et les autres intervenants en ce qui a trait à la cueillette d'information et à la prévision des effets potentiels des projets proposés ou des études requises.
- c. Préparer des documents de communication et assurer une consultation/communication avec les intervenants, le public et les communautés autochtones. Il s'agira habituellement d'établir une liaison avec les intervenants et les comités de consultation publique, de préparer et de tenir des séances d'information publiques et des réunions pour solliciter des commentaires et traiter les préoccupations du public sur les projets proposés et les études requises.

2.9 Autres travaux

D'autres études et d'autres services pourront être requis pour que l'on puisse entreprendre les travaux liés aux EES, à l'évaluation du risque ou à l'assainissement, par exemple les études et les services suivants :

- (i) Relevé des substances désignées
- (ii) Études et enquêtes biologiques
- (iii) Évaluations géotechniques et géophysiques
- (iv) Levés hydrographiques
- (v) Relevés bathymétriques
- (vi) Évaluations structurelles
- (vii) Évaluation de la démolition et étude des déchets
- (viii) Évaluations archéologiques
- (ix) Soutien juridique relatif aux travaux sur les sites contaminés
- (x) Examen par les pairs de divers projets visant des sites contaminés
- (xi) Coordination de programmes concernant les sites contaminés
- (xii) Préparation de documents d'orientation, de formation et de présentation relatifs aux sites contaminés, qui seront distribués aux employés fédéraux ou offerts à titre d'information.
- (xiii) Séances de formation
- (xiv) Étude des programmes et des processus et examen des projets liés au Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux (PASCf)
- (xv) Consultation du public et mobilisation des intervenants.

N° de l'invitation - Solicitation No.

EQ447-180276

N° de réf. du client - Client Ref. No.

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID

TOR018

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

2. 10 Exigences de déclaration fédérales

- (i) L'entrepreneur, au besoin, sera responsable de réaliser ou de mettre à jour une classification du site d'après le Système national de classification des lieux contaminés (SNCLC) pour chaque zone de préoccupation environnementale ou zone de préoccupation environnementale potentielle. Les procédures à suivre pour effectuer une telle classification sont énoncées dans le document d'orientation du SNCLC publié en 2008 par le Conseil canadien des ministres de l'Environnement. (http://www.ccme.ca/assets/pdf/pn_1404_ncscs_guidance_f.pdf)
- (ii) Si un site se trouve dans ou près d'un plan d'eau, il faut utiliser le Système de classification des sites aquatiques (SCSA) du Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux (PASCf) plutôt que le Système national de classification des lieux contaminés (disponible sur demande).
- (iii) L'entrepreneur est tenu d'utiliser l'outil de fermeture du site du PASCf, ce qui consiste à répondre aux exigences minimales pour la documentation de la fermeture des sites fédéraux contaminés assainis ou faisant l'objet d'une gestion du risque, lorsque celle-ci est financée par un programme du PASCf. L'outil fournit des conditions d'évaluation et des critères uniformes pour déterminer si un site peut être considéré comme fermé.
- (iv) L'entrepreneur, au besoin, créera ou mettra à jour la base de données de l'Inventaire des sites contaminés fédéraux. Les procédures pour saisir les renseignements dans la base de données de l'inventaire des sites contaminés fédéraux sont fournies sur demande dans le Guide d'entrée de l'Inventaire des sites contaminés fédéraux (ISCF) publié par le Conseil du Trésor (2016).
- (v) L'entrepreneur, au besoin, sera responsable d'élaborer ou de mettre à jour une estimation indicative des passifs ou des passifs éventuels pour tous les sites de la propriété. Ces estimations doivent être fondées sur les documents suivants :
 - (xii) Passif relatif à l'assainissement des sites contaminés : Supplément au manuel de comptabilité selon la Stratégie d'information financière (SIF) <https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=20885§ion=HTML>.
 - (xiii) Éventualités, Norme comptable du Conseil du Trésor 3.6 (mars 2006) <https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12181>.
 - (xiv) Propositions de principes sur la responsabilité à l'égard des lieux contaminés du Conseil canadien des ministres de l'environnement (http://www.ccme.ca/files/Resourcess/fr_contam_sites/csl_14_principles_f.pdf).
- (xv) Dans le présent volet, les spécifications exigent d'être rédigées ou révisées par une personne qui a au moins suivi les trois cours de Devis de construction Canada (DCC) énumérés ci-dessous, ou qui est titulaire d'un certificat RDA ou CSP, ou qui est éligible à un tel certificat :
 - Principes des documents de construction
 - Rédacteur de devis 1
 - Rédacteur de devis 2
- (xvi) Les dessins de conception seront effectués/examinés par un technologue principal qui utilisera le logiciel AutoCAD ou un logiciel de conception équivalent. Tous les fichiers doivent cependant être compatibles avec le système d'exploitation Microsoft®. Le format CDAO requis pour les illustrations est le format natif DWG des fichiers AutoCAD®. Pour plus de détails, reportez-vous à la Norme nationale CDAO de SPAC <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/cdao-cadd/index-fra.html>
- (xvii) Tous les laboratoires utilisés pour effectuer des analyses doivent être membres de la *Canadian Association for Laboratory Accreditation* (CALA) ou du Conseil canadien des normes. S'il n'existe pas d'accréditation de la CALA ou du CCN pour un paramètre spécifique, l'entrepreneur doit fournir l'accréditation appropriée après l'acceptation du responsable technique au moment de la commande subséquente.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EQ447-180276
N° de réf. du client - Client Ref. No.

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID
TOR018
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

Remarque : Si les offrants présentent une soumission concernant plus d'un volet, ils doivent fournir une proposition financière pour chaque volet. Le libellé en italique sera retiré lorsque l'Offre à commandes individuelle et régionale (OCIR) sera émise.

Volet : _____

Offrant : _____

A. **MAIN-D'OEUVRE à taux horaire fixe**, incluant les coûts indirects et le bénéfice, conformément à ce qui suit :

Tableau pour les périodes d'offres à commandes des années 1 et 2 :

N°	Spécialisation	Taux horaire fixe pour les offres à commande de l'année 1	Taux horaire fixe pour les offres à commande de l'année 2
1	Personne-ressource des OCIR	_____ \$ /h	_____ \$ /h
2	Professionnel principal	_____ \$ /h	_____ \$ /h
3	Professionnel intermédiaire	_____ \$ /h	_____ \$ /h
4	Professionnel subalterne	_____ \$ /h	_____ \$ /h
5	Technologue principal	_____ \$ /h	_____ \$ /h
6	Technologue	_____ \$ /h	_____ \$ /h
7	Soutien administratif	_____ \$ /h	_____ \$ /h

Tableau pour les périodes de prolongation des offres à commandes n° 1 (année 3) et n° 2 (année 4) :

N°	Spécialisation	Taux horaire fixe pour les périodes de prolongation n° 1, année 3	Taux horaire fixe pour les périodes de prolongation n° 2, année 4
1	Personne-ressource des OCIR	_____ \$ /h	_____ \$ /h
2	Professionnel principal	_____ \$ /h	_____ \$ /h
3	Professionnel intermédiaire	_____ \$ /h	_____ \$ /h
4	Professionnel subalterne	_____ \$ /h	_____ \$ /h
5	Technologue principal	_____ \$ /h	_____ \$ /h
6	Technologue	_____ \$ /h	_____ \$ /h

7	Soutien administratif	_____ \$ /h	_____ \$ /h
---	-----------------------	-------------	-------------

Remarque : Le taux horaire fixe proposé s'applique à toutes les ressources proposées pour cette catégorie particulière de main-d'œuvre, un seul tarif pour les services externes doit être offert pour chacune des catégories (c.-à-d. que le taux horaire sera le même pour chaque personne dans cette catégorie).

B. Les **FRAIS DIRECTS** seront facturés au coût réel sans majoration ni profit. **Les frais directs admissibles doivent être indiqués séparément à la pièce jointe « 1 » de l'annexe « B », intitulé « Tableau des débours uniformisés ».** Les offrants ne sont **pas** tenus de fournir une estimation de ces coûts pour l'instant. Le montant des frais directs admissibles sera établi lors de l'attribution de chaque commande subséquente.

1. Équipement
2. Locations
3. Matériel, fournitures, instruments, composants
4. Sous-traitance
5. Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte : L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais de déplacement et de subsistance autorisés qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit ou les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé qui sont précisés aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tous les déplacements doivent être approuvés au préalable par le responsable technique du _____.

Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

(Remarque : Les frais de déplacement et de subsistance indiqués par le CNM incluent la TVH. Celle-ci doit être indiquée séparément sur les factures présentées aux Services environnementaux).

REMARQUE : Lorsqu'une anomalie est repérée, le responsable technique se réserve le droit de déduire un montant du paiement d'une demande de remboursement. Lorsque l'anomalie est rectifiée, l'offrant peut présenter une nouvelle demande de remboursement équivalant au montant déduit.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EQ447-180276
N° de réf. du client - Client Ref. No.

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID
TOR018
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PIÈCE JOINTE 1 À L'ANNEXE B

UNIFORMISATION DES DÉBOURS

Location d'équipement

Éléments de décaissement	Exemples d'éléments représentatifs	Taux unitaire maximum admissible	Écarts	Remarques
Appareil de prélèvement d'air		Négociable : quotidien ou hebdomadaire	-	-
Matériel d'échantillonnage	Ruban à conduits, gants, hache, pince à levier, perceuse, marteau, couteau, ruban à mesurer, tournevis, seau, piquet, pelle, truelle, tarière	Aucuns frais	Aucuns frais	Les éléments qui ne sont pas spécifiques aux projets (c.-à-d. qui ne sont pas requis que pour ces travaux et qui seront utilisés par le consultant pour des projets futurs) ne doivent pas être imputés aux projets de TPSGC. Ils font partie des frais généraux. Le matériel spécifique au projet ou le matériel utilisé sur le terrain spécifique doit faire l'objet d'une négociation préalable avec le gestionnaire de projet de TPSGC.
Matériel utilisé sur le terrain/santé et Sécurité	Couvre-chaussures, cartouche, combinaison, demi-masque facial, gants, lunettes de protection, écran solaire, veste imperméable, veste moustiquaire, gilet de sauvetage	Aucuns frais	Aucuns frais	Coûts indirects L'équipement de santé et sécurité propre au projet ou spécialisé requis pour un projet spécifique doit faire l'objet d'une négociation au préalable avec le gestionnaire de projet de TPSGC.
Appareil photo		Aucuns frais	Aucuns frais	Coûts indirects
Appareil GPS		Aucuns frais	Aucuns frais	Coûts indirects
Détecteur de gaz inflammable	Gastech, etc.	50 \$/jour	200 \$/ semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant au consultant. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure à la firme de consultants peut être remboursé sur présentation de reçus.

Détecteur de photo-ionisation		65 \$/jour	260 \$/ semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant au consultant. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure à la firme de consultants peut être remboursé sur présentation de reçus.
Sonde d'interface huile et eau		40 \$/jour	160 \$/ semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant au consultant. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure à la firme de consultants peut être remboursé sur présentation de reçus.
Indicateur de niveau d'eau		30 \$/jour	120 \$/ semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant au consultant. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure à la firme de consultants peut être remboursé sur présentation de reçus.
Contenants d'échantillon		Aucuns frais	Aucuns frais	Si des frais de laboratoire s'appliquent dans le cas de contenants d'échantillons spécialisés destinés à des analyses spécifiques, cela doit figurer dans la proposition du consultant et sur le reçu du laboratoire aux fins de recouvrement des coûts.
Matériel d'arpentage	Niveau à laser	50 \$/jour	200 \$/ semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant au consultant. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure à la firme de consultants peut être remboursé sur présentation de reçus.
Indicateur de la qualité de l'eau avec analyseur en continu	Horiba U-22; Horiba U-52; Hanna 9828; YSI 556 PSM	100 \$/jour	300 \$/ semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant au consultant. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure à la firme de consultants peut être remboursé sur présentation de reçus.

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Pompe submersible		100 \$/jour	300 \$/semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant au consultant. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure à la firme de consultants peut être remboursé sur présentation de reçus.
Pompe péristaltique		30 \$/jour	120 \$/semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant au consultant. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure à la firme de consultants peut être remboursé sur présentation de reçus.

Matériel et fournitures

Éléments de décaissement	Exemples d'éléments représentatifs	Taux unitaire maximum admissible	Écarts	Remarques
Utilisation d'ordinateur, document PDF de rapport		Aucuns frais	Aucuns frais	Coûts indirects
Télécopies		Aucuns frais	Aucuns frais	Coûts indirects
Rapports finals – > 5 copies du rapport final; noir et blanc		0,15 \$/page		Indépendamment du fait que l'impression soit faite à l'interne ou donnée en sous-traitance
Rapports finals – > 5 copies du rapport final; couleur		1,00 \$/page		Indépendamment du fait que l'impression soit faite à l'interne ou donnée en sous-traitance
Illustrations et plans de rapports finals – > 5 copies et plans excédant le format 11 x 17		Au prix coûtant		
Rapports finals – CD		Aucuns frais	Aucuns frais	Coûts indirects
Rapports finals – clés USB		7 \$/unité		
Téléavertisseur, téléphones cellulaires (incluant les frais interurbains)		Aucuns frais	Aucuns frais	Coûts indirects
Messagerie/courrier		Aucuns frais	Aucuns frais	Coûts indirects

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE C

Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EQ447180276

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	Public Works and Government Services Canada	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction ESCS
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail ENVIRONMENTAL SERVICES		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c) <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. <input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED <input type="checkbox"/>	PROTECTED A <input type="checkbox"/>
PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED <input type="checkbox"/>	PROTECTED B <input type="checkbox"/>
PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C <input type="checkbox"/>
PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET <input type="checkbox"/>
SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET <input type="checkbox"/>
TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>
TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME



Contract Number / Numéro du contrat

EQ447180276

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

☒ RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ

☐ CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL

☐ SECRET
SECRET

☐ TOP SECRET
TRÈS SECRET

☐ TOP SECRET- SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT

☐ NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL

☐ NATO SECRET
NATO SECRET

☐ COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET

☐ SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME



Contract Number / Numéro du contrat

EQ447180276

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO					COMSEC				
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRIS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL		TRIS SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL			A	B	C	CONFIDENTIEL		TRIS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Tel qu'indiqué à la clause 3.1.2 de la partie 3, l'offrant doit compléter l'information ci-dessous afin d'identifier quels instruments de paiement électronique sont acceptés pour le paiement de factures.

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA;
- () Carte d'achat MasterCard;
- () Dépôt direct (national et international);
- () Échange de données informatisé;
- () Virement télégraphique (international seulement);
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4

CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE

1.0 Aperçu de l'évaluation technique

- 1) L'évaluation technique comprend l'évaluation des critères techniques obligatoires (CTO) et des critères techniques cotés.
- 2) Les offerants doivent respecter tous les CTO et obtenir la note minimale de passage dans chacun des ensembles de critères déterminés pour chaque volet respectif afin d'être jugés recevables.
- 3) Lorsque les offerants doivent présenter des références relatives à des projets réalisés pour le compte d'autres clients dans ses réponses aux critères de l'évaluation technique, le Canada peut communiquer avec les clients cités afin de valider les réponses de l'offrant. Les renseignements obtenus dans le cadre de ces échanges serviront à déterminer si le projet donné comme référence correspond aux critères de l'évaluation technique. Cette vérification auprès des clients permettra au gouvernement du Canada soit de confirmer l'exactitude des renseignements fournis par les soumissionnaires, soit de rejeter les propositions, s'il juge que les références données ne satisfont pas aux exigences. Chaque expérience de projet peut servir à étayer différents critères.
- 4) Les offerants doivent répondre aux critères de l'évaluation technique correspondants en donnant une description qui explique, montre, confirme et justifie sa qualification ou la démarche qu'il compte adopter pour répondre au besoin. Ils sont priés d'utiliser dans leurs réponses le numéro unique et le titre connexe de chaque critère coté. Les offerants doivent indiquer où se trouve l'information relative à la satisfaction de chaque critère dans la soumission (p. ex., numéro du volume/dossier, numéro de page, etc.) dans la colonne « Renvoi à la proposition ».

Volet 1 : évaluations écologiques et environnementales

1.1 Critères techniques obligatoires

N°	Critères techniques obligatoires	Renvoi à la proposition
O1	<p>L'offrant doit démontrer qu'il possède l'expérience d'entreprise suivante :</p> <p>Au moins cinq années d'expérience au cours des 10 dernières années dans l'industrie de l'évaluation écologique et environnementale, notamment dans toutes les catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- études biologiques;- espèces en péril;- évaluation des répercussions, surveillance environnementale;- examens et formation techniques. <p>Remarque à l'attention des offerants : afin de démontrer l'expérience de l'entreprise, l'offrant doit fournir une liste des projets compris dans les catégories ci-dessus qu'il a mené à bien en précisant notamment les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Catégorie du projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement• Nom de l'organisation cliente	

<p>O2</p>	<p>L'offrant doit fournir une brève description des projets terminés pour chacune des catégories suivantes (10 projets en tout). Si le nombre de projets soumis dépasse le nombre requis pour chacune des catégories de projets, l'équipe d'évaluation n'examinera que les dix (10) premiers projets soumis (seuls 10 projets seront évalués). Tous les projets doivent être en lien avec l'évaluation écologique et environnementale et avoir été terminés dans les dix (10) dernières années.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Études biologiques (4 projets) <ul style="list-style-type: none"> ○ Études aviaires (1 projet) ○ Études sur les milieux terrestres (1 projet) ○ Études sur les milieux aquatiques (1 projet) ○ Études sur les espèces en péril (1 projet) 2. Évaluation des répercussions sur l'environnement (4 projets) <ul style="list-style-type: none"> ○ Projets relatifs à la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> de 2012 (3 projets) ○ Évaluation environnementale stratégique (EES) (1 projet) 3. Surveillance environnementale (2 projets) <p>Remarque à l'attention des offrants : pour chaque projet présenté, l'offrant doit fournir les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Catégorie de projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement • Nom et coordonnées des clients cités en référence pour chaque projet 	
<p>O3</p>	<p>L'offrant doit proposer une ressource pour chacun des postes clés suivants : Chaque ressource doit avoir au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine pertinent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Personne-ressource des OCIR - Gestionnaire principal de projet - Biologiste terrestre principal - Biologiste aquatique principal - Spécialiste principal /principale, évaluation environnementale <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit fournir les renseignements suivants dans le curriculum vitae (les curriculums vitae ne doivent pas comprendre plus de deux pages) pour chacune des personnes proposées ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rôle des ressources - Nom de la personne proposée - Tous les établissements d'enseignement postsecondaire, dates de fréquentation, titres de compétence obtenus. - Antécédents de travail et noms des employeurs, dates des emplois, titres des postes et responsabilités. 	
<p>O4</p>	<p><u>Structure de l'organisation</u> Les offrants doivent illustrer clairement la structure organisationnelle de leur équipe pour démontrer qu'ils adoptent une méthode de gestion qui maximise l'efficacité des travaux et permet l'achèvement des services requis. Les éléments suivants doivent notamment s'y trouver :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Organigramme de leur équipe. Cet organigramme doit illustrer les ressources essentielles à la réalisation de chaque catégorie de projet précisée 	

	à l'O1. L'organigramme doit comprendre les noms des ressources essentielles précisées à l'O3. b. Les rôles, responsabilités, pouvoirs et obligations de rendre compte de l'équipe.	
O5	Méthode de gestion de projet L'offrant doit fournir de l'information sur la méthode de gestion de projet prévue pour cette exigence et décrire les processus qui seront mis en place pour assurer la livraison, dans les délais, de services de qualité conformes au budget et aux exigences. L'offrant doit préciser les stratégies de communication et les relations hiérarchiques internes retenues pour appuyer un règlement rapide et heureux des différents problèmes et interactions avec les intervenants. La méthode doit comprendre des processus établis pour, au moins : a. le suivi et la gestion de la portée, des coûts et du calendrier; b. Gestion du changement et de la configuration c. Gestion de la qualité – Description des procédures de gestion de la qualité de l'entreprise afin d'assurer la prestation de services de haute qualité d. Gestion des risques et problèmes e. Communications	

2.2 Critères techniques cotés

Le total maximal possible pour les critères techniques cotés est de 1 240 points. **Une note minimale obligatoire d'au moins 70 % doit être obtenue dans chacune des deux (2) sections des critères techniques cotés.** Si l'offre technique de l'offrant n'obtient pas au moins 70 % dans chacune des deux (2) sections, elle **ne sera pas évaluée plus avant.**

La répartition des points pour chaque critère coté se fait comme suit. Les soumissions seront examinées, évaluées et cotées en fonction de la grille suivante pour établir les cotes techniques.

Critère	Nombre maximal de points possible	Note de passage minimale
1. Expérience de l'entreprise (C1 à C3)	710	497
2. Expérience des ressources (C4 à C6)	530	371

Afin d'obtenir des points techniques, les offrants doivent répondre aux exigences cotées en fournissant, dans leur proposition, une description qui explique, démontre ou prouve leur capacité à satisfaire à l'exigence ou leur approche pour y parvenir. Les réponses des offrants doivent être pertinentes, détaillées, claires et concises.

Les offrants doivent utiliser dans leur réponse le numéro unique qui désigne chaque critère coté ainsi que le titre correspondant. Les réponses de l'offrant aux critères cotés seront évaluées et notées conformément à la grille d'évaluation.

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
1. Expérience d'entreprise				
<p>Conformément à l'exigence obligatoire O2, l'offrant doit décrire dix (10) projets (les mêmes que ceux soumis en réponse à l'exigence O2) ayant été menés à bien dans les dix (10) dernières années.</p> <p>La description de chaque projet doit comporter ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none">a. Information sur le projet : catégorie du projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement.b. Information sur le client : – nom, adresse, titre, numéro de téléphone de la personne-ressource au niveau opérationnel.c. Valeur du projet : Coûts totaux du travail ou du contrat commandé pour la portion du projet de la catégorie indiquée. Par exemple, si un projet pour des études sur les milieux terrestres ou aquatiques a été achevé et qu'il est soumis dans la catégorie études sur les milieux terrestres, seuls les coûts de la partie études terrestres seront alors pris en compte dans la valeur du projet.d. Portée et description du projet : Décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans la section 2.1 du volet 1 de l'appendice 1 de l'annexe A, « Énoncé de travail ». La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : la classification écologique des terres, les évaluations de l'habitat, l'élaboration des programmes de gestion, les relevés de la faune, l'évaluation des espèces en péril, les études sur la qualité de l'eau, les études sur la qualité de l'air, l'obtention des permis, la réalisation des relevés sur les poissons et leur habitat, les études sur la faune benthique, l'examen des documents relatifs au rétablissement des espèces en péril, etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant devra préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.e. Gestion de projet : Décrire tous les éléments applicables de la gestion du projet utilisés pour le parachèvement de celui-ci, notamment :<ul style="list-style-type: none">• l'intégration et la planification des travaux,• la portée – structure de répartition du travail,• l'échéancier et la gestion du temps,• le suivi budgétaire• les rapports d'étape,• le contrôle de la qualité,• le contrôle des changements,• la gestion des ressources humaines,• communications,• les risques associés au projet,• l'approvisionnement,• la protection de l'environnement. <p>Remarque à l'attention des offrants : une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé. Aux fins de la présente évaluation, la désignation des postes dans les soumissions ou les modalités d'approvisionnement ne peut, à elle seule, constituer un exemple de projet, et il ne suffira pas non plus de fournir une liste de multiples projets pour répondre à l'exigence liée à ce critère.</p> <p>La vérification des références se fera à la seule discrétion du Canada, afin d'aider à l'évaluation du rendement en regard des projets antérieurs, en ce qui a trait aux budgets, aux échéanciers et à la qualité du travail.</p>				

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
La réponse de l'offrant pour chaque projet ne doit pas dépasser 1 500 mots.				
C1	<p>Client de chaque projet :</p> <p>Remarque à l'attention des offrants : ce critère sera évalué pour chacun des dix (10) projets.</p>	<p>Chaque projet soumis se verra accorder un maximum de dix (10) points pour ce critère :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Organisme du gouvernement fédéral du Canada (ministères fédéraux canadiens, sociétés d'état, conseils, agences, etc.) – 10 points ii. Clients en Ontario – 7 points iii. Clients autres que ceux désignés à i et ii – 4 points. 	100 points	
C2	<p>Gestion de projets</p> <p>On demande aux offrants de préciser les trois (3) projets à évaluer. Les trois projets seront compris dans les projets soumis (conformément à l'exigence obligatoire O2) dans les catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Études biologiques b) Évaluation des répercussions sur l'environnement c) Surveillance de l'environnement <p><u>Les offrants se verront accorder des points en fonction des éléments suivants :</u></p> <p>Gestion de projet : Décrire tous les éléments applicables de la gestion du projet utilisés pour le parachèvement de celui-ci, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'intégration et la planification des travaux, 	<ul style="list-style-type: none"> i. Recensement et établissement clair de 9 éléments ou plus – 120 points ii. Recensement et établissement clair de 8 éléments – 100 points iii. Recensement et établissement clair de 7 éléments – 80 points iv. Recensement et établissement clair de 6 éléments – 60 points v. Recensement et établissement clair de 5 éléments – 40 points vi. Établissement de moins de 5 éléments – 0 point. 	360 points	

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	<ul style="list-style-type: none"> la portée – structure de répartition du travail, l'échéancier et la gestion du temps, le suivi budgétaire les rapports d'étape, le contrôle de la qualité, le contrôle des changements, la gestion des ressources humaines, communications, les risques associés au projet, l'approvisionnement , la protection de l'environnement. 			
C3	Gestion des capacités En plus des ressources proposées précisées dans l'organigramme pour l'exigence O3, l'offrant devra dresser la liste de toutes les ressources de projet ayant la capacité, les titres et l'expertise requis pour fournir la pleine gamme de services et de produits livrables énumérés dans les Services requis. Veuillez vous reporter à l'annexe A de l'énoncé de travail – volet 1 pour plus de détails sur l'expérience pertinente. L'offrant doit préciser le nombre de ressources des postes suivants ainsi que fournir leur curriculum vitae, afin de démontrer sa capacité à offrir les services requis :		250 points	
	a. Professionnel principal – minimum de 10 ans d'expérience pertinente	i. 10 ressources ou plus – 50 points ii. 5 à 9 ressources – 30 points		
	b. Professionnel intermédiaire – minimum de 5 ans d'expérience pertinente	i. 10 ressources ou plus – 50 points		

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
		ii. 5 à 9 ressources – 30 points		
	c. Professionnel subalterne – minimum de 2 ans d'expérience pertinente	i. 10 ressources ou plus – 50 points ii. 5 à 9 ressources – 30 points		
	d. Technologue principal – minimum de 8 ans d'expérience pertinente	i. 10 ressources ou plus – 50 points ii. 5 à 9 ressources – 30 points		
	e. Technologue – minimum de 2 ans d'expérience pertinente	i. 10 ressources ou plus – 50 points ii. 5 à 9 ressources – 30 points		

2. Expérience des ressources

Les ressources proposées pour les postes clés en vertu de l'exigence O3 sont évaluées plus en détail dans cette section.

2.1 Pour chacune des cinq (5) ressources proposées, l'offrant doit fournir une brève description de deux (2) projets achevés qui démontrent l'expérience de chaque personne dans le rôle proposé (total de 10 projets).

Pour que des points soient attribués relativement à un projet, le rôle de la ressource dans le cadre du projet soumis doit être le même que le rôle proposé pour le poste clé. De plus, le nom et le lieu du projet doivent être indiqués, sinon aucun point ne sera accordé. Dans le cas où plus de deux (2) projets seraient soumis, seul le premier de deux projets pertinents sera évalué dans le cadre de l'offre.

Aux fins de l'évaluation, les projets semblables doivent être en lien avec la gestion environnementale et écologique et devraient comprendre : l'étude biologique, l'évaluation des répercussions sur l'environnement, la surveillance environnementale et les espèces en péril. Si les projets présentés ne figurent pas dans ces catégories, la note « 0 » leur sera accordée.

Voici les éléments que doit comprendre la description de chacun des deux (2) projets présentés pour chaque personne :

- Information sur le projet** : catégorie du projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement
- Information sur le client** : nom, adresse et numéro de téléphone de la personne-ressource au niveau opérationnel.
- Portée et description du projet** : Décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans la section 2.1 du volet 1 de l'annexe A, « Énoncé de travail ». La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	<p>précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : la classification écologique des terres, les évaluations de l'habitat, l'élaboration des programmes de gestion, les relevés de la faune, l'évaluation des espèces en péril, les études sur la qualité de l'eau, les études sur la qualité de l'air, l'obtention des permis, la réalisation des relevés sur les poissons et leur habitat, les études sur la faune benthique, l'examen des documents relatifs au rétablissement des espèces en péril, etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant devra préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.</p> <p>2.2 Rôles et responsabilités de la ressource : Décrire les rôles et les responsabilités de la personne, y compris son expérience technique et pratique dans le projet. L'offrant doit établir clairement et entièrement l'expérience pertinente liée au projet similaire dans le rôle proposé, notamment pour ce qui est des éléments suivants, pour chacune des cinq (5) catégories de ressource :</p> <p>a. <u>Personne-ressource des OCIR :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• coordination des programmes de travail• Orientation stratégique• Conseils techniques d'expert• Risques associés au projet• Liaison avec le client• Communications avec les organismes de réglementation• Communications avec les intervenants• Ressources humaines• Examen de niveau supérieur• Assurance et contrôle de la qualité• Règlement des différends <p>b. <u>Gestionnaire principale de projet :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• coordination des programmes de travail• Conseils techniques d'expert• risques associés au projet• liaison avec le client• communications avec les organismes de réglementation• Communications avec les intervenants• Ressources humaines• Examen de niveau supérieur• Assurance et contrôle de la qualité• Règlement des différends• Intégration des travaux et de la planification• Portée, calendrier et budget• Approvisionnements liés au projet• Protection de l'environnement <p>c. <u>Biologiste terrestre principal :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Planification, conception et mise en œuvre des études biologiques des milieux terrestres (comprenant les oiseaux migrateurs)			

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation de l'habitat (comprenant la classification écologique des terres) Des relevés de la présence/ de l'absence Relevés des espèces en péril Supervision du respect de la réglementation Examen de niveau supérieur Conseils techniques d'expert Direction technique Direction des travaux complexes des sites Évaluation et interprétation des données biologiques Formulation de recommandations Préparation de rapports Rédaction des plans de gestion Études de la qualité de l'air/ de l'eau; Obtention des permis Préparation de procédures normalisées d'exploitation <p>d. <u>Biologiste aquatique principal</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Planification, conception et mise en œuvre d'études biologiques des milieux aquatiques Relevés sur les poissons et de leurs habitats Des relevés de la présence/de l'absence Relevés des espèces en péril Supervision du respect de la réglementation Examen de niveau supérieur Conseils techniques d'expert Direction technique Direction des travaux complexes des sites Évaluation et interprétation des données biologiques Formulation de recommandations Préparation de rapports Rédaction des plans de gestion Études sur la faune benthique et études de la qualité de l'eau Obtention des permis Préparation de procédures normalisées d'exploitation <p>e. <u>Spécialiste principal/principale, évaluation environnementale :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Planification, conception et mise en œuvre de l'évaluation environnementale de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> de 2012 Planification, conception et mise en œuvre de l'évaluation environnementale stratégique Préparation de procédures normalisées d'exploitation Supervision du respect de la réglementation Conseils techniques d'expert Examen de niveau supérieur Direction des travaux complexes des sites Direction technique Formulation de recommandations Préparation de rapports 			

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
C4	Scolarité La colonne suivante détaille la cotation de la scolarité inscrite dans le curriculum vitæ.	Chaque ressource se verra accorder un maximum de 16 points. <ol style="list-style-type: none"> Diplôme d'études universitaire (2^e cycle) – 16 points Diplôme d'études universitaire (1^{er} cycle) – 12 points Diplôme d'études collégiales – 8 points 	80 points	
C5	Expérience de projet <u>L'offrant doit fournir deux (2) projets pour chacune des ressources suivantes :</u> Remarque à l'attention des offrants : Afin d'obtenir des points, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans une catégorie de projets différente parmi celles énumérées ci-dessous.		150 points	
	a. Personne-ressource des OCIR <ul style="list-style-type: none"> Aquatique, terrestre ou aviaire : <ul style="list-style-type: none"> Relevés de la présence/de l'absence Évaluation de l'habitat Relevés des espèces en péril Évaluation environnementale <ul style="list-style-type: none"> (LCEE 2012) – Évaluation environnementale Évaluation environnementale stratégique 	15 points seront accordés pour chaque projet		
	b. Gestionnaire principal de projet <ul style="list-style-type: none"> Aquatique, terrestre ou aviaire : <ul style="list-style-type: none"> Relevés de la présence/de l'absence 	15 points seront accordés pour chaque projet		

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation de l'habitat Relevés des espèces en péril Évaluation environnementale (LCEE 2012) – Évaluation environnementale Évaluation environnementale stratégique 			
	c. Biologiste terrestre principal : <ul style="list-style-type: none"> Relevés des espèces terrestres en péril ou évaluation de leur habitat Relevé des oiseaux migrateurs ou évaluation de leur habitat Autre évaluation d'habitat ou relevé biologique Plans de gestion 	15 points seront accordés pour chaque projet		
	d. Biologiste aquatique principal : <ul style="list-style-type: none"> Relevés des espèces aquatiques en péril ou évaluation de leur habitat Études sur la faune benthique Autre évaluation de l'habitat d'espèces aquatiques ou relevé biologique Plans de gestion 	15 points seront accordés pour chaque projet		
	e. Spécialiste principal/principale, évaluation environnementale <ul style="list-style-type: none"> (LCEE 2012) – Évaluation environnementale Évaluation environnementale stratégique 	15 points seront accordés pour chaque projet		
C6	Rôles et responsabilités de la ressource : Pour chacune des cinq (5) catégories de ressources, on	i. Recensement et établissement clair d'au	300 points	

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	<p>demande aux offrants de préciser un projet à évaluer parmi les deux soumis.</p> <p>La note reposera sur l'établissement des éléments précisés à la section 2.2 de ce tableau. Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de l'employé pour le rôle proposé dans un autre projet.</p>	<p>moins 10 éléments – 60 points</p> <p>ii. Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments – 40 points</p> <p>iii. Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments – 20 points</p> <p>iv. Recensement et établissement clair de 3 éléments – 5 points</p>		

Remarque à l'attention des offrants – Aux fins de soumission de la partie des projets répondant aux exigences C6, il est conseillé aux offrants de fournir les renseignements demandés pour chaque projet sous forme de tableau, comme dans l'exemple suivant. Un autre format pourra être accepté dans la mesure où tous les renseignements exigés sont fournis.

Exemple de tableau : Expert-conseil principal – Biologiste terrestre

	N° du projet
1. Catégorie de projet et nom, emplacement, date de début et date d'achèvement	
2. Nom, titre et coordonnées des clients pour chaque projet	
3. Description du projet	
4. Rôle dans le cadre du projet	
5. Valeur	\$
<p>6. Biologiste terrestre principal</p> <p><u>Critères d'évaluation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Planification, conception et mise en œuvre des études biologiques des milieux terrestres (comprenant les oiseaux migrateurs) Évaluation de l'habitat (comprenant la classification écologique des terres) Des relevés de la présence/de l'absence Relevés des espèces en péril Supervision du respect de la réglementation Examen de niveau supérieur Conseils techniques d'expert Direction technique Direction des travaux complexes des sites 	

Solicitation No. - N° de l'invitation

K3D33-170264/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur

TOR033

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

<ul style="list-style-type: none">• Évaluation et interprétation des données biologiques• Formulation de recommandations• Préparation de rapports• Rédaction des plans de gestion• Études de la qualité de l'air/ de l'eau;• Obtention des permis• Préparation de procédures normalisées d'exploitation	
---	--

Volet 2 : Gestion environnementale des installations du gouvernement fédéral

1.1 Critères techniques obligatoires.

N°	Critères techniques obligatoires.	Renvoi à la proposition
O1	<p>L'offrant doit démontrer qu'il possède l'expérience d'entreprise suivante :</p> <p>Au moins cinq (5) années d'expérience au cours des dix (10) dernières années dans le domaine de la gestion environnementale des installations, notamment dans toutes les catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Substances désignées et matières dangereuses,- Qualité de l'air,- Problème d'eau potable,- Conformité environnementale. <p>Remarque à l'attention des offrants : Afin de démontrer l'expérience de l'entreprise, l'offrant doit fournir une liste des projets compris dans les catégories ci-dessus qu'il a menés à bien, en précisant notamment les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Catégorie du projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement• Nom de l'organisation cliente	
O2	<p>L'offrant doit fournir une brève description des projets terminés pour chacune des catégories suivantes (10 projets en tout). Si le nombre de projets soumis dépasse le nombre qui est requis pour chacune des catégories de projets, l'équipe d'évaluation n'examinera que les dix (10) premiers projets soumis (seuls dix 10 projets seront évalués). Tous les projets doivent être relatifs à la gestion environnementale des installations et avoir été terminés dans les dix (10) dernières années.</p> <ol style="list-style-type: none">4. Substances désignées et matières dangereuses (4 projets)<ul style="list-style-type: none">o Relevé de substances désignées et matières dangereuses (2 projets)o Suivi des travaux d'élimination (2 projets)5. Qualité de l'air (2 projets)<ul style="list-style-type: none">o Évaluation de la moisissure (1 projet)o Qualité de l'air intérieur (1 projet)6. Eau potable (2 projets)<ul style="list-style-type: none">o Prélèvement et analyse d'échantillons d'eau potable (1 projet)o Études sur la qualité de l'eau et sa quantité (1 projet)7. Gestion environnementale et conformité (2 projets)<ul style="list-style-type: none">o Vérifications détaillées de la conformité environnementale (1 projet)o Norme ISO 14001 – Systèmes de management environnemental (1 projet) <p>Remarque à l'attention des offrants : Pour chaque projet présenté, l'offrant doit fournir les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Catégorie de projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement• Nom, titre et coordonnées des clients pour chaque projet	

N°	Critères techniques obligatoires.	Renvoi à la proposition
03	<p>L'offrant doit proposer une ressource pour chaque poste clé ci-dessous, et chaque ressource doit avoir un minimum de 10 ans d'expérience dans un domaine pertinent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Personne-ressource des OCIR - Gestionnaire principal de projet - Vérificateur environnemental agréé (VEA) principal (spécialiste en environnement [SE] [VEA] agréé par le Bureau canadien de reconnaissance professionnelle des spécialistes de l'environnement [BCRPSE]) <ul style="list-style-type: none"> o Le VEA principal doit être accrédité par le BCRPSE en tant que professionnel de l'environnement – Vérifications de la conformité (SE [VEA]). - Hygiéniste industriel certifié (CIH) principal ou hygiéniste du travail agréé (ROH) principal <ul style="list-style-type: none"> o Le CIH principal doit être agréé par l'American Board of Industrial Hygiene et le ROH principal enregistré par le Conseil canadien d'agrément des hygiénistes du travail (CCAHT) - Hydrogéologue principal (Ing. ou P.Geo) <ul style="list-style-type: none"> o L'hydrogéologue principal doit être membre de l'Ordre des géoscientifiques professionnels de l'Ontario (P.Geo) ou de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario (Ing.). L'offrant doit joindre à sa soumission une copie de l'attestation professionnelle de l'hydrogéologue principal. <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit fournir les renseignements suivants dans le curriculum vitae (les curriculums vitae ne doivent pas comprendre plus de deux pages) pour chacune des personnes proposées ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rôle des ressources - Nom de la personne proposée - Tous les établissements d'enseignement postsecondaire, dates de fréquentation, titres de compétence obtenus. - Antécédents de travail et noms des employeurs, dates des emplois, titres des postes et responsabilités. 	
04	<p><u>Structure de l'organisation</u></p> <p>Les offrants doivent illustrer clairement la structure organisationnelle de leur équipe pour démontrer qu'ils adoptent une méthode de gestion logique qui maximise l'efficacité des travaux et permet l'achèvement des services requis. Les éléments suivants doivent notamment s'y trouver :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Organigramme de l'organisation des équipes de mise en œuvre. Cet organigramme doit illustrer les ressources essentielles à la mise en œuvre de chaque catégorie de projet précisée à O1. L'organigramme doit comprendre les noms des ressources essentielles précisées à O3. b. Les rôles, responsabilités, pouvoirs et obligations de rendre compte de l'équipe de mise en œuvre. 	
05	<p><u>Méthode de gestion de projet</u></p> <p>L'offrant doit fournir de l'information sur la méthode de gestion de projet prévue pour cette exigence et décrire les processus qui seront mis en place pour assurer la livraison, dans les délais, de services de qualité conformes au budget et aux exigences. L'offrant doit préciser les stratégies de communication et les relations</p>	

N°	Critères techniques obligatoires.	Renvoi à la proposition
	hiérarchiques internes retenues pour appuyer un règlement rapide et heureux des différents problèmes et interactions avec les intervenants. La méthode doit comprendre des processus établis pour, au moins : <ul style="list-style-type: none">a. le suivi et la gestion de la portée, des coûts et du calendrier;b. Gestion du changement et de la configurationc. La gestion de la qualité – Description des procédures de gestion de la qualité de l'entreprise afin d'assurer la prestation de services de haute qualitéd. Gestion des risques et problèmese. Communication	

1.2 Critères techniques cotés

Le nombre maximum de points attribuables aux critères techniques cotés est de 1 260 points. **Un résultat minimal de 70 % est exigé dans chacune des deux (2) sections des critères techniques cotés.** Si la soumission technique de l'offrant n'obtient pas au moins 70 % dans chacune des deux (2) sections, elle **ne sera pas évaluée plus avant**

La répartition des points pour chaque critère coté se fait comme suit. Les soumissions seront examinées, évaluées et cotées en fonction de ce qui suit, afin d'établir les cotes techniques.

Critère	Nombre maximal de points possible	Note de passage minimale obligatoire
1. Expérience de l'entreprise (C1 à C3)	710	497
2. Expérience des ressources (C4 à C7)	550	385

Afin d'obtenir des points techniques, les offrants doivent répondre aux exigences cotées en fournissant, dans leur proposition, une description qui explique, démontre ou prouve leur capacité à satisfaire à l'exigence ou leur approche pour y parvenir. Les réponses des offrants doivent être pertinentes, détaillées, claires et concises.

Les offrants doivent utiliser dans leur réponse le numéro unique qui désigne chaque critère coté ainsi que le titre correspondant. Les réponses de l'offrant aux critères cotés seront évaluées et notées conformément à la grille d'évaluation.

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
1.	Expérience d'entreprise			

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
<p>Conformément à l'exigence obligatoire O2, l'offrant doit décrire dix (10) projets (les mêmes que ceux soumis en réponse à l'exigence O2) ayant été menés à bien dans les dix (10) dernières années.</p> <p>La description de chaque projet doit comporter ce qui suit :</p> <p>a) Information sur le projet : catégorie du projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement.</p> <p>b) Information sur le client : nom, adresse, titre, numéro de téléphone du client au niveau opérationnel.</p> <p>c) Valeur du projet : Coûts totaux du travail ou du contrat commandé pour la portion du projet de la <u>catégorie indiquée</u>. Par exemple, si un projet d'évaluation de la moisissure et sur la qualité de l'air intérieur a été achevé et qu'il est soumis dans la catégorie de l'évaluation de la moisissure, alors seuls les coûts de la partie sur l'évaluation de la moisissure seront pris en compte dans la valeur du projet.</p> <p>d) Portée et description du projet : Décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans la section 2.1 du volet 2 de l'appendice 2 de l'annexe A, « Énoncé de travail ». La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie, en fonction des services exigés pour chacune, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">a. la conception des plans de travail et le processus de documentationb. les communications publiques,c. la conformité avec les règlements,d. la santé et la sécurité;e. Prélèvement, manipulation et analyse des substances désignées et des matières dangereuses, de la moisissure, de la qualité de l'air intérieur, de l'eau potable, etc. <p>Si le projet est mené en coentreprise, l'offrant devra préciser les responsabilités incombant à chaque entreprise participant à chaque projet.</p> <p>e) Gestion de projet : Décrire tous les éléments applicables de la gestion du projet utilisés pour le parachèvement de celui-ci, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'intégration et la planification des travaux,• la portée et la structure de répartition du travail,• l'échéancier et la gestion du temps,• le suivi budgétaire,• les rapports d'étape,• le contrôle de la qualité,• le contrôle des changements,• la gestion des ressources humaines,• les communications,• les risques associés au projet,• l'approvisionnement,• la protection de l'environnement, <p>Remarque à l'attention des offrants : les projets énumérés doivent être achevés. Une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé. Aux fins de la présente évaluation, la désignation des postes dans les soumissions ou les modalités d'approvisionnement ne peut, à elle seule, constituer un exemple de projet, et il ne suffira pas, non plus, de fournir une liste de multiples projets pour répondre à l'exigence visant à remplir ce critère.</p>				

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
La vérification des références se fera à la seule discrétion du Canada, afin d'aider à l'évaluation du rendement en regard des projets antérieurs, en ce qui a trait aux budgets, aux échéanciers et à la qualité du travail.				
La réponse de l'offrant pour chaque projet ne doit pas dépasser 1 500 mots.				
C1	Client de chaque projet : <i>Remarque à l'attention des offrants : ce critère sera évalué pour chacun des dix (10) projets.</i>	Chaque projet soumis se verra accorder un maximum de dix (10) points pour ce critère : iv. Organisme du gouvernement fédéral du Canada (ministères fédéraux canadiens, sociétés d'état, conseils, agences, etc.) – 10 points v. Clients en Ontario – 7 points vi. Autres clients – 4 points.	100 points	
C2	Gestion de projets : On demande aux offrants de préciser les trois (3) projets à évaluer. Les trois projets comprendront les projets soumis (conformément à l'exigence obligatoire O3) dans les trois catégories suivantes : b. Suivi des travaux d'élimination i. L'offrant devra préciser le projet de suivi des travaux d'élimination parmi les deux projets soumis, aux fins de l'évaluation de la gestion de projet. c. Prélèvement et analyse des échantillons d'eau potable d. Vérification détaillée de la conformité environnementale Les offrants se verront accorder des points en fonction des éléments suivants : Gestion de projet : Décrire tous les éléments applicables de la gestion du	Chacun des trois projets se verra accorder un maximum de 120 points pour ce critère : vii. Recensement et établissement clair de 9 éléments ou plus – 120 points viii. Recensement et établissement clair de 8 éléments – 100 points ix. Recensement et établissement clair de 7 éléments – 80 points x. Recensement et établissement clair de 6 éléments – 60 points xi. Recensement et établissement clair de 5 éléments – 40 points	360 points	

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	<p>projet utilisés pour le parachèvement de celui-ci, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'intégration et la planification des travaux, • la portée et la structure de répartition du travail, • l'échéancier et la gestion du temps, • le suivi budgétaire, • les rapports d'étape, • le contrôle de la qualité, • le contrôle des changements, • la gestion des ressources humaines, • les communications, • les risques associés au projet, • l'approvisionnement • Protection de l'environnement 	<p>xii. Établissement de moins de 5 éléments – 0 point</p>		
C3	<p>Gestion des capacités</p> <p>En plus des ressources proposées précisées dans l'organigramme pour l'exigence O3, l'offrant devra dresser la liste de toutes les ressources de projet ayant la capacité, les titres et l'expertise requis pour fournir la pleine gamme de services et de produits livrables énumérés dans les Services requis. Ces ressources formeront l'équipe de projet principale. Veuillez vous reporter à l'annexe A de l'énoncé de travail – volet 2 pour plus de détails sur l'expérience pertinente.</p> <p>L'offrant devra préciser le nombre de ressources des postes suivants, afin de démontrer la capacité de l'entreprise à offrir les services requis :</p> <p>a. Professionnel principal – minimum de 10 ans d'expérience pertinente</p>	<p>i. 10 ressources ou plus – 50 points.</p> <p>ii. 5 à 9 ressources – 30 points</p> <p>iii. Moins de 5 ressources = 0 point</p>	250 points	

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	b. Professionnel intermédiaire – minimum de 5 ans d'expérience pertinente	i. 10 ressources ou plus – 50 points. ii. 5 à 9 ressources – 30 points iii. Moins de 5 ressources = 10 points		
	c. Professionnel subalterne – minimum de 2 ans d'expérience pertinente	iii. 10 ressources ou plus – 50 points. iv. 5 à 9 ressources – 30 points v. Moins de 5 ressources = 10 points		
	d. Technologue principal – minimum de 8 ans d'expérience pertinente	iii. 10 ressources ou plus – 50 points. iv. 5 à 9 ressources – 30 points v. Moins de 5 ressources = 10 points		
	e. Technologue – minimum de 2 ans d'expérience pertinente	iii. 10 ressources ou plus – 50 points. iv. 5 à 9 ressources – 30 points v. Moins de 5 ressources = 10 points		

2. Expérience des ressources

Les ressources proposées pour les postes clés en vertu de l'exigence O3 sont évaluées dans cette section.

2.1 L'offrant devra fournir le curriculum vitæ de chaque ressource. Toutes les ressources doivent être à l'emploi direct de l'entreprise. De plus, les employés des entreprises formant une coentreprise sont considérés comme des employés directs, mais pas les sous-traitants.

Remarque à l'attention des offrants : Les curriculum vitæ devraient comporter au plus deux pages et contenir les détails précis de toute l'information demandée, y compris :

- l'organisme d'accréditation, la date d'obtention de l'accréditation, le statut actuel.
- Tous les établissements d'enseignement postsecondaire, dates de fréquentation, titres de compétence obtenus, les certificats, diplômes et grades les plus élevés obtenus dans les domaines pertinents par rapport au rôle proposé.
- les antécédents de travail et le nom des employeurs, les dates des emplois, les titres des postes et les responsabilités.

Les curriculums vitæ **ne** comptent **pas** au titre du nombre de pages requis pour la soumission technique du soumissionnaire.

Remarque à l'attention des offrants : Veuillez inscrire les accréditations professionnelles valides et pertinentes reconnues par la province de l'Ontario. La note accordée reposera sur la question de savoir si

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	<p>la ressource a un permis de pratique pour le territoire en question et une accréditation adéquate. Le maximum de points (100 %) sera accordé à toute ressource possédant l'accréditation reconnue. L'Ontario est l'administration responsable de toutes les spécialisations relevant de l'Ontario, exception faite des accréditations qui ne sont pas délivrées à l'échelle régionale.</p> <p>2.2 Pour chacune des cinq (5) ressources proposées, l'offrant doit fournir une brève description de deux (2) projets achevés qui démontrent l'expérience de chaque ressource dans le rôle proposé (total de dix [10] projets).</p> <p>Pour que des points soient attribués relativement à un projet, le rôle de la ressource dans le cadre du projet soumis doit être le même que le rôle proposé pour le poste clé. De plus, le nom et le lieu du projet doivent être indiqués, sinon aucun point ne sera accordé. Dans le cas où plus de deux (2) projets seraient soumis, seul le premier de deux projets pertinents sera évalué dans le cadre de l'offre.</p> <p>Aux fins de l'évaluation, les projets semblables doivent être en lien avec la gestion environnementale des installations fédérales et devraient comprendre : le relevé des substances désignées et des matières dangereuses, le suivi des travaux d'élimination, l'évaluation de moisissure, l'évaluation de la qualité de l'air intérieur, le prélèvement et l'analyse d'eau potable, les relevés sur la quantité de l'eau et sa qualité, la vérification détaillée de la conformité environnementale et les systèmes de gestion de l'environnement. Si les projets présentés ne figurent pas dans ces catégories, la note « 0 » leur sera accordée.</p> <p>Les descriptions doivent inclure ce qui suit pour chacun des deux (2) projets présentés par ressource :</p> <ol style="list-style-type: none">Information sur le projet : catégorie du projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement.Information sur le client : nom, adresse, titre, numéro de téléphone de la personne-ressource au niveau opérationnel.Portée et description du projet : Décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans la section 2.1 du volet 2 de l'appendice 2 de l'annexe A, « Énoncé de travail » La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : la conception des plans de travail et le processus de documentation, les communications publiques, la conformité avec la réglementation, la santé et la sécurité, la collecte, la manipulation et l'analyse d'échantillons (substances désignées et matières dangereuses, moisissure, qualité de l'air intérieur, eau potable), etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant devra préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.Valeur : La valeur totale des frais d'experts-conseils pour la partie environnementale du projet, y compris les honoraires des experts-conseils et les débours, mais à l'exclusion des autres travaux impartis séparément. <p>2.3 Rôles et responsabilités de la ressource : Décrire les rôles, les titres et les responsabilités de la ressource, y compris son expérience technique et pratique dans le projet. L'offrant doit établir clairement et entièrement l'expérience pertinente liée au projet similaire dans le rôle proposé, notamment pour ce qui est des éléments suivants, pour chacune des cinq (5) catégories de ressource :</p> <ol style="list-style-type: none"><u>Personne-ressource des OCIR</u> :<ol style="list-style-type: none">coordination des programmes de travailorientation stratégiquerisques associés au projetliaison avec le clientcommunications avec les organismes de réglementationcommunications avec les intervenants			

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	<ul style="list-style-type: none"> vii. ressources humaines viii. examen de niveau supérieur ix. assurance et contrôle de la qualité x. règlement des différends xi. conseils techniques d'expert b. <u>Gestionnaire principale de projet :</u> <ul style="list-style-type: none"> i. intégration des travaux et de la planification ii. portée iii. calendrier iv. budget v. contrôle des changements vi. qualité vii. ressources humaines viii. communications ix. risques associés au projet x. approvisionnements liés au projet xi. protection de l'environnement xii. plans relatifs à la santé et à la sécurité c. <u>Auditeur environnemental accrédité principal</u> <ul style="list-style-type: none"> i. planification et conception : <ul style="list-style-type: none"> 1. vérification détaillée de la conformité environnementale 2. systèmes de gestion de l'environnement ou 3. études de base sur l'environnement ii. préparation de procédures normalisées d'exploitation iii. évaluation et interprétation des données du site iv. supervision du respect de la réglementation v. examen de niveau supérieur vi. conseils techniques d'expert vii. direction technique viii. direction d'évaluations complexes, ou direction de travaux de systèmes complexes de gestion de l'environnement ix. formulation de recommandations x. préparation de rapports xi. assurance de la qualité et contrôle de la qualité d. <u>Hydrogéologue principal :</u> <ul style="list-style-type: none"> i. planification et conception : <ul style="list-style-type: none"> 1. plans de travail pour les prélèvements et l'analyse d'eau potable 2. plans de travail pour l'analyse de la qualité de l'eau et de sa quantité ii. évaluation de la qualité de l'eau ou de sa quantité iii. interprétation de données hydrogéologiques ou chimiques iv. préparation de procédures normalisées d'exploitation v. supervision du respect de la réglementation vi. examen de niveau supérieur vii. conseils techniques d'expert viii. direction technique ix. direction des travaux complexes hydrogéologiques x. formulation de recommandations xi. préparation de rapports xii. assurance de la qualité et contrôle de la qualité e. <u>Hygiéniste industriel ou hygiéniste du travail agréé principal :</u> <ul style="list-style-type: none"> i. planification et conception : 			

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	<ol style="list-style-type: none"> 1. rapport sur la qualité de l'air intérieur, ou 2. évaluations de la moisissure, ou 3. relevés des substances désignées et des matières dangereuses, ou 4. suivi des travaux d'élimination <ol style="list-style-type: none"> ii. plans des travaux d'analyse iii. préparation de procédures normalisées d'exploitation iv. évaluation et interprétation des données de chimie v. supervision du respect de la réglementation vi. examen de niveau supérieur vii. conseils techniques d'expert viii. direction technique ix. formulation de recommandations x. préparation de rapports xi. assurance de la qualité et contrôle de la qualité 			
C4	Scolarité L'offrant doit fournir les détails pertinents touchant la scolarité de chacune des ressources proposées pour les postes clés. Dresser la liste des certificats, diplômes et grades les plus élevés obtenus dans les domaines pertinents par rapport au rôle proposé.	Chaque ressource se verra accorder un maximum de 15 points. <ol style="list-style-type: none"> i. Diplôme d'études universitaire (2^e cycle) – 15 points ii. Diplôme d'études universitaire (1^{er} cycle) – 10 points iii. Diplôme d'études collégiales – 5 points 	75 points	
C5	Titres de compétence L'offrant doit fournir pour chaque ressource les titres de compétence professionnelle pertinents. Voici les titres de compétence pertinents jugés acceptables : <ul style="list-style-type: none"> • Ingénieur (Ing.) • Géoscientifique professionnel (PGeo), • Professionnel de la gestion de projet (PGP) • Spécialiste en environnement – Vérificateur de conformité – SE(VEA) • Hygiéniste industriel certifié ou • Hygiéniste du travail agréé (HTA). 	<ol style="list-style-type: none"> i. Attestations reconnues – 5 points ii. Aucune attestation reconnue – 0 point 	25 points	

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
C6	<p>Expérience de projet</p> <p><u>L'offrant doit fournir deux (2) projets pour chacune des ressources suivantes :</u></p> <p>a) Personne-ressource des OCIR</p> <ul style="list-style-type: none"> - Relevés des substances désignées et des matières dangereuses - Suivi des travaux d'élimination - Évaluation de la moisissure - Qualité de l'air intérieur - Échantillonnage de l'eau potable - Études sur la qualité de l'eau et sa quantité - Vérifications détaillées de la conformité environnementale - Systèmes de gestion de l'environnement. <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans une catégorie de projets différente parmi celles énumérées ci-dessus.</p>	15 points seront accordés pour chaque projet.	150 points	
	<p>b) Gestionnaire principal de projet:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Relevés des substances désignées et des matières dangereuses - Suivi des travaux d'élimination - Prélèvement et analyse d'échantillons d'eau potable <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans une catégorie de projets différente parmi celles énumérées ci-dessus.</p>	15 points seront accordés pour chaque projet.		
	<p>c) Expert-conseil principal – Auditeur environnemental accrédité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vérifications détaillées de la conformité environnementale - Systèmes de gestion de l'environnement. <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans une catégorie</p>	15 points seront accordés pour chaque projet.		

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	<p><i>de projets différente parmi celles énumérées ci-dessus.</i></p> <p>d) Expert-conseil principal – Hygiéniste industriel certifié ou Hygiéniste du travail agréé principal:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Relevés des substances désignées et des matières dangereuses - Suivi des travaux d'élimination - Évaluation de la moisissure - Qualité de l'air intérieur <p><i>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans une catégorie de projets différente parmi celles énumérées ci-dessus.</i></p>	15 points seront accordés pour chaque projet.		
	<p>e) Expert-conseil principal – Hydrogéologue:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prélèvement et analyse d'échantillons d'eau potable - Études sur la qualité de l'eau et sa quantité <p><i>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans une catégorie de projets différente parmi celles énumérées ci-dessus.</i></p>	15 points seront accordés pour chaque projet.		
C7	<p>Rôles et responsabilités de la ressource :</p> <p>La note reposera sur l'établissement des éléments précisés à la section 2.3 de ce tableau. Pour obtenir la totalité des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de l'employé pour le rôle proposé dans un autre projet.</p> <p>Remarque à l'attention des offrants : On demande aux offrants de préciser les cinq (5) projets à évaluer. Un (1) seul projet sera évalué pour chaque catégorie de ressource, pour un total de cinq (5) projets.</p>	<p>i. Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments – 60 points</p> <p>ii. Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments – 40 points</p> <p>iii. Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments – 20 points</p>	300 points	

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
		iv. Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins – 5 points		

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Remarque à l'attention des offrants – Aux fins de soumission de la partie des projets répondant aux exigences C6 et C7, il est conseillé aux offrants de fournir les renseignements demandés pour chaque projet sous forme de tableau, comme dans l'exemple suivant. Un autre format pourra être accepté dans la mesure où tous les renseignements exigés sont fournis.

Exemple de tableau : Expert-conseil principal – Auditeur environnemental accrédité

	N° du projet
7. Catégorie du projet, emplacement, date de début et date d'achèvement	
8. Catégorie du projet	
9. Nom, titre et coordonnées des clients pour chaque projet	
10. Portée et description du projet	
11. Rôle de la ressource dans le projet	
12. Valeur	\$
13. Expert-conseil principal – Auditeur environnemental accrédité <u>Critères d'évaluation</u> i. Planification et conception ii. Préparation de procédures normalisées d'exploitation iii. Supervision du respect de la réglementation iv. Évaluation et interprétation des données du site v. Examen de niveau supérieur vi. Conseils techniques d'expert vii. Direction technique viii. Direction d'évaluations complexes, ou direction de travaux de systèmes complexes de gestion de l'environnement ix. Formulation de recommandations x. Préparation de rapports xi. Assurance de la qualité et contrôle de la qualité	

Volet 3 : Services d'expert-conseil pour les sites contaminés

1.1 Critères techniques obligatoires

N°	Critères techniques obligatoires	Renvoi à la proposition
O1	<p>L'offrant doit être une entreprise environnementale agréée, certifiée ou autorisée à fournir les services environnementaux et professionnels requis, dans toute la mesure prescrite par les lois fédérales et provinciales applicables aux services d'experts-conseils en sites contaminés dans la province de l'Ontario.</p> <p>À cet égard, l'offrant doit fournir avec sa proposition, à la clôture de l'invitation à soumissionner, une copie du certificat d'approbation ou de l'autorisation valide ou une lettre de confirmation de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario ou de l'Ordre des géoscientifiques professionnels de l'Ontario.</p>	
O2	<p>L'offrant doit démontrer qu'il possède l'expérience d'entreprise suivante :</p> <p>Au moins cinq (5) années d'expérience au cours des dix (10) dernières années dans le domaine des sites contaminés, notamment dans toutes les catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Évaluation environnementale de site- Évaluation des risques pour l'environnement et la santé humaine.- Évaluation des sédiments contaminés- Assainissement des sites contaminés <p>Remarque à l'attention des offrants : Afin de démontrer l'expérience de l'entreprise, l'offrant doit fournir une liste des projets compris dans les catégories ci-dessus qu'il a menés à bien, en précisant notamment les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Catégorie du projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement• Nom de l'organisation cliente	
O3	<p>L'offrant doit fournir une brève description de deux (2) projets achevés dans les dix (10) dernières années pour chacune des catégories suivantes (12 projets en tout). Si le nombre de projets soumis dépasse le nombre qui est requis pour chacune des catégories de projets, l'équipe d'évaluation n'examinera que les douze (12) premiers projets soumis (seuls 12 projets seront évalués).</p> <p>8. EES de phase I (2 projets) 9. EES de phase II (2 projets) 10. Évaluation des risques pour la santé humaine (2 projets) 11. Évaluation des risques pour l'environnement (2 projets) 12. Conception et gestion d'un projet d'assainissement de site (2 projets) 13. Projet d'évaluation des sédiments contaminés (2 projets)</p> <p>Pour chaque projet présenté, l'offrant doit fournir les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Catégorie de projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement	

N°	Critères techniques obligatoires	Renvoi à la proposition
	<ul style="list-style-type: none"> • Nom, titre et coordonnées des clients pour chaque projet • Valeur du projet • Portée et description du projet • Gestion de projets <p>Remarque à l'attention des offrants : Les douze (12) projets soumis seront évalués plus avant pour les critères d'évaluation cotés.</p>	
04	<p>L'offrant doit proposer une ressource pour chaque poste clé ci-dessous, et chaque ressource doit avoir un minimum de 10 ans d'expérience dans un domaine pertinent :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Personne-ressource des OCIR 2. Gestionnaire principal de projet 3. Expert conseil principal – EES : doit être inscrit à titre de personne qualifiée, évaluation environnementale de site en vertu du Règlement 153/04 de l'Ontario et de ses modifications successives. L'offrant doit joindre à sa soumission une preuve que la personne qualifiée, EES, possède les qualifications requises en vertu du Règlement 153/04, et de ses modifications, en présentant une copie de son attestation professionnelle (Ing., P.Geo ou les deux) 4. Évaluateur principal du risque – Toxicologue en santé humaine : doit être inscrit à titre de personne qualifiée, évaluation de risque, en vertu du Règlement 153/04 de l'Ontario et de ses modifications successives. L'offrant doit joindre à sa soumission la preuve que la personne qualifiée en évaluation des risques toxicologiques possède les qualifications requises en vertu du Règlement 153/04, et de ses modifications, en présentant les parties 8 et 10 d'un formulaire « Soumission préliminaire sur l'évaluation du risque » accepté par le ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique (MEACC), identifiant la ressource proposée comme personne qualifiée dans la présente soumission. 5. Évaluateur du risque/Toxicologue terrestre ou faunique principal (écotoxicologue) 6. Hydrogéologue principal 7. Spécialiste principal en évaluation des sédiments 8. Ingénieur principal en environnement – Projet de réhabilitation <i>doit être membre de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario et être un ingénieur compétent reconnu (P.Eng ou ing.). L'offrant doit fournir avec sa soumission la preuve de cette qualification, en soumettant un exemplaire de son attestation professionnelle. Les offrants doivent joindre à leur soumission une preuve que l'ingénieur principal en environnement – projet de réhabilitation, est reconnu Ing., en soumettant un exemplaire de son attestation professionnelle.</i> <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit fournir les renseignements suivants dans le curriculum vitae (les curriculums vitae ne doivent pas comprendre plus de deux pages) pour chacune des personnes proposées ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rôle des ressources - Nom de la personne proposée - Tous les établissements d'enseignement postsecondaire, dates de fréquentation, titres de compétence obtenus. 	

N°	Critères techniques obligatoires	Renvoi à la proposition
	- les antécédents de travail et le nom des employeurs, les dates des emplois, les titres des postes et les responsabilités.	
O5	<p>Structure de l'organisation Les offrants doivent illustrer clairement la structure organisationnelle de leur équipe pour démontrer qu'ils adoptent une méthode de gestion logique qui maximise l'efficacité des travaux et permet l'achèvement des services requis. Les éléments suivants doivent notamment s'y trouver :</p> <p>a. Organigramme de l'organisation des équipes de mise en œuvre. Cet organigramme doit illustrer les ressources essentielles à la mise en œuvre de chaque catégorie de projet précisée à O2. L'organigramme doit comprendre les noms des ressources essentielles précisées à O4.</p> <p>b. Les rôles, responsabilités, pouvoirs et obligations de rendre compte de l'équipe de mise en œuvre.</p>	
O6	<p>Méthode de gestion de projet L'offrant doit fournir de l'information sur la méthode de gestion de projet prévue pour cette exigence et décrire les processus qui seront mis en place pour assurer la livraison, dans les délais, de services de qualité conformes au budget et aux exigences. L'offrant doit préciser les stratégies de communication et les relations hiérarchiques internes retenues pour appuyer un règlement rapide et heureux des différents problèmes et interactions avec les intervenants.</p> <p>La méthode doit comprendre des processus établis pour, au moins :</p> <p>a. le suivi et la gestion de la portée, des coûts et du calendrier; b. la gestion du changement et de la configuration c. la gestion de la qualité – Description des procédures de gestion de la qualité de l'entreprise afin d'assurer la prestation de services de haute qualité d. la gestion des risques et problèmes e. les communications</p>	

2.2 Critères techniques cotés

Le total maximal possible pour les critères techniques cotés est de 1 760 points. **Un résultat minimal de 70 % est exigé dans chacune des deux (2) sections des critères techniques cotés.** Si la soumission technique de l'offrant n'obtient pas au moins 70 % dans chacune des deux (2) sections, elle **ne sera pas évaluée plus avant.**

La répartition des points pour chaque critère coté se fait comme suit. Les soumissions seront examinées, évaluées et cotées en fonction de ce qui suit, afin d'établir les cotes techniques.

Critère	Nombre maximal de points possible	Note de passage minimale
3. Expérience de l'entreprise (C1 à C4)	960	672

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

4. Expérience des ressources (C5 à C8)	800	560
---	------------	------------

Afin d'obtenir des points techniques, les offrants doivent répondre aux exigences cotées en fournissant, dans leur proposition, une description qui explique, démontre ou prouve leur capacité à satisfaire à l'exigence ou leur approche pour y parvenir. Les réponses des offrants doivent être pertinentes, détaillées, claires et concises.

Les offrants doivent utiliser dans leur réponse le numéro unique qui désigne chaque critère coté ainsi que le titre correspondant. Les réponses de l'offrant aux critères cotés seront évaluées et notées conformément à la grille d'évaluation.

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
4.	Expérience d'entreprise			
	<p>L'offrant devra décrire comment l'équipe sera structurée, sur les plans de la démarche et de la méthodologie, pour assurer les services requis. L'offrant devra démontrer qu'il a la capacité d'offrir tous les services requis en assurant une gestion responsable.</p> <p>Conformément à l'exigence obligatoire O3, l'offrant doit décrire douze (12) projets (les mêmes que ceux soumis en réponse à l'exigence O3) ayant été menés à bien dans les dix (10) dernières années.</p> <p>La description de chaque projet doit couvrir les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">Information sur le projet : catégorie du projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement :Information sur le client : nom, adresse, titre, numéro de téléphone de la personne-ressource au niveau opérationnel.Valeur du projet : Coûts totaux du travail ou du contrat commandé pour la portion du projet de la <u>catégorie indiquée</u>. Par exemple, si un projet a été achevé pour une évaluation environnementale de site (EES) de phase I et II, et que le projet est soumis pour une EES de phase I, alors seuls les coûts de l'EES de phase I seront pris en compte dans la valeur du projet.Portée et description du projet : Décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans la section 2.1 du volet 3 de l'appendice 3 de l'annexe A, « Énoncé de travail ». La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : les nouveaux contaminants, la conception d'un plan de travail, l'échantillonnage des sols, l'échantillonnage des sédiments, l'élaboration de valeurs toxicologiques de référence (VTR), la caractérisation des risques, l'évaluation des données toxicologiques, l'élaboration de modèles de sites conceptuels, l'approche axée sur le poids de la preuve, les études écologiques, les communications publiques, la santé et la sécurité, etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant devra préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.Gestion de projet : Décrire tous les éléments applicables de la gestion du projet utilisés pour le parachèvement de celui-ci, notamment :<ul style="list-style-type: none">l'intégration et la planification des travaux,la portée – structure de répartition du travail,l'échéancier et la gestion du temps,le suivi budgétaire,les rapports d'étape,			

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<ul style="list-style-type: none"> le contrôle de la qualité, le contrôle des changements, la gestion des ressources humaines, les communications, les risques associés au projet, l'approvisionnement, la protection de l'environnement. <p>Remarque à l'attention des offrants : Une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé. Aux fins de la présente évaluation, la désignation des postes dans les soumissions ou les modalités d'approvisionnement ne peut, à elle seule, constituer un exemple de projet, et il ne suffira pas non plus de fournir une liste de multiples projets pour répondre à l'exigence liée à ce critère.</p> <p>La vérification des références se fera à la seule discrétion du Canada, afin d'aider à l'évaluation du rendement en regard des projets antérieurs, en ce qui a trait aux budgets, aux échéanciers et à la qualité du travail.</p> <p>La réponse de l'offrant pour chaque projet ne doit pas dépasser 1 500 mots.</p>			
C1	<p>Client de chaque projet :</p> <p>Remarque à l'attention des offrants : ce critère sera évalué pour chacun des douze (12) projets.</p>	<p>Chaque projet soumis se verra accorder un maximum de quinze (15) points pour ce critère :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Organisme du gouvernement fédéral du Canada (ministères fédéraux canadiens, sociétés d'état, conseils, agences, etc.) – 15 points ii. Ministère ou société d'État d'un gouvernement provincial du Canada – 10 points iii. Autre ministère fédéral ou d'État hors du Canada – 7 points iv. Autres clients – 5 points 	180 points	
C2	<p>Valeur du projet (CAN) :</p> <p>d) <u>Projet d'EES phase I</u></p>	<p>Chaque projet soumis se verra accorder un maximum de dix (10) points pour ce critère :</p>	120 points	

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
		i. Égale ou supérieure à 70 000 \$ CAN – 10 points. ii. Égale ou supérieure à 10 000 \$ CAN, mais inférieure à 70 000 \$ CAN – 7 points iii. Inférieure à 10 000 \$ CAN – 3 points		
	e) <u>Projet d'EES phase II</u>	i. Égale ou supérieure à 150 000 \$ CAN – 10 points ii. Égale ou supérieure à 75 000 \$ CAN, mais inférieure à 150 000 \$ CAN – 7 points iii. Inférieure à 75 000 \$ CAN – 3 points		
	f) <u>Évaluation des risques pour l'environnement / Évaluation des risques pour la santé humaine.</u>	i. Égale ou supérieure à 150 000 \$ CAN – 10 points ii. Égale ou supérieure à 75 000 \$ CAN, mais inférieure à 150 000 \$ CAN – 7 points iii. Inférieure à 75 000 \$ CAN – 3 points		
	g) <u>Conception et gestion d'un projet d'assainissement de site</u>	i. Égale ou supérieure à 180 000 \$ CAN – 10 points ii. Égale ou supérieure à 75 000 \$ CAN, mais inférieure à		

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<p>h) <u>Projet d'évaluation des sédiments contaminés</u></p> <p>Remarque à l'attention des offrants : la valeur du projet sera évaluée pour chacun des douze (12) projets.</p>	<p>180 000 \$ CAN – 7 points</p> <p>iii. Inférieure à 75 000 \$ CAN – 3 points</p> <p>i. Égale ou supérieure à 200 000 \$ CAN – 10 points</p> <p>ii. Égale ou supérieure à 100 000 \$ CAN, mais inférieure à 200 000 \$ CAN – 7 points</p> <p>iii. Inférieure à 100 000 \$ CAN – 3 points</p>		
C3	<p>Gestion de projets :</p> <p>Remarque à l'attention des offrants : On demande aux offrants de préciser les trois (3) projets à évaluer. Les trois projets comprendront un des deux projets soumis dans les trois catégories suivantes :</p> <p>a. Évaluation des risques pour l'environnement/Évaluation des risques pour la santé humaine.</p> <p>b. Conception et gestion d'un projet d'assainissement de site</p> <p>c. Évaluation des sédiments contaminés</p> <p>Les offrants se verront accorder des points en fonction des éléments suivants :</p> <p>Gestion de projet : Décrire tous les éléments applicables de la gestion du projet utilisés pour le</p>	<p>Chacun des trois projets se verra accorder un maximum de 120 points pour ce critère :</p> <p>i. Recensement et établissement clair de 9 éléments ou plus – 120 points</p> <p>ii. Recensement et établissement clair de 8 éléments – 100 points</p> <p>iii. Recensement et établissement clair de 7 éléments – 80 points</p> <p>iv. Recensement et établissement clair de 6 éléments – 60 points</p> <p>v. Recensement et établissement clair de 5 éléments – 40 points</p> <p>vi. Établissement de moins de</p>	360 points	

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<p>parachèvement de celui-ci, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'intégration et la planification des travaux, • la portée – structure de répartition du travail, • l'échéancier et la gestion du temps, • le suivi budgétaire, • les rapports d'étape, • le contrôle de la qualité, • le contrôle des changements, • la gestion des ressources humaines, • les communications, • les risques associés au projet, • l'approvisionnement, • la protection de l'environnement. 	5 éléments – 0 point		
C4	<p>Gestion de la capacité :</p> <p>En plus des ressources proposées précisées dans l'organigramme pour l'exigence O3, l'offrant devra dresser la liste de toutes les ressources de projet ayant la capacité, les titres et l'expertise requis pour fournir la pleine gamme de services et de produits livrables énumérés dans les Services requis. Ces ressources formeront l'équipe de projet principale. Veuillez vous reporter à l'annexe A de l'énoncé de travail – volet 3 pour plus de détails sur l'expérience pertinente.</p> <p>L'offrant devra préciser le nombre de ressources des postes suivants, afin de démontrer la capacité de l'entreprise à offrir les services requis :</p> <p>a. Professionnel principal – minimum de 10 ans d'expérience pertinente</p>	<p>i. 16 ressources ou plus – 60 points</p> <p>ii. 8 à 15 ressources – 30 points</p> <p>iii. Moins de 8 ressources = 0 point</p>	300 points	

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	b. Professionnel intermédiaire – minimum de 5 ans d'expérience pertinente	i. 16 ressources ou plus = 60 points ii. 8 à 13 ressources – 30 points iii. Moins de 8 ressources – 5 points		
	f. Professionnel subalterne – minimum de 2 ans d'expérience pertinente	i. 10 ressources ou plus – 60 points. ii. 5 à 9 ressources – 30 points iii. Moins de 5 ressources – 5 points		
	g. Technologue principal – minimum de 8 ans d'expérience pertinente	i. 10 ressources ou plus – 60 points. ii. 5 à 9 ressources – 30 points iii. Moins de 5 ressources – 5 points		
	h. Technologue – minimum de 2 ans d'expérience pertinente	i. 10 ressources ou plus – 60 points. ii. 5 à 9 ressources – 30 points iii. Moins de 5 ressources – 5 points		

2. Expérience des ressources

Les ressources proposées pour les postes clés en vertu de l'exigence O4 sont évaluées plus en détail dans cette section.

2.1 L'offrant devra fournir le curriculum vitae de chaque ressource. Toutes les ressources doivent être à l'emploi direct de l'entreprise. De plus, les employés des entreprises formant une coentreprise sont considérés comme des employés directs, mais pas les sous-traitants.

Remarque à l'attention des offrants : Les curriculum vitae devraient comporter au plus deux pages et contenir les détails précis de toute l'information demandée, y compris :

- L'organisme d'accréditation, la date d'obtention de l'accréditation, le statut actuel.
- Tous les établissements d'enseignement postsecondaire, dates de fréquentation, titres de compétence obtenus. Les certificats, diplômes et grades les plus élevés obtenus dans les domaines pertinents par rapport au rôle proposé.
- les antécédents de travail et le nom des employeurs, les dates des emplois, les titres des postes et les responsabilités.

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<p>Les curriculums vitæ ne comptent pas au titre du nombre de pages requis pour la soumission technique du soumissionnaire.</p> <p>Remarque à l'attention des offrants : Veuillez inscrire les accréditations professionnelles valides et pertinentes reconnues par la province de l'Ontario. La note accordée reposera sur la question de savoir si la ressource a un permis de pratique pour le territoire en question et une accréditation adéquate. Le maximum de points (100 %) sera accordé à toute ressource possédant l'accréditation reconnue. L'Ontario est l'administration responsable de toutes les spécialisations relevant de l'Ontario, exception faite des accréditations qui ne sont pas délivrées à l'échelle régionale.</p> <p>2.2 Pour chacune des huit (8) ressources proposées, l'offrant doit fournir une brève description de deux (2) projets achevés qui démontrent l'expérience de chaque ressource dans le rôle proposé (totale de seize [16] projets).</p> <p>Pour que des points soient attribués relativement à un projet, le rôle de la ressource dans le cadre du projet soumis doit être le même que le rôle proposé pour le poste clé. De plus, le nom et le lieu du projet doivent être indiqués, sinon aucun point ne sera accordé. Dans le cas où plus de deux (2) projets seraient soumis, seul le premier de deux projets pertinents sera évalué dans le cadre de l'offre.</p> <p>Aux fins de l'évaluation, les projets similaires doivent être en lien avec des inspections de sites contaminés et devraient comprendre : des EES de phase I/II/III, une évaluation des risques pour la santé humaine propre au site, une évaluation des risques pour l'environnement propre au site, une évaluation des sédiments contaminés, une conception et un assainissement des sites ou sédiments contaminés. Si les projets présentés ne figurent pas dans ces catégories, la note « 0 » leur sera accordée.</p> <p>Les descriptions doivent inclure ce qui suit pour chacun des deux (2) projets présentés par ressource :</p> <p>Information sur le projet : catégorie du projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement :</p> <p>Information sur le client : nom, adresse, titre, numéro de téléphone de la personne-ressource au niveau opérationnel.</p> <p>a. Portée et description du projet : Décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans la section 2.1 du volet 3 de l'appendice 3 de l'annexe A, « Énoncé de travail ». La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : les nouveaux contaminants, la conception d'un plan de travail, l'échantillonnage des sols, l'échantillonnage des sédiments, l'élaboration de VTR, la caractérisation des risques, l'évaluation des données toxicologiques, l'élaboration de modèles de sites conceptuels, l'approche axée sur le poids de la preuve, les études écologiques, les communications publiques, la santé et la sécurité, etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant devra préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.</p> <p>2.3 Rôles et responsabilités de la ressource : Décrire les rôles, les titres et les responsabilités de la ressource, y compris son expérience technique et pratique dans le projet. L'offrant doit établir clairement et entièrement l'expérience pertinente liée au projet dans le rôle proposé, notamment pour ce qui est des éléments suivants, pour chacune des huit (8) catégories de ressource :</p>			

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition	
a. <u>Personne-ressource des OCIR</u>					
	<ul style="list-style-type: none">• coordination des programmes de travail• orientation stratégique• conseils techniques d'expert	<ul style="list-style-type: none">• risques associés au projet• liaison avec le client	<ul style="list-style-type: none">• communications avec les organismes de réglementation• communications avec les intervenants	<ul style="list-style-type: none">• ressources humaines• examen de niveau supérieur	<ul style="list-style-type: none">• assurance et contrôle de la qualité• règlement des différends
b. <u>Gestionnaire principal de projet :</u>					
	<ul style="list-style-type: none">• intégration des travaux et de la planification• portée• calendrier	<ul style="list-style-type: none">• budget• contrôle des changements• plans de santé et sécurité	<ul style="list-style-type: none">• qualité• ressources humaines	<ul style="list-style-type: none">• communications• risques associés au projet	<ul style="list-style-type: none">• approvisionnements liés au projet• protection de l'environnement
c. <u>Expert-conseil principal – Évaluation environnementale du site</u>					
	<ul style="list-style-type: none">• Planification et conception des plans de travail concernant l'échantillonnage et l'analyse de l'environnement• préparation de procédures normalisées d'exploitation• évaluation et interprétation des données d'évaluation du site	<ul style="list-style-type: none">• supervision du respect de la réglementation• examen de niveau supérieur• évaluation de multiples sources de données	<ul style="list-style-type: none">• conseils techniques d'expert• direction technique	<ul style="list-style-type: none">• direction des travaux complexes d'évaluation du site• direction technique	<ul style="list-style-type: none">• formulation de recommandations• préparation de rapports
d. <u>Évaluateur principal du risque – Toxicologue en santé humaine :</u>					
	<ul style="list-style-type: none">• planification et conception des évaluations des risques à la santé humaine propres à un site	<ul style="list-style-type: none">• préparation de procédures normalisées d'exploitation	<ul style="list-style-type: none">• conseils techniques d'expert	<ul style="list-style-type: none">• direction des travaux complexes d'évaluation des risques	<ul style="list-style-type: none">• formulation de recommandations

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<ul style="list-style-type: none"> • supervision du respect de la réglementation • évaluation des données toxicologiques pour les récepteurs humains 	<ul style="list-style-type: none"> • sélection ou établissement des VTR • évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve 	<ul style="list-style-type: none"> • examen de niveau supérieur • caractérisation des risques 	<ul style="list-style-type: none"> • direction technique • préparation de rapports
e. <u>Évaluateur principal du risque – terrestre ou faunique</u> :				
	<ul style="list-style-type: none"> • planification et conception des évaluations des risques environnementaux propres au site • supervision du respect de la réglementation • évaluation des données toxicologiques pour les récepteurs aquatiques et terrestres 	<ul style="list-style-type: none"> • préparation de procédures normalisées d'exploitation • sélection ou établissement des VTR • évaluation de multiples sources de données 	<ul style="list-style-type: none"> • conseils techniques d'expert • examen de niveau supérieur 	<ul style="list-style-type: none"> • direction des travaux complexes d'évaluation des risques • direction technique • enquêtes écologiques • formulation de recommandations • préparation de rapports • caractérisation des risques
f. <u>Hydrogéologue principal</u> :				
	<ul style="list-style-type: none"> • planification et conception des plans de travail concernant l'échantillonnage et l'analyse hydrogéologiques • supervision du respect de la réglementation • Interprétation des données hydrogéologiques 	<ul style="list-style-type: none"> • évaluation du transport et du devenir des contaminants • sélection ou établissement des VTR • évaluation de multiples sources de données 	<ul style="list-style-type: none"> • conseils techniques d'expert • examen de niveau supérieur 	<ul style="list-style-type: none"> • direction des travaux complexes d'évaluation hydrogéologiques • direction technique • formulation de recommandations • préparation de procédures normalisées d'exploitation • préparation de rapports
g. <u>Spécialiste principal en évaluation des sédiments</u> :				
	<ul style="list-style-type: none"> • planification et conception des plans de travail concernant l'échantillonnage et l'analyse des sédiments 	<ul style="list-style-type: none"> • planification et conception des analyses toxicologiques 	<ul style="list-style-type: none"> • conseils techniques d'expert 	<ul style="list-style-type: none"> • direction des travaux complexes d'évaluation des sédiments • formulation de recommandations

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<ul style="list-style-type: none"> évaluation et interprétation des données toxicologiques évaluation et interprétation des données de chimie 	<ul style="list-style-type: none"> supervision du respect de la réglementation évaluation de multiples sources de données 	<ul style="list-style-type: none"> examen de niveau supérieur direction technique élaboration de normes procédures opérationnelles. 	<ul style="list-style-type: none"> préparation de rapports
h. <u>Ingénieur principal en environnement – Projet de réhabilitation</u>				
	<ul style="list-style-type: none"> planification et conception des plans de travail de réhabilitation supervision du respect de la réglementation interprétation des données hydrogéologiques 	<ul style="list-style-type: none"> formulation de recommandations sélection ou établissement des VTR direction de travaux complexes de réhabilitation, y compris la supervision sur le site des entrepreneurs pour la durée des travaux de réhabilitation 	<ul style="list-style-type: none"> conseils techniques d'expert examen de niveau supérieur dessins détaillés de conception et spécifications pour les contrats de réhabilitation 	<ul style="list-style-type: none"> évaluation de multiples sources de données direction technique préparation de procédures normalisées d'exploitation préparation de rapports
C5	Scolarité L'offrant doit fournir les détails pertinents touchant la scolarité de chacune des ressources proposées pour les huit (8) postes clés. Inscrire les certificats, diplômes et grades les plus élevés obtenus dans les domaines pertinents par rapport au rôle proposé.	Chaque ressource se verra accorder un maximum de 15 points. i. Diplôme d'études universitaire (2 ^e cycle) – 15 points ii. Diplôme d'études universitaire (1 ^{er} cycle) – 10 points Diplôme d'études collégiales – 5 points	120 points	
C6	Titres de compétence L'offrant doit fournir pour chaque ressource les titres de compétence professionnelle pertinents. Voici les titres de compétence pertinents jugés acceptables : <ul style="list-style-type: none"> Ingénieur (ing.) Géoscientifique professionnel (PGeo), Biologiste professionnel (PBio ou RPBio) Chimiste professionnel (C.Chem) 	Chaque ressource se verra accorder un maximum de 5 points. i. Attestations reconnues – 5 points ii. Aucune attestation reconnue – 0 point	40 points	

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<ul style="list-style-type: none"> Diplôme de l'American Board of Toxicology (DABT) Professionnel de la gestion de projet (PGP) Spécialiste de l'environnement agréé (SE)* <p><i>*Le 1^{er} août 2010, le titre de spécialiste de l'environnement agréé du Canada (SEAC) a été fusionné sous le titre de Spécialiste en environnement. http://www.cecab.org/public/content.aspx?display=background</i></p>			
C7	Expérience de projet <u>L'offrant doit fournir deux (2) projets pour chacune des ressources suivantes :</u> a) Personne-ressource des OCIR <ul style="list-style-type: none"> Évaluation environnementale de site suivant les normes de l'Association canadienne de normalisation, évaluation des risques, évaluation des sédiments, ou assainissement des sites contaminés/des sédiments <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans une catégorie de projets différente parmi celles énumérées ci-dessus.</p>	10 points seront accordés pour chaque projet.	160 points	
	b) Gestionnaire principal de projet : <ul style="list-style-type: none"> évaluation des risques, évaluation des sédiments, ou Assainissement des sites contaminés/des sédiments <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans une catégorie de projets différente parmi celles énumérées ci-dessus.</p>	10 points seront accordés pour chaque projet.		
	c) Expert-conseil principal – Evaluation environnementale du site	10 points seront accordés pour chaque projet.		

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<ul style="list-style-type: none">- Évaluation environnementale des sites de phase I- évaluation environnementale des sites de phase III <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre un (1) projet pour chacune des deux catégories énumérées ci-dessus.</p>			
	<p>d) Hydrogéologue principal</p> <ul style="list-style-type: none">- assainissement des sites contaminés, ou- évaluation environnementale des sites de phase III <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant dans l'une ou l'autre des catégories énumérées ci-dessus.</p>	10 points seront accordés pour chaque projet.		
	<p>e) Évaluateur principal du risque – Toxicologue en santé humaine</p> <ul style="list-style-type: none">- évaluation des risques en santé humaine selon le cadre établi par le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (PASCF), ou- évaluation des risques en santé humaine selon les normes d'autres administrations <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant dans l'une ou l'autre des catégories énumérées ci-dessus.</p>	10 points seront accordés pour chaque projet.		
	<p>f) Évaluateur principal du risque – terrestre ou faunique</p> <ul style="list-style-type: none">- évaluation des risques environnementaux selon le cadre établi par le PASCF, ou- évaluation des risques environnementaux selon les normes d'autres administrations	10 points seront accordés pour chaque projet.		

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant dans l'une ou l'autre des catégories énumérées ci-dessus.</p>			
	<p>g) Spécialiste principal en évaluation des sédiments</p> <ul style="list-style-type: none"> - évaluation des sédiments contaminés selon le cadre du PASCF aquatiques ou selon le cadre Canada-Ontario, ou - évaluation des sédiments contaminés selon les normes d'autres administrations <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant dans l'une ou l'autre des catégories énumérées ci-dessus.</p>	10 points seront accordés pour chaque projet.		
	<p>h) Ingénieur principal en environnement – Projet de réhabilitation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conception de l'assainissement des sites ou des sédiments contaminés <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant dans la catégorie ci-dessus.</p>	10 points seront accordés pour chaque projet.		
C8	<p>Rôles et responsabilités de la ressource :</p> <p>La note reposera sur l'établissement des éléments précisés à la section 2.3 de ce tableau. Pour obtenir la totalité des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de l'employé pour le rôle proposé dans un autre projet.</p>	<p>v. Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments – 60 points</p> <p>vi. Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments – 40 points</p>	480 points	

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	Remarque à l'attention des offrants : <u>On demande aux offrants de préciser les huit (8) projets à évaluer.</u> Un (1) seul projet sera évalué pour chaque catégorie de ressource, pour un total de huit (8) projets.	vii. Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments – 20 points viii. Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins – 5 points		

Remarque à l'attention des offrants – Aux fins de soumission de la partie des projets répondant à l'exigence C8, il est conseillé aux offrants de fournir les renseignements demandés pour chaque projet sous forme de tableau, comme dans l'exemple suivant. Un autre format pourra être accepté dans la mesure où tous les renseignements exigés sont fournis.

Tableau d'exemple : Expert-conseil principal – Évaluation environnementale du site

	N° du projet
14. Catégorie du projet, emplacement, date de début et date d'achèvement	
15. Catégorie du projet	
16. Nom, titre et coordonnées des clients pour chaque projet	
17. Portée et description du projet	
18. Rôle de la ressource dans le projet	
19. Expert-conseil principal – Responsabilités relatives à l'EES <u>Critères d'évaluation</u> xii. Planification et conception des plans de travail concernant l'échantillonnage et l'analyse de l'environnement xiii. Préparation de procédures normalisées d'exploitation xiv. Supervision du respect de la réglementation xv. Évaluation et interprétation des données d'évaluation du site xvi. Examen de niveau supérieur xvii. Conseils techniques d'expert xviii. Direction technique xix. Direction des travaux complexes d'évaluation du site xx. Formulation de recommandations xxi. Préparation de rapports xxii. Évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve	

Volet 4 : Opérations gouvernementales de durabilité et d'écologisation

1.1 Critères techniques obligatoires

N°	Exigences obligatoires	Renvoi au numéro de page de la soumission
O1	<p>L'offrant doit démontrer qu'il possède l'expérience d'entreprise suivante : Au moins cinq (5) années d'expérience au cours des dix (10) dernières années dans les opérations de durabilité et d'écologisation, notamment dans toutes les catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- énergie,- émissions de gaz à effet de serre (GES),- changements climatiques,- adaptation et résilience,- bâtiments durables,- activités durables et- neutralité carbonique ou consommation énergétique nette nulle <p>Remarque à l'attention des offrants : Afin de démontrer l'expérience de l'entreprise, l'offrant doit fournir une liste des projets compris dans les catégories ci-dessus qu'il a menés à bien, en précisant notamment les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Catégorie du projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement• Nom de l'organisation cliente	
O2	<p>L'offrant doit fournir une brève description des projets achevés dans les sept (7) dernières années pour chacune des catégories suivantes (10 projets en tout). Si le nombre de projets soumis dépasse le nombre requis, l'équipe d'évaluation ne choisira que les dix (10) premiers projets soumis (seuls 10 projets seront évalués).</p> <p>14. Énergie/GES/changements climatiques, adaptation et résilience (6 projets)</p> <ul style="list-style-type: none">- Étude sur l'efficacité énergétique (1 projet)- Étude sur l'énergie propre/renouvelable (1 projet)- Projet de rénovation éconergétique majeure d'immeuble (2 projets)- Vérification ou études concernant les émissions de GES et l'inventaire des émissions de carbone (1 projet)- Stratégie d'adaptation ou de résilience climatique (1 projet) <p>15. Bâtiments durables (2 projets)</p> <ul style="list-style-type: none">- Vérification par une tierce partie, à l'aide de l'outil de <i>Leadership in Energy and Environmental Design</i> (LEED) (1 projet)- Vérification par une tierce partie, à l'aide d'un ou plusieurs outils d'évaluation précisés, autres que LEED ou BOMA BEST (1 projet) <p>16. Activités durables (1 projet)</p> <ul style="list-style-type: none">o Mobilisation des intervenants (1 projet) <p>17. Neutralité carbonique ou consommation énergétique nette nulle (1 projet)</p>	

N°	Exigences obligatoires	Renvoi au numéro de page de la soumission
	<p>Pour chaque projet présenté, l'offrant doit fournir les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Catégorie de projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement • Nom, titre et coordonnées des clients pour chaque projet • Valeur du projet • Portée et description du projet • Gestion de projets <p>Remarque à l'attention des offrants : Les dix (10) projets soumis seront évalués plus avant pour les critères d'évaluation cotés.</p>	
O3	<p>L'offrant doit proposer une ressource principale pour chaque poste clé ci-dessous, et chaque ressource principale doit avoir un minimum de 10 ans d'expérience dans un domaine pertinent :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Personne-ressource des OCIR 2. Gestionnaire principal de projet 3. Énergéticien principal <i>doit être membre de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario et être un ingénieur compétent reconnu (P.Eng ou ing.). L'offrant doit fournir avec sa soumission la preuve de cette qualification, en soumettant un exemplaire de son attestation professionnelle.</i> 4. Spécialiste principal certifié selon la norme LEED 5. Spécialiste principal en émissions de GES 6. Spécialiste principal en durabilité <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit fournir les renseignements suivants dans le curriculum vitae (les curriculums vitae ne doivent pas comprendre plus de deux pages) pour chacune des personnes proposées ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rôle des ressources - Nom de la personne proposée - Tous les établissements d'enseignement postsecondaire, dates de fréquentation, titres de compétence obtenus. - les antécédents de travail et le nom des employeurs, les dates des emplois, les titres des postes et les responsabilités. 	
O4	<p><u>Structure de l'organisation</u></p> <p>Les offrants doivent illustrer clairement la structure organisationnelle de leur équipe pour démontrer qu'ils adoptent une méthode de gestion logique qui maximise l'efficacité des travaux et permet l'achèvement des services requis. Les éléments suivants doivent notamment s'y trouver :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Organigramme de l'organisation des équipes de mise en œuvre. Cet organigramme doit illustrer les ressources essentielles à la mise en œuvre de chaque catégorie de projet précisée à O1. L'organigramme doit comprendre les noms des ressources essentielles précisées à O3. 	

N°	Exigences obligatoires	Renvoi au numéro de page de la soumission
	b. Les rôles, responsabilités, pouvoirs et obligations de rendre compte de l'équipe de mise en œuvre.	
O5	Méthode de gestion de projet L'offrant doit fournir de l'information sur la méthode de gestion de projet prévue pour cette exigence et décrire les processus qui seront mis en place pour assurer la livraison, dans les délais, de services de qualité conformes au budget et aux exigences. L'offrant doit préciser les stratégies de communication et les relations hiérarchiques internes retenues pour appuyer un règlement rapide et heureux des différents problèmes et interactions avec les intervenants. La méthode doit comprendre des processus établis pour, au moins : a. le suivi et la gestion de la portée, des coûts et du calendrier; b. la gestion du changement et de la configuration c. la gestion de la qualité – Description des procédures de gestion de la qualité de l'entreprise afin d'assurer la prestation de services de haute qualité d. la gestion des risques et problèmes e. les communications	

1.2 Critères techniques cotés

Le total maximal possible pour les critères techniques cotés est de 1 340 points. **Un résultat minimal de 70 % est exigé dans chacune des deux (2) sections des critères techniques cotés.** Si la soumission technique de l'offrant n'obtient pas au moins 70 % dans chacune des deux (2) sections, elle **ne sera pas évaluée plus avant.**

La répartition des points pour chaque critère coté se fait comme suit. Les soumissions seront examinées, évaluées et cotées en fonction de ce qui suit, afin d'établir les cotes techniques.

Critère	Nombre maximal de points possible	Note de passage minimale
5. Expérience de l'entreprise (C1 à C3)	710	497
6. Expérience des ressources (C4 à C7)	630	441

Afin d'obtenir des points techniques, les offrants doivent répondre aux exigences cotées en fournissant, dans leur proposition, une description qui explique, démontre ou prouve leur capacité à satisfaire à l'exigence ou leur approche pour y parvenir. Les réponses des offrants doivent être pertinentes, détaillées, claires et concises.

Les offrants doivent utiliser dans leur réponse le numéro unique qui désigne chaque critère coté ainsi que le titre correspondant. Les réponses de l'offrant aux critères cotés seront évaluées et notées conformément à la grille d'évaluation.

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
7. Expérience d'entreprise				
Conformément à l'exigence obligatoire O2, l'offrant doit décrire dix (10) projets (les mêmes que ceux soumis en réponse à l'exigence O2) ayant été menés à bien dans les dix (10) dernières années.				
Les descriptions de chaque projet doivent présenter les éléments suivants. Si des renseignements obligatoires ne sont pas fournis, l'offrant ne recevra aucun point pour le critère concerné :				
<ul style="list-style-type: none">a. Information sur le projet : catégorie du projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement :b. Information sur le client : nom, adresse, titre, numéro de téléphone de la personne-ressource au niveau opérationnel.c. Valeur du projet : Coûts totaux du travail ou du contrat commandé pour la portion du projet de la catégorie indiquée. Par exemple, si un projet a été achevé pour une vérification d'émissions de GES et une stratégie de résilience au climat, et qu'il est soumis pour une vérification d'émissions de GES, alors seuls les coûts de la portion du travail touchant la vérification des émissions de GES seront pris en compte dans la valeur du projet.d. Portée et description du projet : Décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans la section 2 du volet 4 de l'appendice 4 de l'annexe A, « Énoncé de travail ». La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie, en fonction des services exigés pour chacune, notamment :<ul style="list-style-type: none">• la modélisation énergétique,• les vérifications de la consommation d'eau,• les vérifications de la consommation d'énergie,• l'échantillonnage de la qualité de l'air intérieur,• l'évaluation Green Globe, etc.Si le projet est mené en coentreprise, l'offrant devra préciser les responsabilités incombant à chaque entreprise participant à chaque projet.e. Gestion de projet : Décrire tous les éléments applicables de la gestion du projet mobilisés pour le parachèvement de celui-ci, notamment :<ul style="list-style-type: none">• l'intégration et la planification des travaux,• la portée et la structure de répartition du travail,• l'échéancier et la gestion du temps,• le suivi budgétaire,• les rapports d'étape,• le contrôle de la qualité,• le contrôle des changements,• la gestion des ressources humaines,• les communications,				

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
<ul style="list-style-type: none"> les risques associés au projet, l'approvisionnement et la protection de l'environnement <p>Remarque à l'attention des offrants : Une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé. Aux fins de la présente évaluation, la désignation des postes dans les soumissions ou les modalités d'approvisionnement ne peut, à elle seule, constituer un exemple de projet, et il ne suffira pas non plus de fournir une liste de multiples projets pour répondre à l'exigence liée à ce critère.</p> <p>La vérification des références se fera à la seule discrétion du Canada, afin d'aider à l'évaluation du rendement en regard des projets antérieurs, en ce qui a trait aux budgets, aux échéanciers et à la qualité du travail.</p> <p>La réponse de l'offrant pour chaque projet ne doit pas dépasser 1 500 mots.</p>				
C1	Information sur les clients de chaque projet : <p>Remarque à l'attention des offrants : l'information sur les clients sera évaluée pour chacun des dix (10) projets.</p>	<p>Chaque projet soumis se verra accorder un maximum de dix (10) points pour ce critère :</p> <ul style="list-style-type: none"> v. Ministère ou société d'État du gouvernement fédéral – 10 points vi. Ministère ou société d'État d'un gouvernement provincial du Canada – 7,5 points vii. Autre ministère fédéral ou d'État hors du Canada – 5 points viii. Autres clients – 2,5 points. 	100 points	
C2	Gestion de projets : <p>Remarque à l'attention des offrants : On demande aux offrants de préciser les trois (3) projets à évaluer. Les trois projets comprendront les projets soumis (conformément à l'exigence obligatoire O2) dans les trois catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Énergie/GES/changements climatiques, stratégie d'adaptation et de résilience (1 projet) b) Bâtiments durables 	<p>Chacun des trois projets se verra accorder un maximum de 120 points pour ce critère :</p> <ul style="list-style-type: none"> vii. Recensement et établissement clair de 9 éléments ou plus – 120 points viii. Recensement et établissement clair de 8 éléments – 100 points 	360 points	

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	<p>c) Activités durables</p> <p>Les offrants se verront accorder des points en fonction des éléments suivants :</p> <p>Gestion de projet : Décrire tous les éléments applicables de la gestion du projet utilisés pour le parachèvement de celui-ci, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'intégration et la planification des travaux, • la portée et la structure de répartition du travail, • l'échéancier et la gestion du temps, • le suivi budgétaire, • les rapports d'étape, • le contrôle de la qualité, • le contrôle des changements, • la gestion des ressources humaines, • les communications, • les risques associés au projet, • l'approvisionnement • la protection de l'environnement 	<p>ix. Recensement et établissement clair de 7 éléments – 80 points</p> <p>x. Recensement et établissement clair de 6 éléments – 60 points</p> <p>xi. Recensement et établissement clair de 5 éléments – 40 points</p> <p>xii. Établissement de moins de 5 éléments – 0 point</p>		
C3	<p>Gestion des capacités</p> <p>En plus des ressources proposées précisées dans l'organigramme pour l'exigence O3, l'offrant devra dresser la liste de toutes les ressources de projet ayant la capacité, les titres et l'expertise requis pour fournir la pleine gamme de services et de produits livrables énumérés dans les Services requis. Ces ressources formeront l'équipe de projet principale. Veuillez vous reporter à l'annexe A de l'énoncé de travail – volet 4 pour plus de détails sur l'expérience pertinente.</p> <p>L'offrant devra préciser le nombre de ressources des postes suivants, afin de démontrer la capacité de l'entreprise à offrir les services requis :</p>		250 points	

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	a. Professionnel principal – minimum de 10 ans d'expérience pertinente	iv. 10 ressources ou plus – 50 points. v. 5 à 9 ressources – 30 points vi. Moins de 5 ressources = 0 point		
	b. Professionnel intermédiaire – minimum de 5 ans d'expérience pertinente	i. 10 ressources ou plus – 50 points. ii. 5 à 9 ressources – 30 points iii. Moins de 5 ressources = 0 point		
	c. Professionnel subalterne – minimum de 2 ans d'expérience pertinente	iv. 10 ressources ou plus – 50 points. v. 5 à 9 ressources – 30 points vi. Moins de 5 ressources = 10 points		
	d. Technologue principal – minimum de 8 ans d'expérience pertinente	iv. 10 ressources ou plus – 50 points. v. 5 à 9 ressources – 30 points vi. Moins de 5 ressources = 10 points		
	e. Technologue – minimum de 2 ans d'expérience pertinente	i. 10 ressources ou plus – 40 points. ii. 5 à 9 ressources – 20 points iii. Moins de 5 ressources – 10 points		

3. Expérience des ressources

Les ressources proposées pour les postes clés en vertu de l'exigence O3 sont évaluées plus en détail dans cette section.

2.1 L'offrant devra fournir le curriculum vitae de chaque personne. Toutes les personnes doivent être à l'emploi direct de l'entreprise. De plus, les employés des entreprises formant une coentreprise sont considérés comme des employés directs, mais pas les sous-traitants.

Remarque à l'attention des offrants : Les curriculum vitae devraient comporter au plus deux pages et contenir les détails précis de toute l'information demandée, y compris :

d. l'organisme d'accréditation, la date d'obtention de l'accréditation, le statut actuel.

e. Tous les établissements d'enseignement postsecondaire, dates de fréquentation, titres de compétence obtenus, les certificats, diplômes et grades les plus élevés obtenus dans les domaines pertinents par rapport au rôle proposé.

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	<p>f. les antécédents de travail et le nom des employeurs, les dates des emplois, les titres des postes et les responsabilités.</p> <p>Les curriculums vitæ ne comptent pas au titre du nombre de pages requis pour la soumission technique du soumissionnaire.</p> <p>Remarque à l'attention des offrants : Veuillez inscrire les accréditations professionnelles valides et pertinentes reconnues par la province de l'Ontario. La note accordée reposera sur la question de savoir si la ressource a un permis de pratique pour le territoire en question et une accréditation adéquate. Le maximum de points (100 %) sera accordé à toute ressource possédant l'accréditation reconnue. L'Ontario est l'administration responsable de toutes les spécialisations relevant de l'Ontario, exception faite des accréditations qui ne sont pas délivrées à l'échelle régionale.</p> <p>2.2 Pour chacune des cinq (5) ressources proposées, l'offrant doit fournir une brève description de deux (2) projets achevés qui démontrent l'expérience de chaque ressource dans le rôle proposé (total de douze [12] projets).</p> <p>Pour que des points soient attribués relativement à un projet, le rôle de la ressource dans le cadre du projet soumis doit être le même que le rôle proposé pour le poste clé. De plus, le nom et le lieu du projet doivent être indiqués, sans quoi aucun point ne sera accordé. Dans le cas où plus de deux (2) projets seraient soumis, seul le premier de deux projets pertinents sera évalué dans le cadre de l'offre.</p> <p>Aux fins de l'évaluation, les projets similaires doivent être en lien avec les catégories de développement durable et d'écologisation par le gouvernement, comme l'énergie/les GES/le changement climatique, l'adaptation et la résilience, les bâtiments durables, les activités durables ou les plans de neutralité carbonique ou de consommation énergétique nette nulle. Si les projets présentés ne figurent pas dans ces catégories, la note « 0 » leur sera accordée.</p> <p>Les descriptions doivent inclure ce qui suit pour chacun des deux (2) projets présentés par ressource :</p> <p>a. Information sur le projet : catégorie du projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement :</p> <p>b. Information sur le client : nom, adresse, titre, numéro de téléphone de la personne-ressource au niveau opérationnel.</p> <p>c. Portée et description du projet : Décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans la section 2.1 du volet 4 de l'appendice 3 de l'annexe A, « Énoncé de travail ». La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie, en fonction des services exigés pour chacune, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• la modélisation énergétique,• les vérifications de la consommation d'eau,• les vérifications de la consommation d'énergie,• l'échantillonnage de la qualité de l'air intérieur,• l'évaluation Green Globe, etc. <p>Si le projet est mené en coentreprise, l'offrant devra préciser les responsabilités incombant à chaque entreprise participant à chaque projet.</p>			

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
<p>a. Rôles et responsabilités de la ressource : Décrire les rôles, les titres et les responsabilités de la ressource, y compris son expérience technique et pratique dans le projet. L'offrant doit établir clairement et entièrement l'expérience pertinente liée au projet dans le rôle proposé, notamment pour ce qui est des éléments suivants, pour chacune des six (6) catégories de ressource :</p> <p>a) <u>Personne-ressource des OCIR</u> :</p> <ul style="list-style-type: none">i. coordination des programmes de travailii. orientation stratégiqueiii. risques associés au projetiv. liaison avec le clientv. conseils techniques d'expertvi. communications avec les organismes de réglementation et les intervenantsvii. ressources humainesviii. examen de niveau supérieurix. assurance et contrôle de la qualitéx. règlement des différends <p>b) <u>Gestionnaire principale de projet</u> :</p> <ul style="list-style-type: none">i. intégration des travaux et de la planificationii. portéeiii. calendrieriv. coordination de multiples intervenantsv. budgetvi. contrôle des changementsvii. qualitéviii. ressources humainesix. communicationsx. approvisionnements liés au projetxi. risques associés au projet <p>c) <u>Énergéticien principal</u> :</p> <ul style="list-style-type: none">i. planification et conceptionii. évaluation et interprétation des données du siteiii. formulation de recommandationsiv. préparation de rapportsv. examen de niveau supérieurvi. conseils techniques d'expertvii. direction technique énergétiqueviii. interprétation des résultats de la modélisation énergétiqueix. modélisation énergétique et thermiquex. coordination de multiples intervenantsxi. stratégies de conception de bâtimentsxii. amélioration de l'efficacité des bâtiments existantsxiii. utilisation d'un système de contrôle automatique de bâtiments pour la mise en œuvre de mesures correctives ou de projets d'immobilisationsxiv. activités de mesurage et de vérification				

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	<p>d) <u>Spécialiste principal certifié selon la norme <i>Leadership in Energy and Environmental Design</i> (LEED)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> i. planification et conception ii. évaluation et interprétation des données du site soumises pour la certification LEED iii. formulation de recommandations iv. préparation de rapports v. examen de niveau supérieur vi. conseils techniques d'expert vii. direction technique LEED viii. surveillance de la conformité à la norme LEED ix. mise en œuvre de stratégies, y compris avec de la documentation x. Concepts de conception des bâtiments et méthodes de prestation xi. réponse aux implications techniques des décisions en matière de conception xii. coordination de multiples intervenants <p>e) <u>Spécialiste principal en émissions de GES :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> i. planification et conception, évaluation et interprétation des données de GES ii. direction technique des GES iii. gestion comptable des émissions des champs d'application 1 et 2 iv. formulation de recommandations v. préparation de rapports vi. examen de niveau supérieur vii. conseils techniques d'expert viii. orientations globales et stratégiques des stratégies de réduction des GES ix. coordination de multiples intervenants x. stratégies de conception orientées vers une amélioration du rendement énergétique xi. atteindre des objectifs de rendement élevé d'immeuble (neutralité carbonique ou consommation énergétique nette nulle) xii. mesures de durabilité et d'économie d'énergie, avec les calculs permettant d'en démontrer les avantages. <p>f) <u>Spécialiste principal en durabilité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> i. planification et conception ii. formulation de recommandations iii. préparation de rapports iv. examen de niveau supérieur v. conseils techniques d'expert vi. gestion de la prestation des services de durabilité et d'analyse nécessaires au projet vii. animation d'ateliers portant sur la durabilité ou de séances de remue-ménages viii. élaboration de stratégies touchant les possibilités en matière de durabilité ix. intégration d'équipes interfonctionnelles afin d'atteindre les objectifs en matière de durabilité x. élaboration de stratégies xi. coordination de multiples intervenants xii. trouver et élaborer des mesures de durabilité et d'économie d'énergie xiii. direction technique en durabilité 			

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
C4	Scolarité L'offrant doit fournir les détails pertinents touchant la scolarité de chacune des ressources proposées pour les postes clés. Dresser la liste des certificats, diplômes et grades les plus élevés obtenus dans les domaines pertinents par rapport au rôle proposé.	Chaque ressource se verra accorder un maximum de 10 points. <ol style="list-style-type: none"> Diplôme d'études universitaire (2^e cycle) – 10 points Diplôme d'études universitaire (1^{er} cycle) – 7 points Diplôme d'études collégiales – 5 points 	60 points	
C5	Titres de compétence L'offrant doit fournir pour chaque ressource les titres de compétence professionnelle pertinents. Voici les titres de compétence pertinents jugés acceptables : <ul style="list-style-type: none"> Ingénieur (ing.) LEED Green Associate Professionnel accrédité LEED (LEED AP) avec spécialisation (BD+C, O+M, ID+C, HOMES, ND), Professionnel de la gestion de projet (PGP) Professionnel accrédité WELL (WELL AP), Gestionnaire de l'énergie certifié (CEM), Professionnel certifié en mesurage et vérification (CMVP), Spécialiste de l'environnement – quantificateur de GES – SE(GES) 	Chaque ressource se verra accorder un maximum de 5 points. <ol style="list-style-type: none"> Attestations reconnues – 5 points Aucune attestation reconnue – 0 point 	30 points	
C6	Expérience de projet L'offrant doit fournir deux (2) projets pour chacune des catégories de ressources suivantes : <ol style="list-style-type: none"> <u>Personne-ressource des OCIR</u> : <ul style="list-style-type: none"> études sur l'énergie propre/renouvelable 	15 points seront accordés pour chaque projet.	180 points	

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	<ul style="list-style-type: none"> • vérification par une tierce partie, à l'aide de l'outil LEED <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans une catégorie de projets différente parmi celles énumérées ci-dessus.</p>			
	<p>b. <u>Gestionnaire principal de projet</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • études sur l'énergie propre/renouvelable • activités durables <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans une catégorie de projets différente parmi celles énumérées ci-dessus.</p>	15 points seront accordés pour chaque projet.		
	<p>c. <u>Énergéticien principal</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Neutralité carbonique ou consommation énergétique nette nulle • vérification ou études concernant les émissions de GES et l'inventaire des émissions de carbone <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans une catégorie de projets différente parmi celles énumérées ci-dessus.</p>	15 points seront accordés pour chaque projet.		
	<p>d. <u>Spécialiste principal certifié selon la norme LEED</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérification par une tierce partie, à l'aide de l'outil LEED • Vérification par une tierce partie, à l'aide d'un ou plusieurs outils d'évaluation précisés, autres que LEED ou BOMA BEST (1 projet) <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans une catégorie de projets différente parmi celles énumérées ci-dessus.</p>	15 points seront accordés pour chaque projet.		

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi au numéro de page de la soumission
	<p>e. <u>Spécialiste principal en émissions de GES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Vérification ou études concernant les émissions de GES et l'inventaire des émissions de carbone (1 projet) Études sur l'énergie propre/renouvelable <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans une catégorie de projets différente parmi celles énumérées ci-dessus.</p>	15 points seront accordés pour chaque projet.		
	<p>f. <u>Personnel du spécialiste principal en durabilité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> activités durables mobilisation des intervenants <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans une catégorie de projets différente parmi celles énumérées ci-dessus.</p>	15 points seront accordés pour chaque projet.		
C7	<p>Rôles et responsabilités de la ressource :</p> <p>La note reposera sur l'établissement des éléments précisés à la section 2.3 de ce tableau. Pour obtenir la totalité des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de l'employé pour le rôle proposé dans un autre projet.</p> <p>Remarque à l'attention des offrants : <u>On demande aux offrants de préciser les six (6) projets à évaluer.</u> Un (1) seul projet sera évalué pour chaque catégorie de ressource, pour un total de six (6) projets.</p>	<p>ix. Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments – 60 points</p> <p>x. Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments – 40 points</p> <p>xi. Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments – 20 points</p> <p>xii. Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins – 5 points</p>	360 points	

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Remarque à l'attention des offrants – Aux fins de soumission de la partie des projets répondant aux exigences C6 et C7, il est conseillé aux offrants de fournir les renseignements demandés pour chaque projet sous forme de tableau, comme dans l'exemple suivant. Un autre format pourra être accepté dans la mesure où tous les renseignements exigés sont fournis.

Exemple de tableau : Spécialiste principal certifié selon la norme LEED

	N° du projet
20. Catégorie du projet, emplacement, date de début et date d'achèvement	
21. Catégorie du projet	
22. Nom, titre et coordonnées des clients pour chaque projet	
23. Portée et description du projet	
24. Rôle de la ressource dans le projet	
25. Spécialiste principal certifié selon la norme <i>Leadership in Energy and Environmental Design</i> (LEED)	
<u>Critères d'évaluation</u> i. Planification et conception ii. évaluation et interprétation des données du site soumises pour la certification LEED iii. formulation de recommandations iv. préparation de rapports v. examen de niveau supérieur vi. conseils techniques d'expert vii. direction technique LEED viii. surveillance de la conformité à la norme LEED ix. mise en œuvre de stratégies, y compris avec de la documentation x. Concepts de conception des bâtiments et méthodes de prestation xi. réponse aux implications techniques des décisions en matière de conception xxiii. coordination de multiples intervenants	

Volet 5 : Services d'expert-conseil pour les sites contaminés – Marchés réservés aux Autochtones

Note à l'intention des offrants : L'offrant doit attester dans sa proposition que son entreprise ou sa coentreprise est autochtone au sens de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones.

1.1 Critères techniques obligatoires

N°	Exigences obligatoires	Renvoi à la proposition
O1	<p>L'offrant doit être un entrepreneur environnemental agréé, certifié ou autorisé à fournir les services environnementaux et professionnels requis, dans toute la mesure prescrite par les lois fédérales et provinciales applicables aux services d'experts-conseils en sites contaminés dans la province de l'Ontario.</p> <p>À cet égard, l'offrant doit fournir avec sa proposition, à la clôture de l'invitation à soumissionner, une copie du certificat d'approbation ou de l'autorisation valide, ou une lettre de confirmation de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario ou de l'Ordre des géoscientifiques professionnels de l'Ontario.</p>	
O2	<p>L'offrant doit démontrer qu'il possède l'expérience d'entreprise suivante : Au moins cinq (5) années d'expérience au cours des dix (10) dernières années dans le domaine des sites contaminés, notamment dans toutes les catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Évaluation environnementale de site- Évaluation des risques pour l'environnement et la santé humaine.- Évaluation des sédiments contaminés- Assainissement des sites contaminés <p><i>Remarque à l'attention des offrants : Afin de démontrer l'expérience de l'entreprise, l'offrant doit fournir une liste des projets compris dans les catégories ci-dessus qu'il a menés à bien, en précisant notamment les renseignements suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• <i>Catégorie du projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement</i>• <i>Nom de l'organisation cliente</i>	
O3	<p>L'offrant doit fournir une brève description de deux (2) projets achevés dans les dix (10) dernières années pour chacune des catégories suivantes (14 projets en tout). Si le nombre de projets soumis dépasse le nombre requis pour chacune des catégories de projets, l'équipe d'évaluation n'examinera que les quatorze (14) premiers projets soumis (seuls 14 projets seront évalués).</p> <p>18. EES de phase I (2 projets) 19. EES de phase II (2 projets) 20. Évaluation des risques pour la santé humaine (2 projets) 21. Évaluation des risques pour l'environnement (2 projets) 22. Conception et gestion d'un projet d'assainissement de site (2 projets) 23. Projet d'évaluation des sédiments contaminés (2 projets) 24. Projet lié à l'une ou l'autre des catégories ci-dessus (catégories 1 à 6) qui comprenait une consultation publique (2 projets)</p>	

N°	Exigences obligatoires	Renvoi à la proposition
	<p>Pour chaque projet présenté, l'offrant doit fournir les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Catégorie de projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement • Nom, titre et coordonnées des clients pour chaque projet • Valeur du projet • Portée et description du projet • Gestion de projets <p>Remarque à l'attention des offrants : Les quatorze (14) projets soumis seront évalués plus avant pour les critères d'évaluation cotés.</p>	
04	<p>L'offrant doit proposer une ressource principale pour chaque poste clé ci-dessous, et chaque ressource doit avoir un minimum de 10 ans d'expérience dans un domaine pertinent :</p> <ol style="list-style-type: none"> 9. Personne-ressource des OCIR 10. Gestionnaire principal de projet 11. Expert-conseil principal – EES : <i>doit être inscrit à titre de personne qualifiée, évaluation environnementale de site en vertu du Règlement 153/04 de l'Ontario et de ses modifications successives. L'offrant doit joindre à sa soumission une preuve que la personne qualifiée EES possède les qualifications requises en vertu du Règlement 153/04, et de ses modifications, en présentant une copie de son attestation professionnelle (Ing., P.Geo ou les deux).</i> 12. Évaluateur principal du risque – Toxicologue en santé humaine : <i>doit être inscrit à titre de personne qualifiée, évaluation de risque, en vertu du Règlement 153/04 de l'Ontario et de ses modifications successives. L'offrant doit joindre à sa soumission la preuve que la personne qualifiée en évaluation des risques toxicologiques possède les qualifications requises en vertu du Règlement 153/04, et de ses modifications, en présentant les parties 8 et 10 d'un formulaire « Soumission préliminaire sur l'évaluation du risque » accepté par le MEACC, identifiant la ressource proposée comme personne qualifiée dans la présente soumission.</i> 13. Évaluateur du risque/Toxicologue terrestre ou faunique principal (écotoxicologue) 14. Hydrogéologue principal 15. Spécialiste principal en évaluation des sédiments 16. Ingénieur principal en environnement – Projet de réhabilitation : <i>doit être membre de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario et être un ingénieur compétent reconnu (P.Eng ou ing.). L'offrant doit fournir avec sa soumission la preuve de cette qualification, en soumettant un exemplaire de son attestation professionnelle. Les offrants doivent joindre à leur soumission une preuve que l'ingénieur principal en environnement – projet de réhabilitation, est reconnu Ing., en soumettant un exemplaire de son attestation professionnelle.</i> 	

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Exigences obligatoires	Renvoi à la proposition
	<p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit fournir les renseignements suivants dans le curriculum vitæ (les curriculums vitæ ne doivent pas comprendre plus de deux pages) pour chacune des personnes proposées ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none">- Rôle des ressources- Nom de la personne proposée- Tous les établissements d'enseignement postsecondaire, dates de fréquentation, titres de compétence obtenus.- les antécédents de travail et le nom des employeurs, les dates des emplois, les titres des postes et les responsabilités.	
O5	<p><u>Structure de l'organisation</u></p> <p>Les offrants doivent illustrer clairement la structure organisationnelle de leur équipe pour démontrer qu'ils adoptent une méthode de gestion logique qui maximise l'efficacité des travaux et permet l'achèvement des services requis. Les éléments suivants doivent notamment s'y trouver :</p> <ul style="list-style-type: none">a. Organigramme de l'organisation des équipes de mise en œuvre. Cet organigramme doit illustrer les ressources essentielles à la mise en œuvre de chaque catégorie de projet précisée à O2. L'organigramme doit comprendre les noms des ressources essentielles précisées à O4.b. Les rôles, responsabilités, pouvoirs et obligations de rendre compte de l'équipe de mise en œuvre.	
O6	<p><u>Méthode de gestion de projet</u></p> <p>L'offrant doit fournir de l'information sur la méthode de gestion de projet prévue pour cette exigence et décrire les processus qui seront mis en place pour assurer la livraison, dans les délais, de services de qualité conformes au budget et aux exigences. L'offrant doit préciser les stratégies de communication et les relations hiérarchiques internes retenues pour appuyer un règlement rapide et heureux des différents problèmes et interactions avec les intervenants.</p> <p>La méthode doit comprendre des processus établis pour, au moins :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le suivi et la gestion de la portée, des coûts et du calendrier;b. la gestion du changement et de la configurationc. la gestion de la qualité – Description des procédures de gestion de la qualité de l'entreprise afin d'assurer la prestation de services de haute qualitéd. la gestion des risques et problèmese. les communications	

2.2 Critères techniques cotés

Le total maximal possible pour les critères techniques cotés est de 1 890 points. **Un résultat minimal de 70 % est exigé dans chacune des deux (2) sections des critères techniques cotés.** Si la soumission technique de l'offrant n'obtient pas au moins 70 % dans chacune des deux (2) sections, elle **ne sera pas évaluée plus avant.**

La répartition des points pour chaque critère coté se fait comme suit. Les soumissions seront examinées, évaluées et cotées en fonction de ce qui suit, afin d'établir les cotes techniques.

Critère	Nombre maximal de points possible	Note de passage minimale
7. Expérience de l'entreprise (C1 à C4)	1010	707
8. Expérience des ressources (C5 à C8)	880	616

Afin d'obtenir des points techniques, les offrants doivent répondre aux exigences cotées en fournissant, dans leur proposition, une description qui explique, démontre ou prouve leur capacité à satisfaire à l'exigence ou leur approche pour y parvenir. Les réponses des offrants doivent être pertinentes, détaillées, claires et concises.

Les offrants doivent utiliser dans leur réponse le numéro unique qui désigne chaque critère coté ainsi que le titre correspondant. Les réponses de l'offrant aux critères cotés seront évaluées et notées conformément à la grille d'évaluation.

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
9.	Expérience d'entreprise L'offrant devra décrire comment l'équipe sera structurée, sur les plans de la démarche et de la méthodologie, pour assurer les services requis. L'offrant devra démontrer qu'il a la capacité d'offrir tous les services requis en assurant une gestion responsable. Conformément à l'exigence obligatoire O3, l'offrant doit décrire douze (12) projets (les mêmes que ceux soumis en réponse à l'exigence O3) ayant été menés à bien dans les dix (10) dernières années. La description de chaque projet doit comporter ce qui suit : <ul style="list-style-type: none">7. Information sur le projet : catégorie du projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement :8. Information sur le client : – nom, adresse, titre, numéro de téléphone de la personne-ressource au niveau opérationnel.9. Valeur du projet : Coûts totaux du travail ou du contrat commandé pour la portion du projet de la catégorie indiquée. Par exemple, si un projet a été achevé pour une évaluation environnementale de site (EES) de phase I et II, et que le projet est soumis pour une EES de phase I, alors seuls les coûts de l'EES de phase I seront pris en compte dans la valeur du projet. Autre exemple : si un projet			

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<p>comprend une consultation publique, alors seuls les coûts associés à cette consultation doivent être inclus.</p> <p>10. Portée et description du projet : Décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans la section 2.1 du volet 3 de l'annexe A, « Énoncé de travail ». La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : les nouveaux contaminants, la conception d'un plan de travail, l'échantillonnage des sols, l'échantillonnage des sédiments, l'élaboration de VTR, la caractérisation des risques, l'évaluation des données toxicologiques, l'élaboration de modèles de sites conceptuels, l'approche axée sur le poids de la preuve, les études écologiques, les communications publiques, les consultations publiques, la santé et la sécurité, etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant devra préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.</p> <p>11. Gestion de projet : Décrire tous les éléments applicables de la gestion du projet utilisés pour le parachèvement de celui-ci, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'intégration et la planification des travaux,• la portée – structure de répartition du travail,• l'échéancier et la gestion du temps,• le suivi budgétaire,• les rapports d'étape,• le contrôle de la qualité,• le contrôle des changements,• la gestion des ressources humaines,• les communications,• les risques associés au projet,• l'approvisionnement,• la protection de l'environnement. <p>Remarque à l'attention des offrants : Une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé. Aux fins de la présente évaluation, la désignation des postes dans les soumissions ou les modalités d'approvisionnement ne peut, à elle seule, constituer un exemple de projet, et il ne suffira pas non plus de fournir une liste de multiples projets pour répondre à l'exigence liée à ce critère.</p> <p>La vérification des références se fera à la seule discrétion du Canada, afin d'aider à l'évaluation du rendement en regard des projets antérieurs, en ce qui a trait aux budgets, aux échéanciers et à la qualité du travail.</p> <p>La réponse de l'offrant pour chaque projet ne doit pas dépasser 1 500 mots.</p>			
C1	Client de chaque projet :	Chaque projet soumis se verra accorder un maximum de quinze (15) points pour ce critère : ix. Organisme du gouvernement fédéral du Canada (ministères fédéraux	210 points	

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	Remarque à l'attention des offrants : ce critère sera évalué pour chacun des quatorze (14) projets.	canadiens, sociétés d'état, conseils, agences, etc.) – 15 points x. Ministère ou société d'État d'un gouvernement provincial du Canada – 10 points xi. Autre ministère fédéral ou d'État hors du Canada – 7 points xii. Autres clients – 5 points		
C2	Valeur du projet (CAN) : i) <u>Projet d'EES phase I</u>	Chaque projet soumis se verra accorder un maximum de dix (10) points pour ce critère : iv. Égale ou supérieure à 70 000 \$ CAN – 10 points. v. Égale ou supérieure à 10 000 \$ CAN, mais inférieure à 70 000 \$ CAN – 7 points vi. Inférieure à 10 000 \$ CAN – 3 points	140 points	
	j) <u>Projet d'EES phase II</u>	iv. Égale ou supérieure à 150 000 \$ CAN – 10 points v. Égale ou supérieure à 75 000 \$ CAN, mais inférieure à 150 000 \$ CAN – 7 points vi. Inférieure à 75 000 \$ CAN – 3 points		
	k) <u>Évaluation des risques pour l'environnement/Évaluation des risques pour la santé humaine.</u>	iv. Égale ou supérieure à 150 000 \$ CAN – 10 points v. Égale ou supérieure à 75 000 \$ CAN,		

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
		mais inférieure à 150 000 \$ CAN – 7 points vi. Inférieure à 75 000 \$ CAN – 3 points		
	l) <u>Conception et gestion d'un projet d'assainissement de site</u>	iv. Égale ou supérieure à 180 000 \$ CAN – 10 points v. Égale ou supérieure à 75 000 \$ CAN, mais inférieure à 180 000 \$ CAN – 7 points vi. Inférieure à 75 000 \$ CAN – 3 points		
	m) <u>Projet d'évaluation des sédiments contaminés</u>	iv. Égale ou supérieure à 200 000 \$ CAN – 10 points v. Égale ou supérieure à 100 000 \$ CAN, mais inférieure à 200 000 \$ CAN – 7 points vi. Inférieure à 100 000 \$ CAN – 3 points		
	n) <u>Consultation publique</u> Remarque à l'attention des offrants : la valeur du projet sera évaluée pour chacun des quatorze (14) projets.	i. Égale ou supérieure à 35 000 \$ – 10 points. ii. Égale ou supérieure à 5 000 \$, mais moins de 35 000 \$ – 5 points iii. Moins de 5 000 \$ – 3 points		
C3	Gestion de projets : Remarque à l'attention des offrants : On demande aux offrants de préciser les trois (3) projets à évaluer. Les trois projets comprendront un des	Chacun des trois projets se verra accorder un maximum de 120 points pour ce critère :	360 points	

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<p>deux projets soumis dans les trois catégories suivantes :</p> <p>a. Évaluation des risques pour l'environnement / Évaluation des risques pour la santé humaine.</p> <p>b. Conception et gestion d'un projet d'assainissement de site</p> <p>c. Évaluation des sédiments contaminés</p> <p>Les offrants se verront accorder des points en fonction des éléments suivants :</p> <p>Gestion de projet : Décrire tous les éléments applicables de la gestion du projet utilisés pour le parachèvement de celui-ci, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'intégration et la planification des travaux, • la portée – structure de répartition du travail, • l'échéancier et la gestion du temps, • le suivi budgétaire, • les rapports d'étape, • le contrôle de la qualité, • le contrôle des changements, • la gestion des ressources humaines, • les communications, • les risques associés au projet, • l'approvisionnement, • la protection de l'environnement. 	<p>xiii. Recensement et établissement clair de 9 éléments – 120 points</p> <p>xiv. Recensement et établissement clair de 8 éléments – 100 points</p> <p>xv. Recensement et établissement clair de 7 éléments – 80 points</p> <p>xvi. Recensement et établissement clair de 6 éléments – 60 points</p> <p>xvii. Recensement et établissement clair de 5 éléments – 40 points</p> <p>xviii. Recensement, preuves nettes à l'appui, de 3 éléments – 20 points</p> <p>xix. Recensement, preuves nettes à l'appui, de moins de 2 éléments – 0 point.</p>		

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
C4	Gestion des capacités En plus des ressources proposées précisées dans l'organigramme pour l'exigence O3, l'offrant devra dresser la liste de toutes les ressources de projet ayant la capacité, les titres et l'expertise requis pour fournir la pleine gamme de services et de produits livrables énumérés dans les Services requis. Ces ressources formeront l'équipe de projet principale. Veuillez vous reporter à l'annexe A de l'énoncé de travail – volet 3 pour plus de détails sur l'expérience pertinente. L'offrant devra préciser le nombre de ressources des postes suivants, afin de démontrer la capacité de l'entreprise à offrir les services requis :		300 points	
	c. Professionnel principal – minimum de 10 ans d'expérience pertinente	vii. 16 ressources ou plus – 60 points viii. 8 à 15 ressources – 30 points ix. Moins de 8 ressources = 0 point		
	d. Professionnel intermédiaire – minimum de 5 ans d'expérience pertinente	iv. 16 ressources ou plus = 60 points v. 8 à 13 ressources – 30 points vi. Moins de 8 ressources – 5 points		
	i. Professionnel subalterne – minimum de 2 ans d'expérience pertinente	vii. 10 ressources ou plus – 60 points. viii. 5 à 9 ressources – 30 points ix. Moins de 5 ressources – 5 points		
		vii. 10 ressources ou plus – 60 points.		

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	j. Technologue principal – minimum de 8 ans d'expérience pertinente	viii. 5 à 9 ressources – 30 points ix. Moins de 5 ressources – 5 points		
	k. Technologue – minimum de 2 ans d'expérience pertinente	i. 10 ressources ou plus – 60 points. ii. 5 à 9 ressources – 30 points iii. Moins de 5 ressources – 5 points		

4. Expérience des ressources

Les ressources proposées pour les postes clés en vertu de l'exigence O4 sont évaluées plus en détail dans cette section.

2.1 L'offrant devra fournir le curriculum vitæ de chaque ressource. Toutes les ressources doivent être à l'emploi direct de l'entreprise. De plus, les employés des entreprises formant une coentreprise sont considérés comme des employés directs, mais pas les sous-traitants.

Remarque à l'attention des offrants : Les curriculum vitæ devraient comporter au plus deux pages et contenir les détails précis de toute l'information demandée, y compris :

- g. l'organisme d'accréditation, la date d'obtention de l'accréditation, le statut actuel.
- h. Tous les établissements d'enseignement postsecondaire, dates de fréquentation, titres de compétence obtenus, les certificats, diplômes et grades les plus élevés obtenus dans les domaines pertinents par rapport au rôle proposé.
- i. les antécédents de travail et le nom des employeurs, les dates des emplois, les titres des postes et les responsabilités.

Les curriculums vitæ **ne** comptent **pas** au titre du nombre de pages requis pour la soumission technique du soumissionnaire.

Remarque à l'attention des offrants : Veuillez inscrire les accréditations professionnelles valides et pertinentes reconnues par la province de l'Ontario. La note accordée reposera sur la question de savoir si la ressource a un permis de pratique pour le territoire en question et une accréditation adéquate. Le maximum de points (100 %) sera accordé à toute ressource possédant l'accréditation reconnue. L'Ontario est l'administration responsable de toutes les spécialisations relevant de l'Ontario, exception faite des accréditations qui ne sont pas délivrées à l'échelle régionale.

2.2 Pour chacune des huit (8) ressources proposées, l'offrant doit fournir une brève description de deux (2) projets achevés qui démontrent l'expérience de chaque ressource dans le rôle proposé (totale de seize [16] projets).

Pour que des points soient attribués relativement à un projet, le rôle de la ressource dans le cadre du projet soumis doit être le même que le rôle proposé pour le poste clé. De plus, le nom et le lieu du projet doivent

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition																				
<p>être indiqués, sinon aucun point ne sera accordé. Dans le cas où plus de deux (2) projets seraient soumis, seul le premier de deux projets pertinents sera évalué dans le cadre de l'offre.</p> <p>Aux fins de l'évaluation, les projets similaires doivent être en lien avec des inspections de sites contaminés et devraient comprendre : des EES de phase I/II/III, une évaluation des risques pour la santé humaine propre au site, une évaluation des risques pour l'environnement propre au site, une évaluation des sédiments contaminés, une conception et un assainissement des sites ou sédiments contaminés. Si les projets présentés ne figurent pas dans ces catégories, la note « 0 » leur sera accordée.</p> <p>Les descriptions doivent inclure ce qui suit pour chacun des deux (2) projets présentés par ressource :</p> <p>Information sur le projet : catégorie du projet, nom, emplacement, date de début et date d'achèvement :</p> <p>Information sur le client : nom, adresse, titre, numéro de téléphone de la personne-ressource au niveau opérationnel.</p> <p>b. Portée et description du projet : Décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans la section 2.1 du volet 3 de l'appendice 5 de l'annexe A, « Énoncé de travail ». La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : les nouveaux contaminants, la conception d'un plan de travail, l'échantillonnage des sols, l'échantillonnage des sédiments, l'élaboration de VTR, la caractérisation des risques, l'évaluation des données toxicologiques, l'élaboration de modèles de sites conceptuels, l'approche axée sur le poids de la preuve, les études écologiques, les communications publiques, la santé et la sécurité, etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant devra préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.</p> <p>2.3 Rôles et responsabilités de la ressource : Décrire les rôles, les titres et les responsabilités de la ressource, y compris son expérience technique et pratique dans le projet. L'offrant doit établir clairement et entièrement l'expérience pertinente liée au projet dans le rôle proposé, notamment pour ce qui est des éléments suivants, pour chacune des huit (8) catégories de ressource :</p> <p>a. <u>Personne-ressource des OCIR</u></p> <table> <tr> <td>• coordination des programmes de travail</td><td>• risques associés au projet</td><td>• communications avec les organismes de réglementation</td><td>• ressources humaines</td><td>• assurance et contrôle de la qualité</td></tr> <tr> <td>• orientation stratégique</td><td>• liaison avec le client</td><td>• communications avec les intervenants</td><td>• examen de niveau supérieur</td><td>• règlement des différends</td></tr> <tr> <td>• conseils techniques d'expert</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> </table> <p>b. <u>Gestionnaire principal de projet</u> :</p> <table> <tr> <td>• intégration des travaux et de la planification</td><td>• budget</td><td>• qualité</td><td>• communications</td><td>• approvisionnements liés au projet</td></tr> </table>					• coordination des programmes de travail	• risques associés au projet	• communications avec les organismes de réglementation	• ressources humaines	• assurance et contrôle de la qualité	• orientation stratégique	• liaison avec le client	• communications avec les intervenants	• examen de niveau supérieur	• règlement des différends	• conseils techniques d'expert					• intégration des travaux et de la planification	• budget	• qualité	• communications	• approvisionnements liés au projet
• coordination des programmes de travail	• risques associés au projet	• communications avec les organismes de réglementation	• ressources humaines	• assurance et contrôle de la qualité																				
• orientation stratégique	• liaison avec le client	• communications avec les intervenants	• examen de niveau supérieur	• règlement des différends																				
• conseils techniques d'expert																								
• intégration des travaux et de la planification	• budget	• qualité	• communications	• approvisionnements liés au projet																				

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<ul style="list-style-type: none"> portée calendrier 	<ul style="list-style-type: none"> contrôle des changements plans de santé et sécurité 	<ul style="list-style-type: none"> ressources humaines risques associés au projet 	<ul style="list-style-type: none"> protection de l'environnement
	c. Expert-conseil principal – Évaluation environnementale du site			
	<ul style="list-style-type: none"> Planification et conception des plans de travail concernant l'échantillonnage et l'analyse de l'environnement préparation de procédures normalisées d'exploitation évaluation et interprétation des données d'évaluation du site 	<ul style="list-style-type: none"> supervision du respect de la réglementation examen de niveau supérieur évaluation de multiples sources de données 	<ul style="list-style-type: none"> conseils techniques d'expert direction technique 	<ul style="list-style-type: none"> direction des travaux complexes d'évaluation du site direction technique formulation de recommandations préparation de rapports
	d. Évaluateur principal du risque – Toxicologue en santé humaine :			
	<ul style="list-style-type: none"> planification et conception des évaluations des risques à la santé humaine propres à un site supervision du respect de la réglementation évaluation des données toxicologiques pour les récepteurs humains 	<ul style="list-style-type: none"> préparation de procédures normalisées d'exploitation sélection ou établissement des VTR évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve 	<ul style="list-style-type: none"> conseils techniques d'expert examen de niveau supérieur caractérisation des risques 	<ul style="list-style-type: none"> direction des travaux complexes d'évaluation des risques direction technique formulation de recommandations préparation de rapports
	e. Évaluateur principal du risque – terrestre ou faunique :			
	<ul style="list-style-type: none"> planification et conception des évaluations des risques environnementaux propres au site supervision du respect de la réglementation 	<ul style="list-style-type: none"> préparation de procédures normalisées d'exploitation sélection ou établissement des VTR 	<ul style="list-style-type: none"> conseils techniques d'expert examen de niveau supérieur 	<ul style="list-style-type: none"> direction des travaux complexes d'évaluation des risques direction technique formulation de recommandations préparation de rapports

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<ul style="list-style-type: none"> évaluation des données toxicologiques pour les récepteurs aquatiques et terrestres 	<ul style="list-style-type: none"> évaluation de multiples sources de données 	<ul style="list-style-type: none"> enquêtes écologiques 	<ul style="list-style-type: none"> caractérisation des risques
	f. <u>Hydrogéologue principal</u> :			
	<ul style="list-style-type: none"> planification et conception des plans de travail concernant l'échantillonnage et l'analyse hydrogéologiques supervision du respect de la réglementation interprétation des données hydrogéologiques 	<ul style="list-style-type: none"> évaluation du transport et du devenir des contaminants sélection ou établissement des VTR évaluation de multiples sources de données 	<ul style="list-style-type: none"> conseils techniques d'expert examen de niveau supérieur 	<ul style="list-style-type: none"> direction des travaux complexes d'évaluation hydrogéologiques direction technique formulation de recommandations
	g. <u>Spécialiste principal en évaluation des sédiments</u> :			
	<ul style="list-style-type: none"> planification et conception des plans de travail concernant l'échantillonnage et l'analyse des sédiments évaluation et interprétation des données toxicologiques évaluation et interprétation des données de chimie 	<ul style="list-style-type: none"> planification et conception des analyses toxicologiques supervision du respect de la réglementation évaluation de multiples sources de données 	<ul style="list-style-type: none"> conseils techniques d'expert examen de niveau supérieur 	<ul style="list-style-type: none"> direction des travaux complexes d'évaluation des sédiments direction technique élaboration de normes procédures opérationnelles.
	i. <u>Ingénieur principal en environnement – Projet de réhabilitation</u>			
	<ul style="list-style-type: none"> planification et conception des plans de travail de réhabilitation supervision du respect de la réglementation interprétation des données hydrogéologiques 	<ul style="list-style-type: none"> formulation de recommandations sélection ou établissement des VTR direction de travaux complexes de réhabilitation, y compris la supervision sur le site des entrepreneurs pour la durée des travaux de réhabilitation 	<ul style="list-style-type: none"> conseils techniques d'expert examen de niveau supérieur 	<ul style="list-style-type: none"> évaluation de multiples sources de données direction technique dessins détaillés de conception et spécifications pour les contrats de réhabilitation
	<ul style="list-style-type: none"> préparation de procédures normalisées d'exploitation préparation de rapports 			

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
C5	Scolarité L'offrant doit fournir les détails pertinents touchant la scolarité de chacune des ressources proposées pour les postes clés. Inscrire les certificats, diplômes et grades les plus élevés obtenus dans les domaines pertinents par rapport au rôle proposé.	Chaque ressource se verra accorder un maximum de 15 points. iii. Diplôme d'études universitaire (2 ^e cycle) – 15 points iv. Diplôme d'études universitaire (1 ^{er} cycle) – 10 points v. Diplôme d'études collégiales – 5 points	120 points	
C6	Titres de compétence L'offrant doit fournir pour chaque ressource les titres de compétence professionnelle pertinents. Voici les titres de compétence pertinents jugés acceptables : <ul style="list-style-type: none"> • Ingénieur (Ing.) • Géoscientifique professionnel (PGeo), • Biologiste professionnel (PBio ou RPBio) • Chimiste professionnel (C.Chem) • Diplôme de l'<i>American Board of Toxicology</i> (DABT) • Professionnel de la gestion de projet (PGP) • Spécialiste de l'environnement agréé (SE)* <p><i>*Le 1^{er} août 2010, le titre de spécialiste de l'environnement agréé du Canada (SEAC) a été fusionné sous le titre de Spécialiste en environnement.</i> http://www.cecab.org/public/content.aspx?display=background</p>	Chaque ressource se verra accorder un maximum de 5 points. iii. Attestations reconnues – 5 points iv. Aucune attestation reconnue – 0 point	40 points	
C7	Expérience de projet <u>L'offrant doit fournir deux (2) projets pour chacune des ressources suivantes :</u>		160 points	

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<p>i) Personne-ressource principale des OCIR</p> <ul style="list-style-type: none">- Évaluation environnementale de site suivant les normes de l'Association canadienne de normalisation,- Évaluation des risques,- évaluation des sédiments, ou- assainissement des sites contaminés/des sédiments <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans une catégorie de projets différente parmi celles énumérées ci-dessus.</p>	10 points seront accordés pour chaque projet.		
	<p>j) Gestionnaire principal de projet :</p> <ul style="list-style-type: none">- Évaluation des risques,- Évaluation des sédiments- Assainissement des sites contaminés/des sédiments <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans une catégorie de projets différente parmi celles énumérées ci-dessus.</p>	10 points seront accordés pour chaque projet.		
	<p>k) Expert-conseil principal – Évaluation environnementale du site</p> <ul style="list-style-type: none">- Évaluation environnementale des sites de phase I- Évaluation environnementale des sites de phase III	10 points seront accordés pour chaque projet.		

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre un (1) projet pour chacune des deux catégories énumérées ci-dessus.</p>			
	<p>l) Hydrogéologue principal</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assainissement des sites contaminés - Évaluation environnementale des sites de phase III <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant dans l'une ou l'autre des catégories énumérées ci-dessus.</p>	10 points seront accordés pour chaque projet.		
	<p>m) Évaluateur principal du risque – Toxicologue en santé humaine</p> <ul style="list-style-type: none"> - Évaluation des risques en santé humaine selon le cadre établi par le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (PASCF), ou - Évaluation des risques en santé humaine selon les normes d'autres administrations <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant dans l'une ou l'autre des catégories énumérées ci-dessus.</p>	10 points seront accordés pour chaque projet.		
	<p>n) Évaluateur principal du risque – terrestre ou faunique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Évaluation des risques environnementaux selon le cadre établi par le PASCF, ou - Évaluation des risques environnementaux selon les normes d'autres administrations 	10 points seront accordés pour chaque projet.		

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant dans l'une ou l'autre des catégories énumérées ci-dessus.</p> <p>o) Spécialiste principal en évaluation des sédiments</p> <ul style="list-style-type: none"> - évaluation des sédiments contaminés selon le cadre du PASCF aquatiques ou selon le cadre Canada-Ontario, ou - évaluation des sédiments contaminés selon les normes d'autres administrations <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant dans l'une ou l'autre des catégories énumérées ci-dessus.</p>	<p>10 points seront accordés pour chaque projet.</p>		
	<p>p) Ingénieur principal en environnement – Projet de réhabilitation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conception de l'assainissement des sites ou des sédiments contaminés <p>Remarque à l'attention des offrants : L'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant dans la catégorie ci-dessus.</p>	<p>10 points seront accordés pour chaque projet.</p>		
C8	<p>Rôles et responsabilités de la ressource :</p> <p>La note reposera sur l'établissement des éléments précisés à la section 2.3 de ce tableau. Pour obtenir la totalité des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de l'employé pour le rôle proposé dans un autre projet.</p>	<p>xiii. Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments – 70 points</p> <p>xiv. Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments – 50 points</p>	560 points	

Solicitation No. - N° de l'invitation
K3D33-170264/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
K3D33-170264

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-6-39109

Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR033
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critères cotés	Système de notation	Maximum de points alloués	Renvoi à la proposition
	<i>Remarque à l'attention des offrants : On demande aux offrants de préciser les huit (8) projets à évaluer. Un (1) seul projet sera évalué pour chaque catégorie de ressource, pour un total de huit (8) projets.</i>	xv. Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments – 30 points xvi. Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins – 10 points		

Remarque à l'attention des offrants – Aux fins de soumission de la partie des projets répondant aux exigences C7 et C8, il est conseillé aux offrants de fournir les renseignements demandés pour chaque projet sous forme de tableau, comme dans l'exemple suivant. Un autre format pourra être accepté dans la mesure où tous les renseignements exigés sont fournis.

Tableau d'exemple : Expert-conseil principal – Évaluation environnementale du site

	N° du projet
26. Catégorie du projet, emplacement, date de début et date d'achèvement	
27. Catégorie du projet	
28. Nom, titre et coordonnées des clients pour chaque projet	
29. Portée et description du projet	
30. Rôle de la ressource dans le projet	
31. Expert-conseil principal – Responsabilités relatives à l'EES <u>Critères d'évaluation</u> xxiv. Planification et conception des plans de travail concernant l'échantillonnage et l'analyse de l'environnement xxv. Préparation de procédures normalisées d'exploitation xxvi. Supervision du respect de la réglementation xxvii. Évaluation et interprétation des données d'évaluation du site xxviii. Examen de niveau supérieur xxix. Conseils techniques d'expert xxx. Direction technique xxxi. Direction des travaux complexes d'évaluation du site xxxii. Formulation de recommandations xxxiii. Préparation de rapports xxxiv. Évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve	

PIÈCE JOINTE 1 de LA PARTIE 5

**PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI –
ATTESTATION**

En présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, j'atteste, en tant qu'offrant, que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, s'il est établi qu'une attestation est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un offrant. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada peut rendre la soumission non recevable ou constituer un manquement au contrat.

De plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi se trouvent sur le site Web du [Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée]

Remplir les parties A et B.

A. Cocher une seule des déclarations suivantes :

- ☐ A1. L'offrant atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. L'offrant atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. L'offrant atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ☐ A4. L'offrant atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. L'offrant a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada;

- ☐ A5.1. L'offrant atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada (EDSC).

OU

- ☐ A5.2. L'offrant atteste avoir présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168), le signer en bonne et due forme et le transmettre au Programme du travail d'ESDC.

B. Cochez une seule des déclarations suivantes :

- ☐ B1. L'offrant n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. L'offrant fait partie d'une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie. (Voir la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

Solicitation No. - N° de l'invitation
XXXXXX-XXXXXX/X
Client Ref. No. - N° de réf. du client
XXXXXX-XXXXXX

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
XXXXXX.XXXXXX-XXXXXX

Buyer ID - Id de l'acheteur
XXXXXX
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Pièce jointe 1 de la partie 7 – Attribution des commandes subséquentes et processus de cotation

1. Attribution des commandes subséquentes et répartition du volume des activités :

Voici un exemple d'attribution des commandes subséquentes : L'attribution réelle des commandes subséquentes dépendra du financement après l'émission d'OCIR.

Exemple d'attribution des commandes subséquentes

Nombre d'OCIR à attribuer : 3 Fonds totaux disponibles : 900 000,00 \$

Offrant : Note

1	92,11
2	94,19
3	89,71

L'offrant 1 doit recevoir 33,4 % des fonds (300 600,00 \$).

L'offrant 2 doit recevoir 34,1 % des fonds (306 900,00 \$).

L'offrant 3 doit recevoir 32,5 % des fonds (292 500,00 \$).

Répartition du volume des activités – Exemple :

Offrant	Répartition idéale des activités	Valeur correspondante	Répartition réelle correspondante	Pourcentage réel moins pourcentage idéal
Entreprise classée au premier rang (Offrant 2)	34,1 %	107 000 \$	46,5 %	12,4 %
Entreprise classée au deuxième rang (Offrant 1)	33,4 %	70 000 \$	30,4 %	-3,0 %
Entreprise classée au troisième rang (Offrant 3)	32,5 %	53 000 \$	23 %	-9,5 %

Valeur totale de la répartition des activités à ce jour : 230 000 \$

L'attribution réelle des activités est le pourcentage de travail reçu par une entreprise par rapport à la valeur totale de tout le travail attribué. La valeur réelle moins la valeur idéale est la différence entre l'attribution réelle des activités et l'attribution idéale, et elle représente la situation de l'entreprise par rapport à la répartition idéale des activités. Un nombre positif indique que l'entreprise a reçu plus de contrats qu'elle aurait dû (par rapport au volume des affaires courant), et un nombre négatif indique qu'elle a reçu moins de contrats qu'elle aurait dû. Dans cet exemple, l'entreprise ayant la différence négative la plus grande sera celle que l'on contactera pour la prochaine commande subséquente. Dans cet exemple, la troisième entreprise sera la prochaine contactée.

2. Processus de cotation de l'évaluation du rendement des commandes subséquentes :

Le responsable technique évaluera chaque commande subséquente à la phase d'achèvement pour en déterminer le rendement. L'évaluation se fera à l'aide du tableau de cotation fourni ci-dessous. Pour réussir l'évaluation, l'offrant doit obtenir la mention minimale « satisfait » pour chacune des quatre (4) catégories de rendement. Si les exigences ne sont pas satisfaites pour l'une des quatre (4) catégories de rendement, la commande subséquente recevra la cote générale « non satisfait ». Si un offrant reçoit une cote globale « non satisfait » dans l'une ou l'autre des trois (3) commandes subséquentes, le responsable technique se réserve alors le droit de suspendre l'offrant de la rotation pour une période minimale de six (6) mois, ou d'adopter une autre mesure corrective si le rendement insatisfaisant se poursuit.

CRITÈRES DE RENDEMENT POUR LES COMMANDES OCIR SUBSÉQUENTES		
CATÉGORIE DE RENDEMENT	NON SATISFAIT	SATISFAIT SATISFAIT
Portée	Lacunes sur le plan de la portée; répercussions négatives sur le projet	Portée achevée selon les exigences
Calendrier	Échéanciers non respectés; répercussions négatives sur le projet	Échéanciers respectés
Budget	Faiblesses importantes; répercussions sur la livraison du ou des projets	Gestion du budget conforme aux exigences; factures reçues dans les temps
Qualité	Lacunes importantes; répercussions sur la livraison du ou des projets	Lacunes mineures